



**LEXIBOOK - LINGUISTIC ELECTRONIC SYSTEM**  
**Société anonyme au capital de 3.881.659.50 €.**  
**Siège social : 6, avenue des Andes – Bâtiment 11, 91940 Les Ulis.**  
**323 036 921 R.C.S. Evry - LEI : 969500MBA2IX17UII261**

## **DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL 2023**



Le document d'enregistrement universel a été déposé le 30 juin 2023 auprès de l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le document d'enregistrement universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de titres financiers ou de l'admission de titres financiers à la négociation sur un marché réglementé, s'il est complété par une note d'opération et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au document d'enregistrement universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017/1129.

En application de l'article 19 du règlement européen n°2017/1129 sur les prospectus, les informations suivantes sont incorporées par référence dans le présent document d'enregistrement universel :

- I. Les comptes consolidés et sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2022 figurent aux pages 67 à 125 du document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 29 juin 2022 sous le numéro D.22-0559, les rapports d'audit correspondants figurant respectivement aux pages 63 à 66 et 100 à 103 de ce document d'enregistrement universel.
- II. Les comptes consolidés et sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2021 figurent aux pages 67 à 125 du document d'enregistrement universel déposé auprès de l'AMF le 29 juin 2021 sous le numéro D.21-0639, les rapports d'audit correspondants figurant respectivement aux pages 64 à 66 et 100 à 103 de ce document d'enregistrement universel.

*Des exemplaires du document d'enregistrement universel sont disponibles sans frais au siège social de LEXIBOOK, 6 Avenue des Andes – Bâtiment 11 – 91940 LES ULIS, sur le site internet de la société ([www.LEXIBOOK.com](http://www.LEXIBOOK.com)), ainsi que sur le site internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).*

## PREAMBULE

Le document d'enregistrement universel de la société LEXIBOOK contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement de la société LEXIBOOK. Ces informations ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les objectifs seront atteints.

Les déclarations prospectives contenues dans le document d'enregistrement universel visent également des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient, en cas de réalisation, avoir pour conséquence que les résultats futurs, les performances et les réalisations de la société LEXIBOOK soient significativement différents des objectifs formulés et suggérés. Ces facteurs peuvent notamment inclure l'évolution de la conjoncture économique et commerciale, ainsi que les facteurs de risque exposés dans la partie IV du présent document d'enregistrement universel.

Dans le document d'enregistrement universel, la société LEXIBOOK est dénommée « LEXIBOOK », ou « LEXIBOOK SA » ou la « Société ». Le « Groupe » ou le « Groupe LEXIBOOK » désigne LEXIBOOK et ses filiales directes et indirectes, telles que décrites dans la partie VI du présent document d'enregistrement universel.

## Table des matières

I.	PERSONNES RESPONSABLES .....	6
I1.	Nom et fonction du responsable du document d'enregistrement universel .....	6
I2.	Attestation du responsable du document d'enregistrement universel .....	6
II.	CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES.....	7
II1.	Commissaires aux comptes titulaires .....	7
III.	FACTEURS DE RISQUES .....	8
IV.	INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR.....	15
IV1.	Raison sociale et nom commercial de l'émetteur.....	15
IV2.	Lieu, numéro d'enregistrement et LEI de l'émetteur .....	15
IV3.	Date de constitution et durée de vie de l'émetteur .....	15
IV4.	Siège social et forme juridique de l'émetteur .....	15
V.	APERÇU DES ACTIVITES.....	15
V1.	Principales activités .....	15
V2.	Principaux marchés .....	17
V3.	Evènements importants dans le développement des activités de l'émetteur .....	23
V4.	Stratégie .....	25
V5.	Dépendance de l'émetteur à l'égard des licences.....	26
V6.	Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle.....	26
V7.	Investissements .....	26
V71.	Principaux investissements réalisés au cours des trois derniers exercices.....	26
V72.	Principaux investissements en cours ou ayant fait l'objet d'engagements fermes de la part des organes de direction.....	27
VI.	Structure organisationnelle.....	27
VI1.	Description du Groupe.....	27
VI2.	Liste des filiales .....	29
VII.	EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT .....	29
I1.	Examen de la situation financière consolidée des exercices clos au 31 mars 2023, 31 mars 2022 et 31 mars 2021 .....	30
I11.	Situation financière – bilan simplifié consolidé : exercices 2022-2023 / 2021-2022 .....	30
I12.	Situation financière – bilan simplifié consolidé : exercices 2021-2022 / 2020-2021 .....	31
I2.	Examen du compte de résultat consolidé pour les exercices clos au 31 mars 2023, 31 mars 2022 et 31 mars 2021 .....	32
I21.	Compte de résultat consolidé – exercices 2022-2023 / 2021-2022 .....	32
I22.	Compte de résultat consolidé – exercices 2021-2022 / 2020-2021 .....	35
VIII.	TRESORERIE ET CAPITAUX PROPRES.....	37
VIII1.	Informations simplifiées sur les capitaux propres de l'émetteur.....	37
VIII2.	Flux de trésorerie.....	37
VIII3.	Conditions d'emprunts et structure de financement .....	38
VIII4.	Restrictions à l'utilisation des capitaux .....	38
VIII5.	Sources de financement relatives aux investissements futurs de la Société.....	38
IX.	ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE .....	38
X.	INFORMATIONS SUR LES TENDANCES .....	38

X1.	Tendances ayant affecté l'activité depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document d'enregistrement universel.....	38
X2.	Tendance connue, incertitude, demande ou tout événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur .....	39
XI.	PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU RESULTAT.....	39
XI1.	Déclaration de l'émetteur.....	39
XII.	ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE .....	40
XII1.	Mandataire sociaux et organes de gouvernement d'entreprise .....	40
XII11.	Comité Exécutif.....	40
XII12.	Directoire .....	41
XII13.	Conseil de Surveillance .....	41
XII2.	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale .....	42
XIII.	REMUNERATIONS ET AVANTAGES .....	43
XIII1.	Montant de la rémunération versée aux mandataires sociaux.....	47
XIII2.	Retraites et autres avantages.....	48
XIV.	FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION .....	49
XIV1.	Dates d'expiration des mandats des organes d'administration et de Direction .....	49
XIV2.	Contrats de service liant les mandataires sociaux .....	51
XIV3.	Comités spécialisés – Comité d'audit.....	51
XIV4.	Déclaration relative au gouvernement d'entreprise.....	52
XIV5.	Informations sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne .....	52
XV.	SALARIES .....	55
XV1.	Effectifs à la fin de la période couverte .....	55
XV2.	Stocks options et/ou autres avantages attribués aux mandataires sociaux .....	58
XV3.	Stocks options et/ou autres avantages attribués aux salariés .....	58
XVI.	PRINCIPAUX ACTIONNAIRES.....	58
XVI1.	Répartition actuelle du capital social et des droits de vote .....	58
XVI2.	Droits de vote différenciés .....	59
XVI3.	Contrôle de la société .....	59
XVI4.	Description d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement dans le contrôle	59
XVII.	TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES .....	60
XVIII.	INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR .....	66
XVIII1.	Comptes consolidés au 31 mars 2023 .....	66
XVIII11.	Etat de la situation financière consolidée pour l'exercice clos au 31 mars 2023 .....	69
XVIII12.	Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global pour l'exercice clos au 31 mars 2023	70
XVIII13.	Tableau de variation des capitaux propres pour l'exercice clos au 31 mars 2023 .....	71
XVIII14.	Tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos au 31 mars 2023.....	72
XVIII15.	Annexes aux comptes consolidés pour l'exercice clos au 31 mars 2023 .....	73
XVIII2.	Information financière pro forma.....	104
XVIII3.	Etats financiers de la société mère.....	105
XVIII4.	Vérification des informations historiques annuelles .....	128

XVIII5.	Dates des dernières informations financières .....	128
XVIII6.	Informations financières intermédiaires et autres.....	128
XVIII7.	Dividendes .....	128
XVIII8.	Procédures judiciaires et arbitrage .....	128
XVIII9.	Changements significatifs de la situation financière ou commerciale .....	128
XVIII10.	Honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos au 31 mars 2023	129
XIX.	INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	129
XIX1.	Capital social .....	129
XIX11.	Montant du Capital émis .....	129
XIX12.	Nombre et principales caractéristiques des actions non représentatives du capital.....	129
XIX13.	Actions détenues par la société ou ses filiales .....	129
XIX14.	Résultat sur les 5 derniers exercices et tableau des délais de paiement clients et fournisseurs.....	130
XIX15.	Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription ...	132
XIX16.	Informations sur les droits d'acquisition et/ou obligation attachés au capital souscrit non libéré	133
XIX17.	Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de la placer sous option et détail de ces options, y compris l'identité des personnes auxquelles elles se rapportent.....	133
XIX18.	Historique du capital .....	133
XIX2.	Acte constitutif et statuts.....	134
XIX21.	Objet social (article 2) .....	134
XIX22.	Dispositions concernant les membres des organes d'administration, de direction et de surveillance de la société .....	134
XIX23.	Droits, privilèges, restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes .....	134
XIX24.	Actions nécessaires pour modifier le droit des actionnaires .....	135
XIX25.	Assemblées Générales .....	135
XIX26.	Dispositions ayant pour effet de retarder, différer ou d'empêcher un changement de son contrôle	140
XIX27.	Dispositions fixant les seuils au-dessus duquel toute participation doit être divulguée ...	140
XIX28.	Conditions régissant les modifications du capital .....	140
XX.	CONTRATS IMPORTANTS (AUQUEL TOUT MEMBRE DU GROUPE EST PARTIE) .....	140
XXI.	DOCUMENTS DISPONIBLES .....	140
XXII.	TABLES DE RECONCILIATION .....	141
XXII1.	Table de réconciliation du rapport financier annuel (article 222-3 du règlement général de l'AMF)	141
XXII2.	Table de réconciliation du rapport de gestion .....	142
XXII3.	Table de réconciliation du rapport sur le gouvernement d'entreprise .....	143

## I. PERSONNES RESPONSABLES

### I1. Nom et fonction du responsable du document d'enregistrement universel

Le Président du Directoire, Monsieur Aymeric LE COTTIER, est responsable des informations contenues dans le présent document, à l'exception des informations contenues dans le rapport visé à l'article L. 225-68 du Code de Commerce dont le responsable est le Président du Conseil de Surveillance, Monsieur Luc LE COTTIER.

### I2. Attestation du responsable du document d'enregistrement universel

J'atteste, que les informations contenues dans le présent document d'enregistrement universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion (dont la table de réconciliation figure en page 151 du document d'enregistrement universel), présentent un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Les Ulis, le 30 juin 2023

Aymeric LE COTTIER,  
Président du Directoire

## II. CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

### II1. Commissaires aux comptes titulaires

- **GRANT THORNTON**  
29 Rue du Pont  
92200 NEUILLY-SUR-SEINE  
Représenté par Monsieur Samuel CLOCHARD  
**Date du premier mandat:**  
Assemblée Générale du 14 Septembre 2021  
**Date de fin de mandat :**  
Assemblée Générale statuant sur les comptes clos le 31 mars 2027

### III. FACTEURS DE RISQUES

Le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-dessous et les risques financiers présentés en Note 29 de l'annexe aux comptes consolidés (Risques de liquidité, de taux et de change)

Le Groupe ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

#### Risques liés aux contrats de licences de marques

	2021/2022	2022/2023
Chiffres d'affaires sous licence	26 637 702	31 036 013
%	58,9%	60,6%
Chiffres d'affaires hors licence	18 592 468	20 200 974
%	41,1%	39,4%
<b>Total</b>	<b>45 230 170</b>	<b>51 236 987</b>

#### 1/ Risque lié aux Minimum garantie (MG)

Au cours des trois dernières années, des contrats de licence de marque ont été conclus par LEXIBOOK avec des partenaires tels que Nintendo, Mattel, Walt Disney, Universal, Marvel. D'une durée de 2 ans à 5 ans et reconductibles, ils prévoient des montants minima garantis de royalties à verser aux concédants. Le risque lié à ces MG serait de devoir payer des royalties sans atteindre le chiffre d'affaires correspondant et prévu contractuellement.

Ces minimas sont globalement atteints pour l'exercice 2022-2023.

Les taux de royalties varient traditionnellement de 5% à 19,4%.

#### 2/ Risque lié à la non reconduction

La non reconduction d'une licence pourrait entraîner une baisse de chiffre d'affaires, toutefois, compte tenu du renouvellement régulier des licences au cours des derniers exercices, ce risque ne semble pas significatif. Les licences sont accordées à la fois pour des durées variables, traditionnellement deux à cinq ans, dont les termes sont différents, sur plusieurs familles produits (en moyenne 5 à 10). Le Groupe considère que ces éléments, notamment, produisent un effet dilutif sur le risque de dépendance puisque la probabilité de perdre une licence sur la totalité des produits lui semble faible.

Le risque de non renouvellement des licences serait d'avoir en stock des marchandises qui ne seraient plus commercialisables. Au cours des dernières années, les enjeux n'ont pas été significatifs, d'autant plus que les contrats de licence prévoient tous une clause dite de « sell-off » permettant de vendre les produits pendant une période de 3 à 12 mois après l'échéance du contrat.

#### 3/ Risque de dépendance

La société n'a pas identifié de risque de dépendance autre que ceux identifiés ci-dessus. Toutefois la perte d'une licence renommée entraînant la perte d'exclusivité de certains produits, pourrait entraîner une perte significative de chiffre d'affaires, un déréférencement auprès de certains clients, la liquidation des stocks et dans l'hypothèse la plus défavorable mettre en péril le renouvellement des autres licences.

#### Risques réglementaires

LEXIBOOK se conforme au règlement CE 1103/97 modifié par le règlement CE 2595/2000 et aux normes en vigueur sur ses produits.

Tous les produits fabriqués et commercialisés par LEXIBOOK répondent aux normes de compatibilité électromagnétique applicables dans l'Union Européenne. En outre, conformément à la législation en vigueur, le segment spécifique du jouet répond à toutes normes mécaniques, chimiques, électriques et d'inflammabilité, garantissant la conformité des produits LEXIBOOK avec les normes en vigueur dans les différents pays dans lesquels le Groupe commercialise ses produits.

### **Risques liés à une épidémie ou une pandémie**

Le Groupe est exposé aux crises liées aux épidémies et pandémies comme celle liée au Covid-19 et à leurs récurrences éventuelles. Celles-ci peuvent paralyser l'appareil de production en Chine ainsi que les livraisons, pouvant ainsi priver le Groupe d'une partie ou de toutes ses sources d'approvisionnement. En cas de survenance rapide d'une telle crise, le Groupe, privé d'approvisionnement, serait confronté à une perte d'activité qui peut être partielle ou totale si l'épidémie se diffuse rapidement et se prolonge de plusieurs semaines, et peut être soumis à des frais logistiques accrus, des pénalités de retard de ses clients ainsi qu'à des annulations de commandes. Parallèlement au risque lié à la production, le Groupe peut être confronté à un risque commercial qui pèserait directement sur l'activité, en particulier en cas de mesures de confinement ou de fermetures des magasins en raison de l'épidémie. Les effets directs peuvent inclure des annulations de commandes, des retards de paiement, la réduction ou la disparition de chiffre d'affaires avec certains clients, et le maintien en stock de produits potentiellement rendus obsolètes si la crise se prolonge plusieurs mois. De telles épidémies peuvent ainsi dégrader rapidement l'activité de la société et peser lourdement sur la trésorerie, les résultats et les fonds propres.

### **Risques liés aux conflits internationaux**

Le Groupe est exposé aux risques de conflits internationaux sur les territoires sur lesquels il intervient, tant sur la partie relative à la conception et à la fabrication des produits que sur les ventes. Un conflit impliquant la Chine et/ou Taïwan pourrait par exemple causer une rupture dans la chaîne de fabrication des produits. Néanmoins, dans le contexte de guerre en Ukraine, le Groupe Lexibook précise qu'il n'est pas exposé ni sur le marché russe, ni sur le marché ukrainien tant sur ses approvisionnements que sur ses ventes.

### **Risques fiscaux**

La société n'est exposée à aucun risque fiscal significatif.

### **Risques industriels et risques liés à l'environnement**

#### Risque de dépendance à un fournisseur

LEXIBOOK n'est dépendant d'aucun fournisseur en particulier. La société a en permanence la possibilité de recourir à des fabricants différents en cas de besoin ce qui lui permet de réorganiser sa production en quelques semaines. Ce risque est donc pris en compte par l'entreprise.

Environ cinquante usines travaillent à la fabrication des produits. Elles sont soumises à des impératifs de qualité, de prix et de délai, dont le défaut est sanctionné par des pénalités. Ces usines ont été sélectionnées en fonction de leur solidité financière et de leur qualité de production.

#### Risque de fuite de technologie et de qualité

Les usines sont liées à LEXIBOOK par des accords de confidentialité et de non divulgation d'informations et par un accord cadre négocié au cas par cas et précisant aussi les contraintes de respect de qualité, des normes techniques, des prix, des délais et des pénalités éventuelles. Le délai de règlement de ces fournisseurs est de 30 à 90 jours par virement bancaire ou lettre de crédit.

Le risque de composants défectueux, inhérent à l'activité et partagé par tous les autres constructeurs, est maîtrisé grâce à un contrôle exercé directement par LEXIBOOK Hong-Kong sur les usines de fabrication asiatiques ou indirectement, par le biais d'entreprises spécialisées.

#### Risque de pénurie de composants et d'inflation des prix de fabrication

Le risque de pénurie de composants, habituellement peu significatif est actuellement renforcé sur certaines catégories de produits. Dans un contexte de pénurie mondiale, le Groupe essaie d'anticiper au mieux, les besoins de ses clients et commande en fonction les composants critiques, qui ne représentent qu'une petite partie du coût de revient des produits, afin d'assurer les productions. A ce risque de stocks s'ajoute un risque de hausse des prix qui pourrait impacter directement la marge si la pénurie se maintenait plusieurs

mois. Ce risque est aussi lié au risque sur le change, les achats des composants étant réalisés en US\$. La pénurie de composants implique également une tension sur les délais de livraisons : l'allongement des délais de production en particulier sur les produits les plus technologiques comme les tablettes est significatif, ce qui oblige le Groupe à commander les produits plus tôt que d'ordinaire, augmente le risque de ruptures de stock, et limite les possibilités de réassort.

### Risques technologiques

LEXIBOOK maîtrise sa recherche et développement ainsi qu'une partie de sa production. En effet, son bureau d'études basé à Hong-Kong est proche des sites de fabrication et assure ainsi un suivi attentif du risque technologique.

### Risque sur la propriété intellectuelle

Etant donnée la nature de son activité, la société protège ses marques et ne dépose pas de brevets. Dans le domaine de la propriété industrielle, les logos, les marques LEXIBOOK, et plus de 40 marques appartenant à la société, sont déposés en France et pour partie en Europe et / ou dans le monde entier. Les protections courent jusqu'en 2031 pour les plus lointaines. Depuis plusieurs années, LEXIBOOK a étendu la protection de ses marques à l'Internet, en procédant à l'enregistrement de principaux noms de domaine correspondant à ses marques internationales les plus fortes.

### Risque sur l'obsolescence des produits

Le Groupe étant positionné sur des segments technologiques ou à licence, le risque d'obsolescence existe sur des produits qui pourraient être dépassés technologiquement ou sur lesquels les licences seraient passées de mode. Le Groupe essaie de minimiser ces risques en ajustant ses stocks au plus près des besoins clients et en misant sur des licences classiques pérennes. La société est néanmoins contrainte de provisionner des dépréciations régulièrement afin de valoriser ses stocks à leur juste valeur de revente.

### Autres risques particuliers

Intensification de la pression sur les prix et risque de concurrence :

Sur le marché des produits électroniques grand public, l'érosion observée sur les prix de vente s'accompagne généralement d'une érosion de la marge des offreurs.

La réponse consiste à :

- Lancer de nouveaux produits,
- Créer de la valeur ajoutée grâce à de nouvelles fonctionnalités, améliorer le marketing autour des produits,
- Augmenter les ventes et donc les approvisionnements pour obtenir des conditions d'achats attractives,
- Maintenir les frais de structure à un plus faible niveau que les concurrents, qui en raison de leur taille, connaissent des frais fixes incompressibles supérieurs.

Dans le contexte de pénurie mondiale des composants et de hausse des prix des matières premières, le marché connaît actuellement une inflation généralisée. Le Groupe procède ainsi à des hausses des tarifs quand cela s'avère nécessaire pour protéger ses marges. Ceci génère un risque sur la consommation des produits, les prix de vente publics plus élevés pouvant impacter la consommation dans un contexte de pouvoir d'achat limité.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du code de Commerce, vous trouverez ci-après les informations relatives aux conséquences environnementales de l'activité de la Société :

L'activité de la Société étant essentiellement la vente de produits électroniques, (Jouets, Calculatrices, Tablettes, Lecteur Audio CD, Réveils, Consoles, etc.), en direct, par l'intermédiaire de grands magasins, de grossistes ou de détaillants, par correspondance, et par voie de commerce électronique, elle n'a aucun impact significatif sur l'environnement. La Société n'est en effet, pas soumise à un risque environnemental lié à des rejets ou stockage de matières dangereuses.

Les services comptable et logistique de la société ont la charge du respect de la réglementation environnementale, et veillent au quotidien à limiter les impacts de la Société sur l'environnement.

Les missions principales liées à l'environnement sont les suivantes :

Organiser la gestion du traitement des déchets (contenants, flux internes et externes)

Organiser le tri sélectif et revaloriser le maximum de déchets

Mettre en place des actions pour diminuer l'impact des activités sur l'environnement

Assurer une veille réglementaire et anticiper sur les nouvelles directives environnementales

Faire le lien avec les éco-organismes français et étranger en charge des filières de recyclage, auxquels la société est adhérente, dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs de déchets.

LEXIBOOK est concernée par les filières de recyclage suivantes :

Les déchets d'emballages,

Les déchets de piles et d'accumulateurs,

Les déchets d'équipements électriques et électroniques.

Les déchets d'emballages :

Le Décret n° 92-377 du 1er avril 1992 a confié aux conditionneurs la responsabilité de contribuer ou pourvoir à l'élimination des déchets d'emballages qui résultent de la consommation par les ménages de leurs produits.

Les emballages ayant fait l'objet d'une contribution sont en général marqués avec les logos appropriés.

Pour satisfaire à ses obligations, le Groupe est adhérent de l'éco-organisme ECO-EMBALLAGES pour la France et des éco-organismes équivalents dans les autres pays.

Les déchets de piles et d'accumulateurs :

Le Décret n° 92-374 du 12 Mai 1999 a instauré que les producteurs et importateurs de piles, d'accumulateurs et d'appareils qui en contiennent, doivent organiser après usage, la collecte, le recyclage et l'élimination des produits commercialisés.

Les piles et les accumulateurs sont en général pourvus du symbole de la poubelle barrée.

Pour satisfaire à ses obligations, le Groupe est adhérent de l'éco-organisme SCRELEC pour la France.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques :

Selon le Décret n° 2005-289 du 20 Juillet 2005, les producteurs de matériel électrique et électronique sont tenus d'organiser et de financer la récupération et le recyclage des déchets d'équipements électriques et électroniques, officiellement en France depuis le 15 novembre 2006.

Afin de remplir à cette obligation, la Société a choisi de cotiser auprès de la société Ecologic France, éco-organisme agréé.

### **Risques clients**

Le délai de paiement moyen est de 60 jours. La société souscrit une assurance-crédit sur pratiquement tous ses clients, à hauteur de 70 à 90 % de la créance H.T. selon qu'il s'agisse de clients dénommés (c'est-à-dire signalés et pour lesquels une autorisation a été demandée) ou non dénommés.

Les principaux clients sont les enseignes majeures de la grande distribution et de la distribution spécialisée. Ces enseignes ne présentent pas de risque de solvabilité.

35,72 % du chiffre d'affaires est réalisé avec le 1er client et 5,24 % avec le deuxième client. Le tableau ci-dessous montre la répartition entre les autres acteurs et souligne la limitation du risque de dépendance clients. Il n'en reste pas moins que dans un marché relativement concentré, la perte d'un des principaux clients de la Société pourrait entraîner une baisse de son chiffre d'affaires, si la Société n'était pas en mesure d'attirer de nouveaux clients. De plus, même si la Société parvenait à attirer de nouveaux clients, ceux-ci pourraient ne pas avoir besoin du même niveau de produits que les clients perdus ou pourraient demander des conditions de paiement différentes.

Le tableau suivant indique la concentration de la clientèle au cours des deux derniers exercices :

	<b>AU 31/03/23</b>			
	<b>CA HT</b>	<b>% CA</b>	<b>CA CUMULE</b>	<b>CA % CUMULE</b>
Client 1	18 301 977	35,72%	18 301 977	35,72%
Client 2	2 684 698	5,24%	20 986 676	40,96%
Client 3	1 788 357	3,49%	22 775 033	44,45%
Client 4	1 704 299	3,33%	24 479 332	47,78%
Client 5	1 394 605	2,72%	25 873 937	50,50%
Client 6	1 223 852	2,39%	27 097 789	52,89%
Client 7	1 195 885	2,33%	28 293 674	55,22%
Client 8	1 148 678	2,24%	29 442 352	57,46%
Client 9	1 057 601	2,06%	30 499 953	59,53%
Client 10	1 040 702	2,03%	31 540 654	61,56%
Clients Autres	19 696 333	38,44%	51 236 987	100,00%
<b>TOTAL</b>	<b>51 236 987</b>	<b>100,00%</b>	<b>51 236 987</b>	<b>100,00%</b>

	<b>AU 31/03/22</b>			
	<b>CA HT</b>	<b>% CA</b>	<b>CA CUMULE</b>	<b>CA % CUMULE</b>
Client 1	14 485 560	32,03%	14 485 560	32,03%
Client 2	2 261 699	5,00%	16 747 260	37,03%
Client 3	1 919 331	4,24%	18 666 591	41,27%
Client 4	1 554 344	3,44%	20 220 935	44,71%
Client 5	1 407 398	3,11%	21 628 333	47,82%
Client 6	1 109 592	2,45%	22 737 924	50,27%
Client 7	1 070 634	2,37%	23 808 558	52,64%
Client 8	1 043 198	2,31%	24 851 757	54,95%
Client 9	870 454	1,92%	25 722 211	56,87%
Client 10	784 390	1,73%	26 506 600	58,60%
Clients Autres	18 723 570	41,40%	45 230 170	100,00%
<b>TOTAL</b>	<b>45 230 170</b>	<b>100,00%</b>	<b>45 230 170</b>	<b>100,00%</b>

### Risques liés aux stocks

Le stock net du Groupe au 31 mars 2023 représente 15,48 M€ contre 12,06 M€ au 31 mars 2022. La majorité du stock est centralisée et gérée à Gent par un prestataire extérieur.

Le stock de la filiale américaine est localisé aux USA et géré par un prestataire extérieur. Ce stock représente une valeur nette au 31/03/2023 de 951,43 K€.

Le stock de la filiale hongkongaise est localisé à Hong-Kong directement proche des lieux de fabrication. Ce stock représente une valeur nette au 31/03/2023 de 246,60 K€.

La société est exposée à un risque de rupture de stock et de surstock, dans le cas d'une demande réelle non conforme aux prévisions. Dans l'éventualité où les produits de la société viendraient à ne plus être disponibles du fait d'une rupture de stock, sa réputation pourrait en être altérée, ce qui pourrait nuire à ses efforts commerciaux et impacter ses revenus. Dans l'éventualité où les produits de la société viendraient à ne pas s'écouler de manière satisfaisante, la société pourrait alors avoir à concéder des baisses de prix significatives.

Afin de réduire ce risque, la société :

- Utilise un système d'information pour passer ses commandes et gérer les stocks.
- Passe des commandes auprès de ses fournisseurs, soit lorsqu'il dispose de commandes fermes, soit à minima aux vues de l'historique de chaque client et de ses intentions d'achat exprimés en cours d'année.

Enfin, la société a souscrit une assurance multirisque couvrant les pertes sur stocks ainsi que la perte d'exploitation liée.

Dans l'éventualité où les commandes réelles seraient supérieures aux prévisions et aux approvisionnements, LEXIBOOK pourrait être amenée à expédier les marchandises en rupture par avion et par camions en express, ce qui pourrait occasionner des frais sur achats significatifs, venant directement impacter la marge. Dans l'éventualité où LEXIBOOK ne pourrait pas livrer ces marchandises même en recourant au transport aérien, le Groupe serait confronté à un manque à gagner et éventuellement à des pénalités de retard ou de non-livraison de ses clients. LEXIBOOK ayant connaissance des commandes ou des prévisions de commandes de ses clients plusieurs mois à l'avance, ce risque est néanmoins faible.

Dans l'éventualité où les ventes « sorties caisse » des magasins seraient très mauvaises, LEXIBOOK pourrait être contraint par certains distributeurs à accorder des remises commerciales et/ou reprendre une partie des produits en stock en magasins à titre commercial. Ce risque est toutefois limité compte tenu du rééquilibrage du mix produits.

### **Risques liés au transport**

LEXIBOOK, lorsqu'elle vend en NON FOB à la responsabilité du transport depuis les pays où elle fait fabriquer vers son entrepôt de Gant, puis vers ses marchés de distribution. La société a recours à différents transporteurs et moyens de transport (mer et air) et a souscrit une assurance transport. La pandémie de Covid-19 a provoqué une pénurie des containers et des navires. Ceci a créé entre 2021 et 2023 une tension sur les prix et les délais du fret tant maritime que ferroviaire ou aérien. Celle-ci pourrait impacter les marges du Groupe ou impacter les volumes de ventes si elle était amenée à se poursuivre durablement, même si les choses semblent se normaliser en 2023 à la suite de la fin de la pandémie mondiale.

### **Risque de saisonnalité**

Dans le secteur des jouets, près des 2 tiers de l'activité sont généralement générés sur une période courte entre le mois d'août et le mois de novembre. Cela nécessite une bonne planification, entraîne des pics de trésorerie et rend plus difficile la visibilité sur les résultats dans les trois derniers mois de l'exercice.

Ce risque étant une donnée de son marché, LEXIBOOK met en place des actions pour sécuriser cette pointe d'activité, notamment en suivant les délais d'approvisionnement et en négociant avec ses partenaires bancaires des lignes de financement supplémentaires sur cette période.

### **Risques liés aux impôts différés**

Au 31 mars 2023 les impôts différés sont activés dans les comptes pour 0.42 M€ contre 0.27 M€ au 31 mars 2022. 69.9 K€ correspondent aux impôts activés sur les déficits reportables de Lexibook Iberica. Dans le cas où la filiale ne dégagerait pas de bénéfices futurs, le Groupe serait amené à reprendre cet impôt.

Le reste des impôts différés activés correspondent à des décalages temporaires liés principalement aux retraitements IFRS et ne présentent pas de risque particulier.

### **Assurance - Couverture des risques éventuels susceptibles d'être encourus**

L'entreprise dispose d'assurances pour l'ensemble des risques généraux inhérents à l'exercice de son activité. La société a notamment une assurance multirisque professionnelle - qui couvre les risques d'incendie (à hauteur de 813 218 € par sinistre), les frais supplémentaires d'exploitation (à hauteur de 250 570 € par sinistre), le vol (à hauteur de 60 991 €) - une assurance responsabilité civile de l'entreprise couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels confondus (à hauteur de 10 000 000 € par sinistre) , une assurance stocks (à hauteur de 9 millions d'euros par sinistre, dont 2 millions d'euros en cas de vol) et marchandises transportées (à hauteur de 2 500 000 € par transport), une assurance risque clients (France et export), une assurance hommes clefs (en cas de décès de Aymeric ou

Emmanuel LE COTTIER, la société LEXIBOOK percevra 840 000 euros individuellement), une assurance fraude (à hauteur de 500 K€ par sinistre en cas de cybervol, et de 500 K€ par sinistre en cas de fraude) et une assurance du parc automobile. Les risques susceptibles d'être encourus ont été objectivement appréciés et bénéficient d'une couverture appropriée. Au titre de l'exercice 2022-2023 les primes relatives à toutes ces assurances se sont élevées à 349 960 € pour l'ensemble du Groupe LEXIBOOK.

### **Risques résultant de l'exercice de son activité par la société**

Le Groupe LEXIBOOK poursuit une politique sociale résolue dans le cadre des législations nationales encadrant ses filiales. Il s'interdit notamment de recourir au travail dissimulé et plus généralement s'engage à respecter l'ensemble de ses obligations définies dans le code du travail.

Il s'engage à respecter la Convention des Nations Unies sur le droit de l'enfant et les Conventions de l'Organisation Internationale du Travail et notamment à ne pas recourir à de la main d'œuvre infantile ou forcée et est attentif à ce que ses sous-traitants en Asie respectent eux-mêmes ces obligations.

Le Groupe est conscient des difficultés liées à l'augmentation des déchets ménagers et fait la promotion d'emballages en matériaux recyclable autant que cela est commercialement possible. La société a adhéré à des organismes permettant la collecte et le recyclage des déchets d'origine électronique selon les dispositions de la directive DEEE.

### **Risques liés au secteur d'activité de la Société**

La Société doit s'attendre à ce que la concurrence s'adapte rapidement en termes d'offre et de prix et modifie les conditions d'offre et d'attractivité des produits. Les marchés sur lesquels la Société évolue sont toujours en mutation.

La Société est en concurrence avec un certain nombre d'entreprises, cotées ou non, sur les lignes de produit qu'elle développe. Il est possible que des concurrents actuels ou de nouveaux concurrents apparaissent sur chacune des lignes de produits développés par la Société. En effet le concept, jadis précurseur, de convergence des médias devient chaque jour une réalité économique et industrielle plus forte. Cette convergence risque d'affecter très sensiblement l'environnement concurrentiel de la Société.

Les principaux concurrents de LEXIBOOK sont des acteurs majeurs de l'électronique grand public : V-tech, Big Ben Interactive, Ryght, Lowtronic, Sony, LG, Archos, Muse, IMC Toys, Buki, Kid Designs... Les concurrents de la Société interviennent à la fois sur leur marché local ainsi que sur les marchés internationaux.

De ce fait certains concurrents disposent, en comparaison avec la Société, d'une plus longue durée d'exploitation, de ressources techniques significativement plus élevées, d'une plus grande reconnaissance de marque, offre de produits et nombre de consommateurs ainsi que de relations établies de longue date avec les clients, présents ou potentiels de la Société, ce qui est susceptible d'avoir un effet défavorable significatif sur l'activité, les résultats et la situation financière de la Société.

En outre, certains fabricants disposent d'une taille et d'une puissance financière beaucoup plus importantes que celles de LEXIBOOK et il ne peut être exclu que ces intervenants profitent de cette supériorité et de leur connaissance du secteur pour tenter d'établir des positions concurrentielles fortes sur les segments de marchés qui leur sembleront les plus porteurs.

Dans tous ces cas, il est probable que les offres développées par ces acteurs créeraient une concurrence significative pour la Société.

Compte tenu de ce contexte, la Société ne peut assurer qu'elle conservera ou augmentera à l'avenir sa part de marché actuelle

### **Faits exceptionnels et litiges**

Le Groupe est susceptible d'être impliqué dans un certain nombre de procédures juridictionnelles dans le cours normal de ses activités. Le Groupe ne peut notamment pas garantir que certains de ses clients ne seront pas confrontés à des problèmes de qualité avec ses produits. En cas de dysfonctionnement des produits commercialisés par la Société, la responsabilité délictuelle ou contractuelle de la Société pourrait être engagée. Des dommages et intérêts pourraient être demandés dans le cadre de ces procédures.

Il n'existe pas à ce jour de faits exceptionnels ou litiges pouvant avoir ou ayant eu, dans le passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de la société et de ses filiales.

## IV. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉMETTEUR

### IV1. Raison sociale et nom commercial de l'émetteur

La dénomination de la société est LEXIBOOK Linguistic Electronic System. Le nom commercial est LEXIBOOK.

### IV2. Lieu, numéro d'enregistrement et LEI de l'émetteur

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'EVRY sous le numéro B 323 036 921. Son identifiant d'entité juridique (LEI) est le 969500MBA2IX17UII261.

LEXIBOOK est coté sur le marché Euronext Growth de NYSE Euronext, depuis le 6 juillet 2015 sous le code ISIN : FR0000033599 ALLEX.

### IV3. Date de constitution et durée de vie de l'émetteur

La société a été créée le 1<sup>er</sup> octobre 1981 pour 99 ans, soit le 30 septembre 2080 sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée, notamment décidées par l'Assemblée Générale à la majorité prévue pour les modifications statutaires.

### IV4. Siège social et forme juridique de l'émetteur

Son siège social est 6 Avenue des Andes - Bâtiment 11 - 91 940 LES ULIS.

La Société est joignable au 00 33 (1) 73 23 23 23.

La société LEXIBOOK est une Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance de droit français depuis le 19 décembre 2006 et soumise à la loi du 24 juillet 1966 et à son décret d'application.

Le site web de la société est [www.lexibook.com](http://www.lexibook.com). Attention, les informations figurant sur le site web ne font pas partie du prospectus.

## V. APERCU DES ACTIVITES

### V1. Principales activités

La société LEXIBOOK conçoit et commercialise une gamme complète de produits électroniques de loisirs intelligents sous ses différentes marques et sous licences, comme des robots et des ordinateurs éducatifs, des jeux électroniques, des produits audio et vidéo, des réveils, des talkies-walkies, des karaokés, des véhicules radiocommandés, des karaokés et produits musicaux et des traducteurs et dictionnaires électroniques.

La société exploite un certain nombre de licences, dont La Reine des Neiges, Disney Cars, Disney Princesses, Avengers, Minions, Pat' Patrouille, Barbie, Spider-Man, Super Mario, etc...

Celles-ci permettent de développer une gamme de produits sous licences, LEXIBOOK se positionnant, non pas comme un sous-traitant mais comme un intervenant indépendant développant ses propres produits après avoir reçu l'accord des Licenseurs.

D'autres licences « techniques » lui donnent accès à un certain nombre de technologies nécessaires au développement et l'utilisation de ses produits, comme Bluetooth, HDMI...

Ces exploitations de licences donnent lieu à versement régulier de droits sous forme de royalties et notamment mais non exclusivement à : Mattel, The Walt Disney Company, Universal, Nickedoleon Viacom, Larousse, Nintendo...

La société dispose également d'un portefeuille de marques et commercialise ainsi de nombreux produits sous ses marques propres telles que Lexibook®, Decotech®, iParty®, Yeno®, Powerman®, Cyber Arcade®, Chessman®... Le Groupe continue d'enrichir son portefeuille en misant sur de nouvelles marques prometteuses : iParty®, Acoustix®, Crosslander®,

Leader européen des produits électroniques multimédia pour enfants, le Groupe possède de solides atouts :

- une gamme de produits innovante et complète,
- des licences majeures : Disney, Marvel, Minions, Scrabble, Larousse, The Voice, Pat' Patrouille, Barbie, Super Mario...
- un solide réseau de distribution international et un mix clients équilibré
- des marques propres reconnues
- un business model fabless flexible
- un mix produits équilibré

Les facteurs clés de succès sont :

- l'innovation, le design, l'aspect ludique, les contenus et la convivialité des outils
- la combinaison de l'électronique et du côté affectif lié aux personnages préférés des enfants
- la sécurité des produits
- la capacité à sortir des produits correspondant à un time to market optimum

Lexibook se positionne sur les 11 segments suivants :

- Dictionnaires et calculatrices (métier historique)
- Horlogerie
- Jouets, consoles et robots éducatifs
- Jeux et jouets scientifiques
- Véhicules radiocommandés
- Produits audio : enceintes et casques principalement
- Produits Vidéo : Appareils photos numériques et lecteurs DVD principalement
- Produits de radio-télécommunication : talkies-walkies et GSM
- Produits musicaux : karaokés et instruments de musique pour enfants
- Tablettes et ordinateurs éducatifs pour enfants
- Luminaires et produits de décoration innovants sous la marque Decotech.

Le Groupe s'est concentré sur la construction d'un mix produits équilibré sur des segments fortement contributeurs de marge. Lexibook a ainsi misé sur de nouveaux segments et a réussi sa diversification sur le marché de l'éducation pour adolescents et jeunes adultes avec par exemple sa marque iParty sur une gamme de produits musicaux connectés. Lexibook a également investi avec succès 2 nouveaux segments prometteurs : les véhicules radiocommandés avec sa marque Crosslander® et les jeux scientifiques. Le Groupe mise aussi sur les produits innovants décoratifs depuis 2017, dont les lampes et veilleuses, regroupés sous la marque Decotech. Enfin, Lexibook a misé sur les jouets éducatifs et les jeux de société. Ce rééquilibrage a été rendu possible grâce aux licences qui ont joué le rôle de bouclier naturel pendant cette période de bouleversement du mix. En effet, afin d'asseoir son leadership sur les produits à licence pour les enfants, Lexibook a noué des partenariats avec les Licensors sur les propriétés les plus populaires auprès des enfants et adolescents, sur toutes les tranches d'âge et aussi bien pour les filles que pour les garçons. Ces partenariats se sont focalisés pour partie sur les propriétés ayant une actualité cinématographique, afin de profiter à plein des campagnes de marketing des Licensors. Après les années 2020 et 2021, marquées par une quasi-absence inhabituelle de sorties au cinéma du fait de la pandémie mondiale de Covid-19, l'année 2022 a vu les sorties au cinéma de plusieurs blockbusters comme Les Minions II, Buzz l'Eclair, Batman. Lexibook a aussi misé sur des propriétés classiques complétées par des licences issues de dessins animés, à l'image de Pat' Patrouille, Peppa Pig ou PyjaMasques, mais aussi sur des propriétés liées à des programmes TV à succès comme The Voice ou liées à des jeux vidéo à succès comme Super Mario. Ce positionnement fait de Lexibook l'acteur incontournable sur les segments de loisirs à licence à destination des enfants. L'année 2022 a également été marquée par le succès renouvelé des ventes sur les robots éducatifs Powerman dont 600.000 exemplaires ont été vendus sur les 4 derniers exercices fiscaux. Lexibook a aussi lancé son nouveau traducteur vocal instantané Interpreter III® qui a permis au segment de dictionnaires électroniques de retrouver un nouveau souffle. Ces éléments expliquent logiquement une légère progression des licences dans la répartition des ventes du Groupe : la gamme de produits sous licence a ainsi représenté 60.6% du CA 2022-2023 généré à partir de produits sous licence contre 58.9 % du CA 2021-2022.

## V2. Principaux marchés

LEXIBOOK commercialise ses produits dans cinquante-sept pays, principalement à travers la Grande Distribution Spécialisée et Généraliste et sur internet via les sites de e-commerce. Lexibook se positionne à la croisée des marchés de l'électronique grand public et du jouet qui évoluent de manière différenciée. La taille de Lexibook est insignifiante sur de tels marchés.

En effet en 2018, selon les chiffres de GfK, le marché mondial de l'électronique grand public 2018 représente un chiffre d'affaires total d'environ 138 milliards d'euros, dont 100 milliards d'euros sur les TV. Le cabinet GfK décrit une année 2021 exceptionnelle pour les fabricants et distributeurs de ces produits. En un an, jusqu'à la fin d'octobre 2021, le cabinet estime que le chiffre d'affaires mondial généré par les équipements high tech grand public s'est établi à 726 milliards de dollars, en hausse de 17%. (Source : <https://www.usinenouvelle.com/article/la-pandemie-dope-le-marche-des-equipements-high-tech-grand-public.N1173222>). La pandémie a donné un sérieux coup pousse aux ventes d'équipements liés au télétravail, au nettoyage du foyer, à la préparation des repas ou encore au suivi du bien-être et de la santé. La croissance du chiffre d'affaires atteint 22% pour les lave-vaisselles, 27% pour les casques audio, 23% pour les machines à café et à expresso, 16% pour les ordinateurs portables, 15% pour les tensiomètres, 19% pour les appareils de soins dentaires et 44% pour les wearables (montres intelligentes, traqueurs de fitness, etc.).

Néanmoins après deux années où les Français se sont beaucoup équipés, le marché tricolore des biens high tech de maison enregistre une baisse de 5% en 2022 selon le bilan du cabinet GfK. Une vingtaine de produits échappent toutefois au marasme. Les téléviseurs font partie des équipements techniques de maison à avoir enregistré une baisse en 2022.

Le marché français des biens high tech de maison bascule dans la morosité. Selon le bilan du cabinet GfK, présenté le 31 janvier, il s'affiche en recul de 5% en 2022, à un total de 29,7 milliards d'euros par rapport à 2021. La baisse du volume de ventes atteint 7%. Une dégradation plus marquée que le repli de 3,5% du marché observé au sein des cinq plus gros pays européens (Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Espagne) à 104,5 milliards d'euros.

La pandémie du Covid a boosté les équipements domestiques pour le télétravail, les cours à distance, le divertissement, la cuisine, l'hygiène et le bien-être. Cela s'est traduit par une croissance du marché de 4,4% en 2020, puis de 3,9% en 2021. Cette période d'effervescence semble laisser place à une ère d'inflation et de baisse du pouvoir d'achat, poussant les consommateurs à freiner leurs achats.

En 2022, trois segments subissent ce retournement : les équipements informatiques et bureautiques, en recul de 11% à 5,3 milliards d'euros, les produits d'électronique grand public, en baisse de 7% à 4,7 milliards d'euros, et le petit électroménager (-4%). Les équipements télécoms, dominés à 80% par les smartphones, s'en sortent bien avec une progression de 2% à 8,9 milliards d'euros, alors que les ventes en volume de smartphones ont décliné de 8%, à 15,2 millions d'unités. Les ventes de smartphones reconditionnés ont stagné à environ 3 millions d'unités, à la grande surprise de GfK qui s'attendait à une augmentation, alors que le prix moyen a augmenté de 61 euros à 355 euros, contre 502 euros en moyenne pour les smartphones neufs. Le gros électroménager est le seul segment à défier la crise en restant stable.

Les téléviseurs, qui représentent 40% de la valeur du segment d'électronique grand public, n'ont pas bénéficié autant de l'effet booster de l'Euro, en Angleterre, et de la Coupe du monde de football, au Qatar, que lors des éditions précédentes de ces événements sportifs. Les ventes ont chuté de 5% en volume, à 3,9 millions d'unités. Les ventes incrémentales liées à l'Euro et la Coupe du monde de football sont estimées à respectivement à 70 000 et 105 000 pièces. C'est moins que les chiffres (180 à 200 000 unités) observés lors des éditions précédentes par le cabinet GfK.

L'effet du Covid a modifié les habitudes d'achat en orientant les consommateurs vers l'e-commerce. Ce canal a représenté 34% des ventes en un an. Mais en Europe de l'Ouest, après avoir culminé à 41% en mai 2021, il est tombé à 32% en octobre 2021, tout en restant à un niveau plus élevé qu'avant la pandémie.

En France, selon GfK, l'univers Equipement de la Maison réalise une belle année 2021, avec près de 29 milliards d'euros générés, soit +4% par rapport à 2020. L'univers a été très largement animé par les ventes de matériel Informatique-Bureautique (+18% en CA), de Petit-Electroménager (+11%) et d'Electronique grand public (+6%). Ces 3 univers ont profité des tendances "à la maison", initiées par le confinement. Compte tenu des 3 mois de fermeture contrainte des points de vente physiques Equipement de la Maison

(EQM) en 2020, le poids des ventes sur Internet a logiquement augmenté, de 6 points, dépassant 30% du CA généré. Les marchés déjà orientés online (Photo, Informatique, Télécoms) ont connu une accélération encore plus forte quand la progression est sous la moyenne de l'univers côté GEM et Electronique Grand Public.

Les consommateurs français ont eu plus recours de fait au e-commerce en 2021 : leurs dépenses on-line ont augmenté de 34% en 2020 pour atteindre près de 7 milliards d'euros, avec une dynamique plus forte sur les sites de Click&Mortar (croissance supérieure à +50% en CA) que des pure-players (en hausse supérieure à +10%). (Source : <https://itrnews.com/articles/188894/equipements-de-la-maison-un-marche-de-29-milliards-deuros-en-croissance-tout-au-long-de-lannee-2020.html>)

Pour 2022, l'e-commerce subit une pause en tombant à 29,5% des ventes totales de produits électroniques high tech en France en valeur, après son pic de 30,9% en 2021. Plus d'un million de consommateurs ont effectué des achats sur Internet directement avec des vendeurs, sans passer par des plateformes d'e-commerce. La crise ne touche pas tous les produits. Sur la centaine d'équipements high tech de maison suivis par GfK, une vingtaine se démarquent par une croissance.

Dans le top 10, figurent les ventilateurs (+82%), les appareils de chauffage d'appoint (+25%), les systèmes de traitement d'air (+15%), les cartouches toner des imprimantes laser (+14%), les appareils à coiffer (+13%), les accessoires de smartphone (+11%), les objectifs optiques d'appareils photo numériques (+10%), les tensiomètres (+7%), les sèche-cheveux (+6%), et les montres et traqueurs d'activité (+6%). Pour l'année 2023, GfK se montre pessimiste et entrevoit une érosion de 1% du marché à 29,4 milliards d'euros.

Selon les dernières statistiques sur les ventes de jouets aux États-Unis, les consommateurs ont dépensé 38,19 milliards de dollars en jouets en 2021. Cela marque une énorme augmentation de 14,2 % par rapport à l'année précédente et intervient malgré une réduction globale des dépenses de consommation en raison de la pandémie de coronavirus.

Cette augmentation constitue toutefois un ralentissement par rapport à l'année précédente. En 2020, les ventes totales du marché américain du jouet ont augmenté de 20,6 % pour atteindre 33,43 milliards de dollars.

Les analystes attribuent la croissance du marché américain du jouet en 2021 à la pandémie, qui a affecté le comportement des consommateurs. Avec les restrictions imposées aux voyages et aux loisirs, de nombreuses personnes ont détourné leur argent vers d'autres formes de divertissement, comme les jouets. (Source : <https://www.oberlo.com/statistics/toy-sales-statistics>).

Pour 2022, les ventes de l'industrie américaine du jouet ont généré 29,2 milliards de dollars, soit une baisse de 0,2 pour cent d'une année sur l'autre, ou 49 millions de dollars, selon The NPD Group. Les ventes unitaires ont diminué de 4 pour cent et le prix de vente moyen était 3 pour cent plus élevé qu'en 2021. (NPD Group).

Alors que les ventes de jouets aux États-Unis sont restées relativement stables en 2022, le marché a connu une forte croissance au cours des trois dernières années, contribuant à un taux de croissance annuel composé de 10 % sur trois ans, selon NPD.

"Dix pour cent de croissance moyenne au cours des trois dernières années de défis extrêmes de gestion liés à la pandémie et de vents économiques contraires pour les fabricants et les détaillants démontrent la résilience de l'industrie américaine du jouet", a déclaré Steve Pasierb, président et chef de la direction de la Toy Association. "Même si nous sommes confrontés à une année 2021 forte qui a connu une croissance de 14 % en plus de l'augmentation de 17 % de 2020, la Toy Association et ses divers membres sont tous axés sur la croissance et ne se contentent pas de battre les estimations d'un déclin en 2022 en restant simplement stables."

Au cours du quatrième trimestre, les ventes en dollars ont diminué de 5 %, soit 628 millions de dollars ; les ventes unitaires ont diminué de 5 %.

"Après trois années record pour l'industrie du jouet, 2022 a été une année difficile. Les consommateurs américains ont été contraints de supporter des vents contraires économiques importants liés à l'inflation et à des facteurs macroéconomiques défavorables", a déclaré Juli Lennett, vice-présidente et conseillère de l'industrie du jouet chez The NPD Group. "Bien que ces vents contraires aient certainement eu un impact

sur le comportement général des consommateurs, l'industrie du jouet a tout de même réussi à terminer l'année sur une note positive, les dépenses se maintenant au même niveau que le précédent record de 2021."

Quatre des 11 supercatégories suivies par NPD ont progressé en 2022, notamment les peluches (augmentation de 31 % d'une année sur l'autre), les jouets d'exploration et autres (+16 %), les jeux de construction (+8 %) et les figurines et accessoires (+4 %).

Alors que les jouets de plein air et de sport continuent d'être la plus grande supercatégorie avec 5,2 milliards de dollars de ventes, la catégorie dans son ensemble a diminué de 11 pour cent d'une année sur l'autre, contribuant à 52 pour cent de la baisse globale des ventes de l'industrie du jouet.

Les principales propriétés de jouets de 2022 comprennent Pokémon, Barbie, Marvel, Star Wars, Squishmallows, Fisher-Price, Hot Wheels, L.O.L. Surprise !, LEGO Star Wars et Melissa & Doug. Ces dix premières propriétés ont connu une croissance collective de 7 %, alors que le reste du marché a baissé de 2 %. (Source : [https://www.toyassociation.org/PressRoom2/News/2023\\_News/npd-us-toy-industry-sales-flat-in-2022.aspx](https://www.toyassociation.org/PressRoom2/News/2023_News/npd-us-toy-industry-sales-flat-in-2022.aspx)).

En France, après une année 2021 record, le marché reste 2,1% plus élevé qu'en 2019. 2022 signe une forme de retour à la normale pour le marché du jouet. En 2021, il avait enregistré des records de ventes, avec une hausse en valeur de 3,3 % par rapport à 2019. Estimé autour de 4,4 milliards d'euros, le chiffre d'affaires a reculé l'an dernier de 2,6 % vis-à-vis de ces douze mois hors norme mais progresse de 2,1% en comparaison avec 2019, selon The NPD Group.

S'il ne capitalise plus sur le report, pour cause de pandémie, des budgets voyages ou des achats liés au télétravail à forte dose pour occuper les enfants, il est néanmoins parvenu à maintenir le cap. « Le marché se consolide au niveau d'avant le Covid », se félicite Frédérique Tutt, experte monde de The NPD Group. Bien sûr, comme dans d'autres secteurs, sa valeur bénéficie de l'inflation. Cette dernière s'est chiffrée pour le jouet à 6,8 % pour l'année, un peu au-dessus des 5,9 % tout confondu recensés par l'Insee mais loin des 12,6% des produits de grande consommation relevés par IRI. « Nous sommes satisfaits pour les consommateurs d'avoir pu contenir l'inflation mais l'impact sur nos marges est fort », souligne Florent Leroux, président de la Fédération française des industries du jouet et de la puériculture (FJP).

De nouveaux arbitrages ont été effectués par les Français. En volume, ils se sont procuré 11 % de jouets en moins qu'en 2021. Mais ils ont continué à offrir des produits à plus de 30 euros. Ces derniers gagnent du terrain quand les références coûtant moins de 20 euros en perdent.

« Les consommateurs ont acheté moins de "sèche larmes" et de petits prix tout au long de l'année. Mais les arbitrages des parents à Noël ne se sont pas portés sur les jouets », remarque Frédérique Tutt.

Et après des mois d'octobre et surtout de novembre en berne, à cause de l'été indien moins propice à anticiper les fêtes et du début de la Coupe du Monde, décembre a représenté 28,6 % des ventes de 2022. Avec une grosse accélération la semaine précédant le 25 décembre.

Le retour à la normale concerne aussi les magasins. Les enseignes spécialisées voient leurs ventes progresser de 2 % quand les hypermarchés reculent de 5 %. Les ventes en ligne se sont installées dans le paysage. Elles ont perdu 7 points mais comptent pour 27 % du chiffre d'affaires.

Du côté des produits, les nouveautés ont à nouveau eu le vent en poupe. Parmi les segments, les moteurs de la croissance sont d'abord à chercher dans l'électronique pour les juniors, ainsi que les figurines d'action. Objets pour les « kidults », ces adultes ayant gardé une âme d'enfant, mais aussi construction et véhicules tirent également bien leur épingle du jeu.

Tout comme les produits sous licence.

Autre marché maintenant bien ses positions : le jouet hexagonal, qui s'affiche à 14% du total. « C'est une particularité française. La tendance ne se retrouve pas dans les autres pays européens pour les produits fabriqués localement », observe l'experte de NPD.

En revanche, les jeux et les puzzles sont en léger recul après deux années particulièrement porteuses. Et celui des poupées est encore plus marqué, NPD prévoyant néanmoins pour elles un retour à la croissance en 2023.

Pour 2023, la filière s'inquiète bien sûr du coût de l'énergie mais aussi des indexations élevées des loyers et de la progression de la masse salariale. Elle espère une harmonisation plus grande des réglementations Européennes. (Source : Les Echos 17 janvier 2023).

The NPD Group a annoncé que les ventes de jouets au Royaume-Uni ont diminué de 3 % en 2021 pour atteindre 3,2 milliards de livres sterling. Dans ce qui a été une année turbulente pour l'industrie, le marché britannique du jouet a montré une résilience remarquable par rapport aux chiffres prépandémie, disent-ils, et bien qu'il y ait eu une baisse en 2021, le marché est en hausse globale de +2% par rapport à 2019.

Plusieurs catégories de jouets ont progressé l'année dernière, notamment les peluches, en hausse de +9%, et les véhicules, en hausse de +7% en glissement annuel. Les principales propriétés des jouets en 2021 comprennent des classiques comme Barbie, Star Wars et Paw Patrol ainsi que des propriétés à croissance rapide comme Pokémon, Bluey et Minecraft. La dernière semaine d'activité avant Noël a également enregistré une croissance de +35% par rapport à l'année précédente, et l'ensemble du mois de décembre a connu une hausse de +2%.

"L'industrie du jouet a été confrontée à d'énormes défis en 2021, y compris, mais sans s'y limiter, les préoccupations relatives à la chaîne d'approvisionnement et la pandémie actuelle de Covid-19", a commenté Roland Earl, directeur général de la BTHA. "Malgré ces obstacles, le marché britannique du jouet s'est maintenu relativement fermement par rapport aux chiffres d'avant la pandémie et il y a des raisons d'être optimiste pour l'année à venir, certaines catégories affichant une croissance et un solide éventail de nouveautés pour 2022."

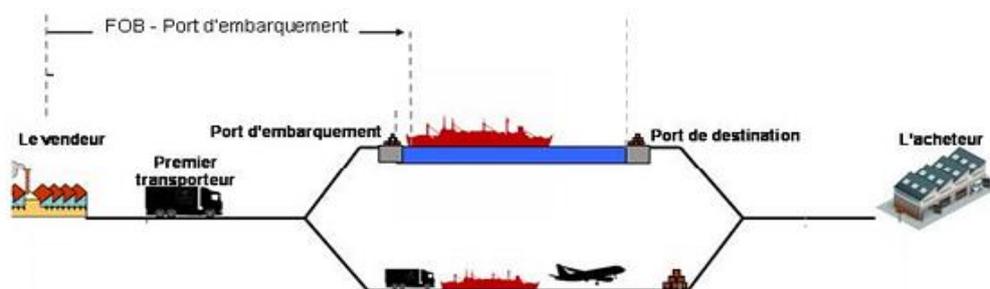
Melissa Symonds, directrice exécutive, UK Toys, The NPD Group, ajoute : " L'année dernière, le marché britannique des jouets a réussi à conserver 35 % de la valeur qu'il a gagnée en 2020, avec sept catégories sur onze en hausse par rapport aux chiffres de 2019. Ce qui est encore plus impressionnant, c'est que les jouets sous licence ont augmenté pour la troisième année consécutive, atteignant 28 % du marché - la part la plus élevée jamais atteinte. Avec un grand nombre de sorties de films tokyoïtes prévues cette année, ainsi que la poursuite de la bonne performance des licences de streaming, de YouTube et de jeux vidéo, 2022 s'annonce comme une bonne année pour les jouets. " (Source : <https://toyworldmag.co.uk/npd-says-uk-toy-market-shows-resilience-despite-challenging-year/>).

Depuis fin 2020, l'industrie mondiale s'alarme d'une pénurie de semi-conducteurs, qui s'est accentuée en raison de la pandémie et de quelques perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

## Canaux de distribution : FOB / NON FOB

FOB : Free On Board :

Le vendeur (exportateur) est responsable de livrer la marchandise depuis son entreprise et de la charger à bord du navire au port d'exportation. Il est également responsable du dédouanement dans le pays d'exportation. Dès que la marchandise passe la " passerelle du navire " le " risque de perte " est transféré à l'acheteur (importateur). A partir de cet instant, l'acheteur doit assumer les coûts de transport et assurance, et doit également prendre en charge les formalités de dédouanement dans le pays d'importation. Une transaction FOB sera lue " FOB, port d'exportation « (dans le cas de LEXIBOOK ; FOB Hong Kong)



Depuis le 30 septembre 2010, l'information financière du Groupe LEXIBOOK est donnée par rapport à ses deux canaux de distribution que sont la vente FOB et la vente non FOB. Cette répartition est celle utilisée par le Reporting interne de la société.

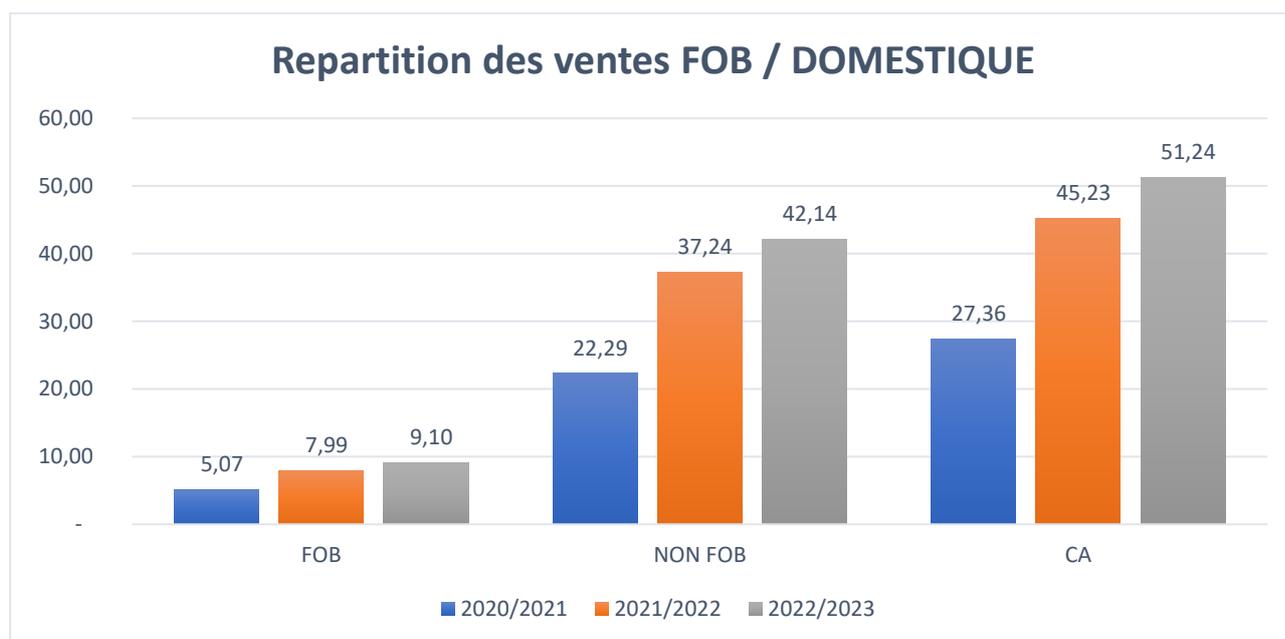
Cette information correspond non seulement à un circuit de distribution, mais aussi au chiffre d'affaires réalisé par les deux sociétés composant aujourd'hui le Groupe LEXIBOOK : LEXIBOOK SA en France et LEXIBOOK LTD à Hong Kong. Le chiffre d'affaires de cette dernière est réalisé en FOB et celui de LEXIBOOK SA sur une base de facturation domestique (NON FOB).

Depuis Mars 2010, LEXIBOOK, qui distribuait ses produits par le biais de filiales implantées dans les principaux pays européens a choisi de se réorganiser autour de partenaires locaux assurant la distribution afin de réduire ses charges d'une part et de réduire son encours client d'autre part.

Auparavant, le chiffre d'affaires réalisé par les autres filiales européennes et américaines de LEXIBOOK était réalisé en quasi-intégralité en sur une base de facturation domestique (NON FOB). Cette activité a été reportée en FOB depuis Hong Kong et en Non FOB.

La répartition des activités entre Hong-Kong (ventes FOB) et France (ventes Domestiques ou NON FOB) ont varié respectivement de +14,3 % (9,13 M€ au 31/03/2023 vs 7,99 M€ au 31/03/2022) et de +13,05% (42,10 M€ au 31/03/2023 vs 37,24 M€ au 31/03/2022).

Le graphique suivant montre le chiffre d'affaires FOB/NON FOB en euros sur les trois derniers exercices :

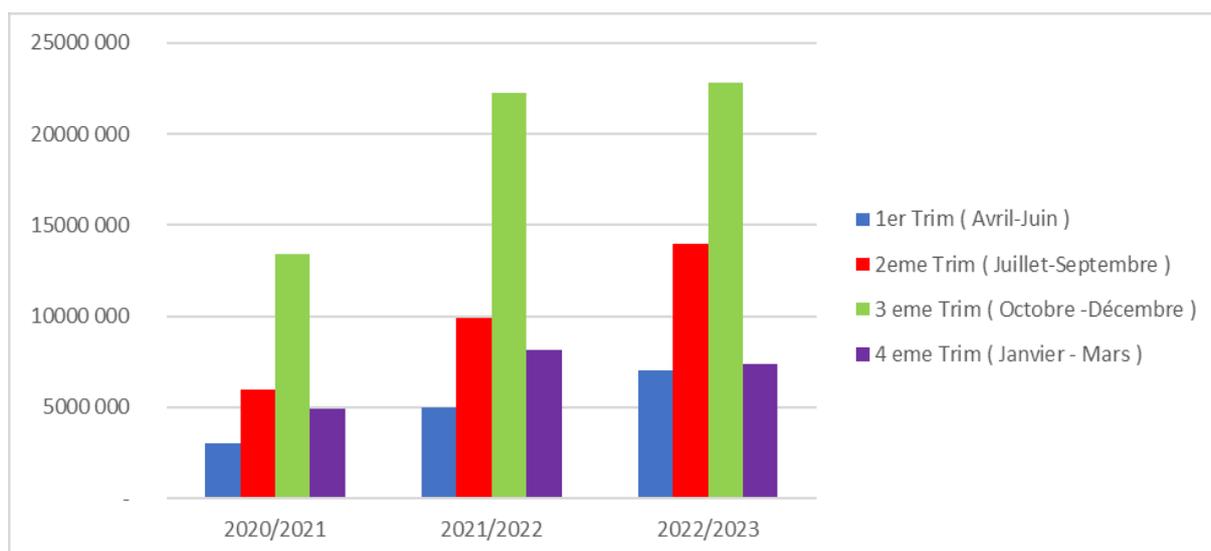


Cette variation est sans incidence sur la rentabilité du Groupe mais permet une meilleure adaptabilité à la demande des clients d'une part et aux fluctuations du dollar (Ce dernier canal de distribution (FOB) présente l'avantage de ne pas nécessiter de couvertures de change, la facturation depuis HK se faisant en USD, de ne pas supporter les frais de transport, de ne pas supporter de retours et de raccourcir les délais de financement. Lorsque cela est possible et que l'environnement y est plus favorable, le Groupe essaye de développer le canal de distribution FOB qui a les avantages suivants :

1/ Logistique et Stock : la marchandise étant cédée à l'embarquement, le Groupe réduit ses frais de transport, assurance, stock et manutention.

2/ Financement : les clients ouvrent directement des lettres de crédit auprès de LEXIBOOK LTD dont l'échéance est celle du transfert de propriété, ce qui réduit le délai d'encours du poste client et facilite le financement des achats correspondants auprès des usines. De plus, les clients FOB ne sont pas affacturés et leurs créances n'ont pas besoin d'être couvertes, ces dernières étant libellées en dollar US.

La saisonnalité des ventes suit par ailleurs un rythme constant. Le graphique suivant montre le chiffre d'affaires trimestriel en euros sur les trois derniers exercices :

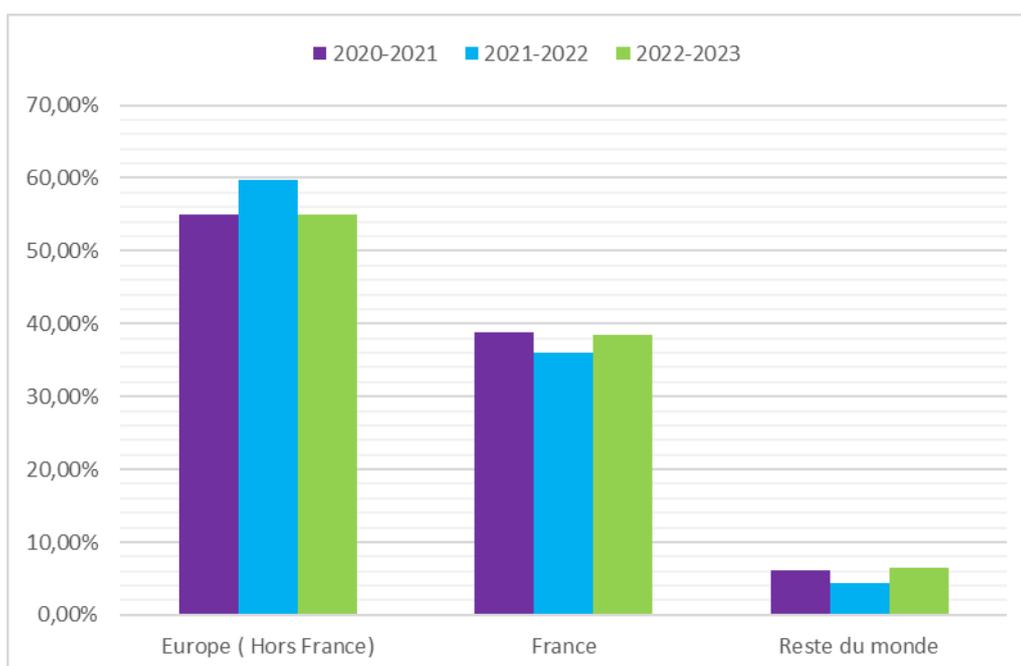


Sur l'année fiscale complète, la France représente 38% du CA et progresse de 17%. L'international bénéficie d'un potentiel de croissance important en répliquant les succès français sur d'autres pays.

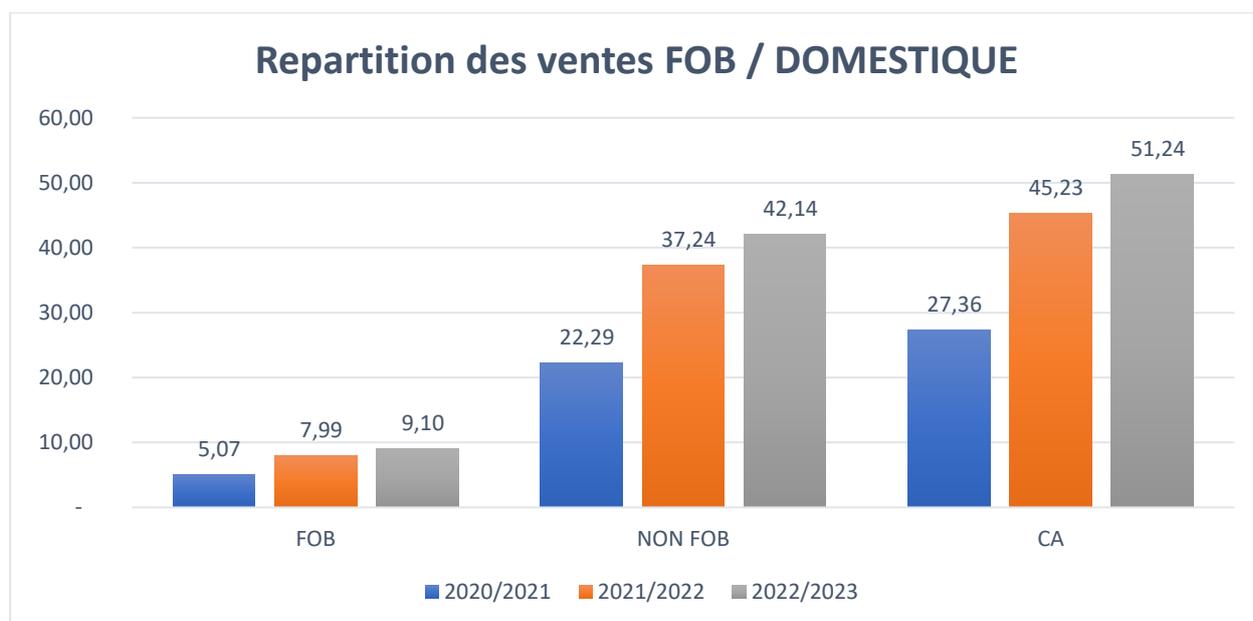
Le graphique suivant montre la répartition du chiffre d'affaires par zone géographique en pourcentage du CA total sur les trois derniers exercices :

**Evolution du chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices (par lieu de destination)**

**Répartition France / Europe (hors France) / Reste du monde en pourcentage**



## Répartition du chiffre d'affaires par canal de distribution en millions d'euros



### V3. Evènements importants dans le développement des activités de l'émetteur

De nombreuses années d'expérience qui permettent à LEXIBOOK de confirmer sa position de leader (Il s'agit ici d'estimation interne de la société aux vues d'informations verbales recueillies auprès de ses distributeurs et clients et aux vues de la place des produits LEXIBOOK dans les linéaires de ses clients) sur le marché de l'électronique grand public et le succès de la diversification sur le marché du jeu électronique

**1993-1997** Lancement de la marque LEXIBOOK avec la création du Grand Dictionyme. Extension de la gamme des dictionnaires, traducteurs, organiseurs électroniques dont le TouchMan.

**1997** Introduction au Nouveau Marché et création de filiales en Espagne, au Portugal et au Royaume-Uni.

**1998 -2008** Acquisition des sociétés ITMC (France) et SPACE TOYS (Hongkong), spécialiste des jeux électroniques éducatifs et création de filiales en Pologne et en Allemagne. Signature de nombreux contrats de licences, dont Disney. Lancement des réveils, montres, calculatrices euro, des jouets électroniques et des jeux musicaux. Ouverture d'une filiale en Italie. Développement rapide des ventes à l'international.

**2008-2010** Le Groupe se repense pour accroître sa rentabilité et préparer sa future croissance et déploie la stratégie de réduction des coûts et de recentrage sur les 2 pôles français et hongkongais. Lexibook consolide ses accords de licence et concentre ses développements sur les produits à plus forte marge.

**2011-2014** Succès du lancement des tablettes pour enfants. Campagne publicitaire télévisée d'envergure en France, en Espagne et au Royaume-Uni. Premiers référencements majeurs aux USA. Développement des ventes en Scandinavie, en Italie et en Russie. Une augmentation de capital est réalisée le 28 février 2011 pour 2.7M€. Obtention d'un PPI (Prêt Pour l'Innovation) auprès de la BPI pour 600K€.

**2014-2015** Nouvelles campagnes publicitaires télévisées d'envergure en France, en Angleterre et en Espagne. Maturité du segment des tablettes pour enfants. Développement des ventes sur les segments audio et sur les instruments de musique à destination des enfants. Obtention d'un PPI (Prêt Pour l'Innovation) auprès de la BPI pour 600K€.

- 2015-2016** Nouvelles campagnes publicitaires télévisées d'envergure en France et en Angleterre. Succès des produits sous licence « La Reine de Neiges » et les « Minions ». Signature de la licence Star Wars. Lancement de la Playdroid, première console TV sous Android, et du premier pingouin robot éducatif Marbo. Premier contrat de licence « Lexibook inside » portant sur les logiciels développés par Lexibook pour d'autres marques. Emission d'un emprunt obligataire souscrit en totalité auprès du GIAC d'un montant de 1 M€ sur 10 ans. Augmentation de capital en 2015 pour 1.87M€. Deuxième augmentation de capital de 2.47M€ en 2016.
- 2016-2017** Lancement des premiers karaokés nomades et connectés sous la marque iParty. Lancement des premiers téléphones et accessoires sous licence « La Reine de Neiges », « Avengers » et les « Minions ». Succès d'une augmentation de capital à hauteur de 2.47M€ le 26 Mai 2016. Lancement d'un plan d'économies pour optimiser les charges structurelles du Groupe.
- 2017-2018** Lancement du dictionnaire officiel du Scrabble en France et de la marque Decotech. Nouveau partenariat avec Sensorwake pour la fabrication et la distribution de réveils olfactifs. Ouverture du nouveau site marchand [www.lexibook.com](http://www.lexibook.com). Signature de la licence « The Voice, la plus belle voix ». Reprise de la distribution des produits Franklin en France et au Royaume-Uni. Lancement du Langie, le premier traducteur professionnel basé sur l'intelligence artificielle. Augmentation de capital de 1M€ par attribution gratuite de BSAR aux actionnaires.
- 2018-2019** Lancement du PowerMan, le premier robot ludo-éducatif. Campagne de publicité TV en France. Lancement des premiers produits sous la marque « The Voice, la plus belle voix ». Renouvellement des principaux contrats de licence du Groupe pour les 3 prochaines années. Impact du mouvement des gilets jaunes et de la restructuration des enseignes de distribution en difficultés financières sur les commandes clients lors de la saison de Noël.
- 2019-2020** Lancement du PowerMan Max, le premier robot ludo-éducatif programmable, du PowerGirl et du PowerMan Junior. Campagne de publicité TV en France. Lancement des premiers produits sous licence « Toy Story 4 », « La Reine des Neiges 2 », « Le Roi Lion » et « Star Wars Episode 9 ». Lancement du nouveau Dictionnaire Officiel du Scrabble et du nouveau traducteur vocal instantané « Interpretor ». Augmentation de capital à hauteur de 1.5M€ en Décembre 2019 et souscription d'un prêt de 1.5M€ sur 5 ans auprès de Vatel Capital en mars 2020.
- 2020-2021** Lancement du Powerman Kid, le premier robot ludo-éducatif pour apprendre l'Anglais. Lancement des voitures radio-commandées Crosslander®, des premiers jeux scientifiques, des nouveaux ordinateurs éducatifs, et de l'écran TrioMax. Référencement du Powerman chez Costco. Signature des licences Baby Shark avec Nickedoleon et Super Mario avec Nintendo. Mise en place d'un Prêt Garanti par l'Etat de 2.18M€ sur 5 ans.
- 2021-2022** Lancement du Power Puppy®, le premier chien ludo-éducatif radiocommandé du Groupe, et des nouveaux Powerman® Master et Star. Lancement des nouvelles voitures radio-commandées Crosslander®, des premiers jeux scientifiques, des nouveaux coachs du sommeil et conteurs d'histoires. Introduction de la nouvelle marque Bio Toys®, centrée sur des jeux et jouets éco-responsables et recyclables.. Développement des ventes sur internet en Europe. Signature d'un contrat de licence multi-annuel et multi-licences avec Warner et sorties des premiers produits sous licences Harry Potter. Entrées de 2 nouveaux partenaires bancaires pour soutenir la croissance.
- 2022-2023** Lancement de Power Unicorn®, la première licorne ludo-éducative radio-commandée, du Tyrex Control, le premier dinosaure radiocommandé du Groupe et des nouveaux Powerman® Advance. Lancement des nouvelles voitures radio-commandées Crosslander® Pro et des nouveaux ordinateurs éducatifs portables. Développement des ventes sur internet en Europe et mise en place d'une campagne de publicité digitale européenne massive de plus d'un milliard d'impressions en 1 an. Extension des contrats de licences Disney et Marvel sur l'Asie et l'Amérique du Sud. Obtention de prêts moyen terme à hauteur de 3.5M€ pour financer le développement du Groupe.

## V4. Stratégie

Lors de son introduction en bourse la société avait présenté un plan de développement qui reposait principalement sur trois axes stratégiques :

- La poursuite du développement en France,
- Le développement des ventes à l'international,
- Le développement de nouveaux produits.

Ces objectifs ont été globalement atteints. Ils demeurent des axes de développement importants pour l'avenir.

Fort de son succès en France et pour profiter de ses atouts technologiques, LEXIBOOK décidait d'étendre ses ventes à l'export et de s'intéresser au marché du jouet en rachetant en 1998 les sociétés ITMC France et SPACE TOYS Hongkong.

Aux objectifs initiaux sont venus s'ajouter récemment les objectifs suivants :

- Assurer l'évolution des gammes vers l'électronique de loisir,
- Nouer et pérenniser des accords de licences majeurs qui sont négociés au niveau du Groupe et qui sont assortis de minimums garantis qui peuvent être décaissés à la signature du contrat ou au fur et à mesure de la réalisation du chiffre d'affaires, en fonction des contrats,
- Continuer la prospection et le développement commercial sur les territoires identifiés comme prioritaires,
- Optimiser sa chaîne de distribution et développer les échanges de données informatisées (EDI) avec ses clients internationaux.
- Développer ses marques au niveau international.
- **L'innovation technologique** : Lancer des produits innovants à prix modéré, et notamment à destination des enfants, des adolescents et des seniors.
- Intégrer au catalogue de plus en plus de produits d'électronique de loisirs au design séduisant et adaptés à chaque cible en termes de fonctionnalités.
- Permettre aux utilisateurs des produits LEXIBOOK d'accéder à la technologie sans effort et de profiter pleinement des progrès techniques en toute simplicité.
- Intégrer les dernières technologies développées au sein des produits LEXIBOOK dans les jouets LEXIBOOK.
- Développer des contenus pédagogiques toujours plus performants et adaptés aux différents âges des enfants et les intégrer dans ses nouveaux produits et en particulier dans les nouveaux robots éducatifs.

### Développement des ventes à l'international :

- Répliquer les succès français sur les pays européens tels que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Espagne et les autres pays européens en priorité, puis sur les autres marchés internationaux.
- En rationalisant ses investissements marketing sur chacun de ces pays.
- Développement des ventes en ligne sur les sites marchands leaders au niveau international.

### Tendances à venir :

Les revenus du marché de l'électronique grand public s'élèvent à 1 057 milliards de dollars US en 2022. Le marché devrait connaître une croissance annuelle de 1,82 % (CAGR 2022-2026).

Le segment le plus important du marché est celui de la téléphonie avec un volume de marché de 482,90 milliards de dollars US en 2022.

En comparaison mondiale, la plupart des revenus sont générés en Chine (250,90 milliards de dollars US en 2022).

Sur le marché de l'électronique grand public, le volume devrait s'élever à 8 947,8 millions de pièces d'ici 2026. Le marché de l'électronique grand public devrait afficher une croissance en volume de 1,6 % en 2023. Source :

<https://www.statista.com/outlook/cmo/consumer-electronics/worldwide#:~:text=Revenue%20in%20the%20Consumer%20Electronics,US%24482.90bn%20in%202022.>

Le marché mondial des jouets a atteint une valeur de 156,5 milliards de dollars US en 2021. Pour l'avenir, l'éditeur prévoit que le marché atteindra une valeur de 249,6 milliards de dollars US d'ici 2027, avec un TCAC de 7,50 % entre 2022 et 2027. Gardant à l'esprit les incertitudes de COVID-19. (Source : <https://www.prnewswire.com/news-releases/global-toys-market-2022-to-2027---industry-trends-share-size-growth-opportunity-and-forecasts-301488626.html>)

La population mondiale devrait passer de 7,6 milliards d'habitants actuellement à plus de 9,6 milliards d'ici 2030. La croissance de la population, associée à l'augmentation constante du revenu disponible du consommateur, devrait constituer un puissant catalyseur pour le marché mondial des jouets et des jeux. En outre, outre les enfants, la vente de jouets et de jeux devrait également être stimulée par les consommateurs plus âgés, notamment dans des segments tels que les figurines et les accessoires. Certains des autres facteurs qui stimulent la demande de jouets et de jeux sont l'adoption de jeux gratuits, la popularité croissante des jouets éducatifs et scientifiques, la demande croissante de jouets écologiques, etc.

## **V5. Dépendance de l'émetteur à l'égard des licences**

Voir paragraphe III du présent document d'enregistrement universel sur le risque relatif aux licences.

## **V6. Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle**

Les éléments auxquelles se réfère la société sont des estimations internes aux vues d'informations verbales recueillies auprès de ses distributeurs et clients et aux vues de la place des produits LEXIBOOK dans les linéaires de ses clients.

## **V7. Investissements**

### **V71. Principaux investissements réalisés au cours des trois derniers exercices**

Les investissements réalisés par la société se composent principalement de la recherche et développement ainsi que le renouvellement ou l'acquisition de nouvelles licences. Voir Note 4 des comptes consolidés au 31 mars 2023.

Au 31 mars 2023, les immobilisations incorporelles nettes de LEXIBOOK sont constituées essentiellement de frais de R&D (0,31 M€).

Représentant 0,7 % du Chiffre d'Affaires, nous vous indiquons les données suivantes relatives à la R&D :

Détail des flux d'immobilisations incorporelles	31/03/2022	Augmentation	Diminution	31/03/2023
Frais de R&D	916 018	110 639	-11 805	1 038 462
Amortissement de R&D	529 465	200 819	-841	731 125
Frais Net de R&D	386 553	-79 216		307 337

Part des Frais sur projets abandonnés ou sur projets déjà lancés non activés	2020/2021	2021/2022	2022/2023
	628 111	535 650	607 399

Les frais sur projets abandonnés ou déjà lancés sont comptabilisés en charges sur chaque exercice.

LEXIBOOK dispose d'une équipe de recherche et développement localisée à Hong Kong. Il s'agit d'un dispositif essentiel de la valeur ajoutée de la Société qui concentre ses efforts sur le développement régulier de produits.

Cette équipe prend en charge la conception complète du produit, depuis le design, la rédaction du cahier des charges jusqu'à la fabrication des moules nécessaires à la fabrication. Le département R&D assure également la gestion des bases de données et des interfaces logiciels des produits. Elle s'assure en particulier de la bonne adaptation des nouvelles technologies aux produits destinés aux enfants. Enfin,

l'équipe gère toutes les certifications des produits afin d'assurer la conformité aux normes des différents marchés.

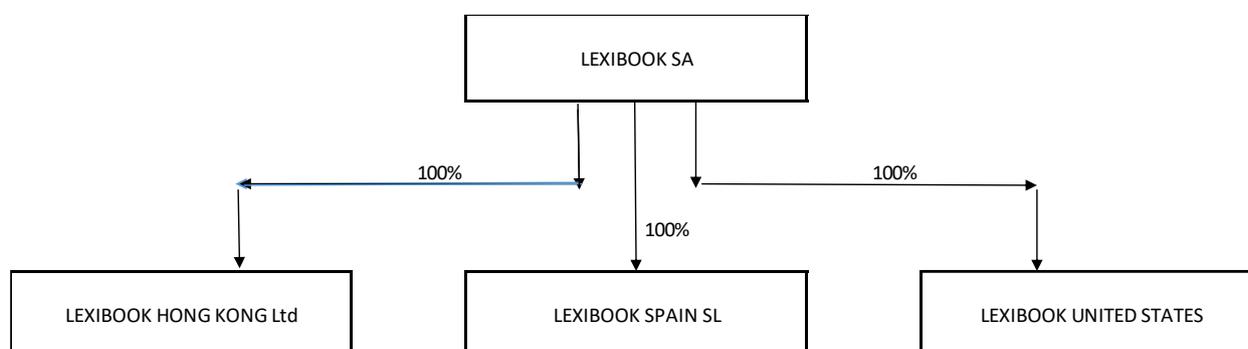
La société n'a pas d'immobilisation corporelle significative et ne planifie pas d'acquisition en 2023. Au 31 mars 2023, le poste d'immobilisations corporelles est essentiellement composé de matériel informatique et d'agencements des nouveaux locaux de LEXIBOOK France et de LEXIBOOK Hong-Kong. A la connaissance de la Société, aucun facteur de nature environnementale n'a eu ou n'est susceptible d'influencer sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de LEXIBOOK.

## V72. Principaux investissements en cours ou ayant fait l'objet d'engagements fermes de la part des organes de direction

Non Applicable

## VI. Structure organisationnelle

### VII. Description du Groupe



Les pourcentages de cet organigramme s'entendent en détention et droits de votes.

LEXIBOOK développe son activité en s'appuyant sur un effectif de 65 personnes dont l'expertise et la qualité sont de longue date avérées.

#### Maîtrise de la production

Forte de 41 personnes, la filiale LEXIBOOK Hong Kong a la charge de la recherche et du développement des produits. Le cycle de développement d'un produit est compris entre six et dix-huit mois selon les projets. La volonté première de LEXIBOOK est l'adaptation d'une nouvelle technologie destinée à cibler le segment des consommateurs grand public. Le processus de fabrication est lancé dès validation du projet par la Direction.

La fabrication consiste en la production soit, de produits de marque LEXIBOOK, soit de produits sous licence ou encore de produits sous marque distributeurs. Concernant les produits sous marque distributeurs, la fabrication est uniquement assurée par les O.E.M (Original Equipment Manufacturers). Les O.E.M sont des usines dont la finalité consiste à assembler des composants selon un cahier des charges précis aboutissant à la réalisation du produit. En fonction des clients, LEXIBOOK, apposera ensuite une marque sur ces produits. Ce procédé permet une gestion linéaire de la production et facilite le traitement des demandes saisonnières. Les unités de production sont basées en Chine (10 usines représentant à peu près les 2 tiers de la production et de l'assemblage). Elles occupent en général une surface de 10.000 m<sup>2</sup> et leurs effectifs en saison s'élèvent à plus de 300 personnes.

Concernant les produits LEXIBOOK, des circuits intégrés (souvent développés spécifiquement pour LEXIBOOK) sont conçus dans un premier temps à Hong Kong puis « masqués » (système de production assurant la protection des systèmes conçus par LEXIBOOK) pour être ensuite fabriqués en série par des fournisseurs taiwanais ou chinois toujours selon le système des O.E.M. D'autres composants, non

masqués, sont achetés selon les besoins, pour assemblage direct en Chine. Il n'y a pas d'usines dédiées aux produits sous marque distributeurs. Les usines peuvent indépendamment traiter l'ensemble des produits.

La fabrication de tous les produits LEXIBOOK est assurée par 50 sous-traitants dont la capacité de production moyenne par usine est entre 0,5 et 10 millions de pièces mensuelles. La proximité des usines de production permet à la filiale LEXIBOOK Hong Kong de coordonner les opérations de production. Toute la production du Groupe est externalisée.

LEXIBOOK possède, contrôle et développe l'essentiel de l'outillage nécessaire au processus de fabrication de ces usines. Ces sites sont occupés soit, par des fournisseurs spécialisés, soit par des OEM.

Tous les produits finis font ensuite l'objet d'un contrôle qualité permettant l'assurance de la satisfaction aux exigences des clients d'une part, et des normes spécifiques en vigueur dans les pays destinataires d'autre part.

En conjuguant habilement avec les OEM et les fournisseurs de circuits intégrés, LEXIBOOK bénéficie de délais de fabrication relativement courts. Le délai de livraison des composants est en moyenne de six semaines, et ceux de fabrication et d'assemblage, de deux semaines. L'optimisation de la gestion des achats des composants stratégiques assure à LEXIBOOK cet avantage concurrentiel.

### **De Hong Kong vers le reste du monde**

Toutes les gammes de nos produits sont donc fabriquées selon le processus décrit ci-avant. Dans le cas où les volumes sont suffisants, LEXIBOOK Hong Kong se charge d'assurer les ventes sur tous les territoires où le Groupe n'a pas de filiales, exception faite de quelques livraisons vers des clients européens qui commandent des volumes importants et regroupés. A partir de Hong Kong, la distribution de ces produits est organisée selon la répartition géographique suivante :

#### Vers l'Europe :

- Les centrales d'achats françaises et internationales,
- La société mère française.
- Les distributeurs internationaux pour les produits OEM en co-branding avec leur marque spécifique ou sous la marque LEXIBOOK.

#### Vers le reste du monde :

De nombreux produits de la gamme LEXIBOOK sont exportables dans des pays hors d'Europe. Ces pays ne peuvent cependant pas être démarchés à partir d'une structure française pour des raisons de coûts et d'image.

La présence de LEXIBOOK à Hong Kong est une base d'exportation compétitive et crédible.

### **Organisation de la distribution**

#### Hong Kong

La filiale LEXIBOOK Hong Kong est au cœur de l'activité du Groupe. Cette filiale assure :

- Le développement du Groupe grâce à ses innovations. Pour cela, elle investit en matière de recherche/développement et emploie des ingénieurs de haut niveau ;
- Le contrôle du processus de fabrication depuis le choix des usines et des outils de production, l'achat des composants et le suivi de la fabrication jusqu'au contrôle de la qualité des produits finis ;
- Une contribution au chiffre d'affaires consolidé de 9,10 M€ au 31 mars 2023 contre 7.99 M€ au 31 mars 2022.

La société mère du Groupe est une structure de distribution, dans la mesure où toute la production est réalisée en Chine. La société mère est l'organe décisionnel en charge de la stratégie. On y trouve la quasi-totalité des forces commerciales, financières et une partie importante de la logistique. Dans le cadre du plan d'économies initié en 2015, l'effectif a été réduit à 22 personnes au 31 mars 2023 vs 32 au 31/03/2016. En effet, depuis l'exercice 2015-2016, le Groupe a engagé une forte réorganisation de sa chaîne d'approvisionnement et de distribution, passant par un recours accru à la dématérialisation des flux d'informations et à la rationalisation de ses activités afin de gagner en efficacité et rentabilité. C'est LEXIBOOK France qui a la gestion des livraisons des produits dans le monde entier pour la partie non FOB.

## VI2. Liste des filiales

Liste des filiales et participations en €	% de détention	Capitaux propres (hors capital)
<b>A. Filiales détenues à plus de 50%</b>		
Lexibook Hong Kong Limited	99,9%	5 934 565
Lexibook Iberica SL	99,9% -	120 777
Lexibook USA	100,0% -	851 112

## VII. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT

### Informations financières sélectionnées

Le tableau ci-dessous présente les principales données comptables et opérationnelles du Groupe pour les deux derniers exercices. Elles sont extraites des comptes consolidés de LEXIBOOK (présentés selon les normes IFRS) pour les exercices clos les 31 mars 2023 et 31 mars 2022.

Ce tableau doit être lu en parallèle avec les comptes consolidés et leurs annexes respectives pour les mêmes périodes (voir paragraphe XVIII du présent document d'enregistrement universel).

Tableau des chiffres clés (en euros) au 31 mars 2023 et 31 mars 2022 :

Tableau des chiffres clés (en €)	Au 31/03/23	Au 31/03/22
Capital Social	3 881 660	3 881 660
Capitaux propres part du groupe	11 947 141	8 981 328
Dettes financières	8 851 615	8 489 775
<i>Dont Affacturage</i>	<i>2 847 055</i>	<i>3 723 630</i>
<i>Dont Quasi fonds-propres</i>	<i>5 916 178</i>	<i>3 487 751</i>
Trésorerie active	2 439 088	2 448 891
Actif Immobilisé	2 021 968	870 047
<b>Total bilan</b>	<b>30 459 195</b>	<b>28 043 055</b>
<b>Free Cash Flow (1)</b>	<b>1 190 624</b>	<b>-2 197 828</b>
Produits d'exploitation	51 862 074	45 852 956
<b>Marge Brute (2)</b>	<b>27 951 053</b>	<b>23 611 963</b>
Résultat (courant) des activités poursuivies avant charges financières et avant impôt	4 251 287	4 337 231
<b>Marge 4 nets retraitée (3)</b>	<b>17 405 723</b>	<b>16 123 647</b>
Resultat courant avant impôt	3 305 587	4 001 784
<b>Résultat net consolidé part du groupe</b>	<b>3 042 427</b>	<b>3 744 848</b>
<b>Résultat net consolidé part du groupe par action</b>	<b>0,39</b>	<b>0,48</b>
<b>Ratio d'endettement net (4)</b>	<b>54%</b>	<b>67%</b>
<b>Ratio d'endettement net retraité (5)</b>	<b>-13%</b>	<b>-9%</b>
<b>Dividendes distribués</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

- (1) Le Free cash-flow représente la variation nette de trésorerie et est en lecture directe au bas du tableau des flux de trésorerie
- (2) La Marge Brute est égale au chiffre d'affaires net moins le coût d'achat des produits vendus, les deux montants étant en lecture directe dans le compte de résultat

- (3) La marge 4 net retraitée est égale à la marge brute retraitée des impacts nets de change (présentés en note 19 des comptes consolidés), des participations publicitaires (incluses dans les services extérieurs et des royalties (incluses dans les autres produits et charges d'exploitation).
- (4) Le ratio d'endettement net est calculé en prenant le total des dettes financières moins la trésorerie active, rapporté au total des fonds propres
- (5) Le ratio d'endettement net retraité est calculé en prenant le total des dettes financières retraité de l'affacturage, de la contrepartie des activations en IAS17 et IFRS 16 moins la trésorerie active et des quasi fonds propres, rapporté au total des fonds propres et quasi fonds propres. En effet, dans le cadre des discussions menées avec nos partenaires bancaires, les financements reçus de VATEL, du GIAC et de la BPI dans le cadre d'un Prêt Pour l'Innovation (PPI), ainsi que les PGE obtenus sont assimilés à des quasi-fonds propres et non des dettes financières.

## I1. Examen de la situation financière consolidée des exercices clos au 31 mars 2023, 31 mars 2022 et 31 mars 2021

En complément des informations ci-dessous, voir le Chapitre X – Tendances.

### I11. Situation financière – bilan simplifié consolidé : exercices 2022-2023 / 2021-2022

En K€	31 MARS 2023	31 MARS 2022	Var
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 439	2 449	0%
Créances d'exploitation	8 896	11 349	-22%
Stocks	15 478	12 064	28%
Immobilisations incorporelles	1 524	390	291%
Immobilisations corporelles	205	240	-15%
Immobilisations financières	293	240	22%
Droits d'utilisation de l'actif	499	741	-33%
Autres postes d'actif	1 125	570	97%
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>30 459</b>	<b>28 043</b>	<b>9%</b>
Concours bancaires courants	64	1 264	-95%
Dettes financières - Part courante	4 135	4 671	-11%
Engagements locatifs, part courante	195	288	-32%
Dettes financières - Part non courante	4 653	2 555	82%
Engagements locatifs, part non courante	388	546	-29%
Dettes d'exploitation	6 765	7 597	-11%
Autres dettes d'exploitation	1 501	1 512	-1%
Autres postes du passif	811	628	29%
Capitaux propres	11 947	8 981	33%
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>30 459</b>	<b>28 043</b>	<b>-8%</b>

Les immobilisations incorporelles augmentent de 1 134 K€, dont 1 213 K€ concernant sur l'activation des nouveaux minima garantis sur les contrats de licence et une diminution de R&D pour 90 k€.

Compte tenu du niveau de commandes élevé sur les premiers mois de l'année 2023/2024 et de la situation sur la pénurie de composants, le Groupe a choisi de sécuriser ses approvisionnements en faisant venir la marchandise le plus tôt possible. Le niveau de stocks se monte ainsi à 15,5 M€ au 31 mars 2023 vs 12,1 M€ au 31 mars 2022. Ce niveau de stocks répond aux anticipations de productions nécessaires pour honorer les commandes et sécuriser les marges sur l'exercice.

Le taux de dépréciation moyen est à 6.6 % au 31 mars 2023 versus 7.3 % au 31 mars 2022. Ce taux moyen ressort en baisse du fait de la présence en stock de nombreuses nouveautés et témoigne d'un stock très sain.

La société LEXIBOOK a obtenu sur l'exercice fiscal 22-23 de nouveaux prêts pour un total de 3.500 K€.

Le Groupe a remboursé un total de 1 100,27 K€ pour le Prêt Pour l'Innovation de la BPI, les emprunts auprès du GIAC, de VATEL et le PGE.

Les fonds propres incluant le résultat de l'exercice 2022-2023 s'établissent à 11.95 M€, un niveau historiquement haut pour le Groupe.

L'endettement net est de 6,41 M€ au 31 mars 2023 contre 6,04 M€ au 31 mars 2022. Cette variation résulte principalement de l'obtention de nouveaux emprunts (+ 3.500 K€), du remboursement des dettes court termes (- 1.100,27 K€), de la variation de l'affacturage (- 848 K€) et de la variation nette de trésorerie (- 1.190,62 k€).

Après déduction des fonds de garantie relatif à l'affacturage s'élevant à 576 k€, l'endettement net du groupe ressort à 5.834 K€ au 31-03-2023 vs 5.508K€ au 31-03-22.

## 112. Situation financière – bilan simplifié consolidé : exercices 2021-2022 / 2020-2021

En K€	31 MARS 2022	31 MARS 2021	Var
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 449	3 458	-29%
Créances d'exploitation	11 349	5 941	91%
Stocks	12 064	4 980	142%
Immobilisations incorporelles	390	971	-60%
Immobilisations corporelles	240	189	27%
Immobilisations financières	240	278	-14%
Droits d'utilisation de l'actif	741	628	18%
Autres postes d'actif	570	366	56%
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>28 043</b>	<b>16 812</b>	<b>67%</b>
Concours bancaires courants	1 264	75	1588%
Dettes financières - Part courante	4 671	2 633	77%
Engagements locatifs, part courante	288	154	87%
Dettes financières - Part non courante	2 555	3 445	-26%
Engagements locatifs, part non courante	546	519	5%
Dettes d'exploitation	7 597	3 571	113%
Autres dettes d'exploitation	1 512	1 022	48%
Autres postes du passif	628	229	175%
Capitaux propres	8 981	5 164	74%
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>28 043</b>	<b>16 812</b>	<b>-40%</b>

Les immobilisations incorporelles baissent de 581 K€, dont principalement 27 K€ sur R&D, et 554 K€ du fait de la consommation des minima garantis sur les contrats de licences.

La société produit depuis plusieurs années un effort important de déstockage : le niveau de stocks avait atteint un point historiquement bas à 4,9 M€ au 31 mars 2021. Compte tenu du niveau de commandes élevé sur les premiers mois de l'année 2022/2023 et de la situation sur la pénurie de composants, le Groupe a choisi de sécuriser ses approvisionnements en faisant venir la marchandise le plus tôt possible. Le niveau de stocks se monte ainsi à 12,1 M€ au 31 mars 2022 vs 4,9 M€ au 31 mars 2021. Ce niveau de stocks répond aux anticipations de productions nécessaires pour honorer les commandes et sécuriser les marges. Ce niveau accru de stocks explique l'évolution du besoin en fonds de roulement qui augmente de 2.5 M€.

Le taux de dépréciation moyen est à 7.3 % au 31 mars 2022 versus 13.8% au 31 mars 2021. Ce taux moyen ressort en baisse du fait de la présence en stock de nombreuses nouveautés et témoigne d'un stock très sain.

La société LEXIBOOK a remboursé un total de 963,58 K€ pour le Prêt Pour L'innovation obtenus de la BPI, le GIAC, VATEL et le PGE.

Les fonds propres incluant le résultat de l'exercice 2021-2022 s'établissent à 8.98 M€.

L'endettement net est de 6,04 M€ au 31 mars 2022 contre 2,69 M€ au 31 mars 2021. Cette variation résulte principalement du remboursement des dettes court termes (-963,58 K€), de la variation de l'affacturage (+2,11 M€) et de la variation nette de trésorerie (- 2,2 M€).

## 12. Examen du compte de résultat consolidé pour les exercices clos au 31 mars 2023, 31 mars 2022 et 31 mars 2021

### 121. Compte de résultat consolidé – exercices 2022-2023 / 2021-2022

En K€	31 MARS 2023	31 MARS 2022	Variation %
Chiffre d'affaires net	51 237	45 249	13,2%
Coûts d'achat des produits vendus	-23 286	-21 637	7,6%
<b>Marge Brute</b>	<b>27 951</b>	<b>23 612</b>	18,4%
Services Extérieurs	-14 848	-10 753	38,1%
Taxes (hors impôt société)	-93	-82	13,2%
Dépenses de personnel	-4 965	-4 474	11,0%
Autres produits et charges d'exploitation	-3 794	-3 966	-4,3%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>4 251</b>	<b>4 337</b>	-2,0%
<b>EBITDA</b>	<b>4 697</b>	<b>5 426</b>	-13,4%
Coût de l'endettement net	-432	-318	35,9%
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	-31	-38	-19,4%
Autres produits et charges financiers	-483	21	-2403,9%
<b>Résultat financier</b>	<b>-946</b>	<b>-335</b>	181,9%
<b>Résultat Courant avant impôt</b>	<b>3 306</b>	<b>4 002</b>	-17,4%
Impôt sur le résultat	-263	-257	2,4%
<b>Résultat net</b>	<b>3 042</b>	<b>3 745</b>	-18,8%

NB : L'EBITDA est le résultat d'exploitation majoré des dotations nettes aux amortissements et des dotations nettes aux provisions et dépréciations moins les reprises de provisions et dépréciation. Les éléments relatifs aux provisions nettes sur stocks et les amortissements des concessions de licences ne sont pas retraités dans le calcul de l'EBITDA car ils sont inclus dans la marge opérationnelle du Groupe.

#### 1. Chiffre d'affaires et marge :

L'année fiscale 2022-23 est particulièrement satisfaisante pour le Groupe Lexibook. Les choix stratégiques s'avèrent payants et ont permis de mettre en place une dynamique positive de croissance pérenne. Le Groupe a ainsi enchaîné 15 trimestres consécutifs de croissance sur les années 2020 à 2022. L'activité est restée très porteuse grâce aux nouveaux produits à fort potentiel, aux licences phares en portefeuille et à l'explosion des ventes digitales en France et à l'international. Au global sur l'exercice, le chiffre d'affaires s'est clôturé à un niveau historique jamais atteint par Lexibook à 51.2M€ (+13,3%). Le CA FOB (CA facturé directement depuis HK sur des livraisons FOB HK par containers complets) et le CA non FOB progressent de concert, témoignant de l'engouement pour les produits du Groupe par la distribution internationale.

Sur l'année fiscale complète, la France représente 38% du CA et progresse de 17%. L'international tire aussi la croissance et bénéficie d'un potentiel de croissance important.

En termes de produits, la progression des ventes est tirée par les jouets, l'horlogerie, les instruments de musique et les talkies-walkies grâce aux nouveautés sur les marques propres du Groupe et aux produits sous licence. La croissance des ventes est spectaculaire sur les jouets, en croissance de +29%, et représentant désormais 44% du CA total, avec le succès des gammes de robots Powerman®, les véhicules radio-commandés Crosslander® mais aussi les produits éducatifs et les jeux électroniques. Les réveils, les produits audio et musicaux connaissent aussi un engouement particulier avec des croissances respectives de +12%, +10% et +10%.

Les produits à licence ont également contribué à cette croissance, tant sur les licences existantes très dynamiques comme La Reine des Neiges, Pat Patrouille, Spiderman que sur les nouvelles licences comme Super Mario, Miraculous, et Harry Potter.

Enfin, la digitalisation du Groupe porte ses fruits : les ventes digitales sont en très forte progression tant en France que sur les différents marchés Européens, notamment grâce à une campagne de marketing digitale massive et d'envergure européenne sur les nouveautés du Groupe. Cette campagne aura permis de générer plus d'un milliard d'impressions digitales sur les produits du Groupe principalement en Europe contribuant à renforcer la notoriété de la marque Lexibook à un niveau inégalé à ce jour.

Le tableau ci-dessous présente la marge brute, la marge brute retraitée des impacts de change qui sont inclus dans le résultat financier et d'éléments exceptionnels inclus dans la marge brute et la marge 4 nets après participations publicitaires et royalties :

	Notes	31 MARS 2023	31 MARS 2022
Chiffre d'affaires net		51 236 987	45 248 664
Coûts d'achat des produits vendus		-23 285 934	-21 636 701
<b>Marge brute</b>		<b>27 951 053</b>	<b>23 611 963</b>
<b>Taux de marge brute</b>		<b>54,6%</b>	<b>52,2%</b>
Impact net de change	22	-401 341	13 985
<b>Marge brute retraitée</b>		<b>27 549 712</b>	<b>23 625 948</b>
<b>Taux de marge brute retraitée</b>		<b>53,8%</b>	<b>52,2%</b>
Participations publicitaires		6 524 906	4 467 185
Royalties		3 619 083	3 035 116
<b>Marge 4 nets retraitée</b>		<b>17 405 723</b>	<b>16 123 647</b>
<b>Taux de marge 4 nets retraitée</b>		<b>34,0%</b>	<b>35,6%</b>

Grâce aux augmentations de prix ciblées en 2022 et au lancement de nouveautés à forte marge, la marge brute retraitée des effets de change progresse de 2.4 points pour s'établir à 54.6%. La progression de celle-ci de 4,3 M€ est rendue possible grâce aux augmentations de prix et de volumes dans un contexte de hausse des matières premières permettant des économies d'échelles et l'optimisation des coûts logistiques, et ce malgré des coûts de fret toujours à un niveau très élevé par rapport à la période « avant Covid ».

Cette progression de la marge brute se retrouve partiellement sur la marge 4 net retraitée qui se monte à 17,4 M€ vs 16,1 M€ un an plus tôt compte tenu des investissements publicitaires accrus et de la légère augmentation de la part des produits sous licence dans le chiffre d'affaires total.

## 2. Résultat d'exploitation :

Profitant d'une dynamique positive, Lexibook a engagé une campagne publicitaire digitale internationale majeure qui a généré plus d'un milliard d'impressions digitales en 1 an sur ses produits sur la zone EMEA, doublée d'une campagne de publicité télévisée en France. Les services extérieurs sont ainsi en hausse de 4,1 M€, essentiellement du fait des dépenses publicitaires accrues et des prestations logistiques liées à la croissance du volume d'activité et du volume des stocks.

Les charges de personnel progressent de 0,5 M€ essentiellement du fait de bonus provisionnés au regard de la hausse d'activité.

Les autres charges d'exploitation sont en léger recul (-0.2 M€) malgré une augmentation des charges de royalties de 0.6 M€ liée à la hausse d'activité en raison de l'amélioration nette des provisions clients/fournisseurs cette année.

Finalement, malgré l'investissement publicitaire conséquent de plus de 2 M€ réalisé en 2022 et à la hausse exceptionnelle des charges de logistique, le résultat d'exploitation du Groupe se maintient à 4.3M€ vs 4.3 M€ en N-1 grâce à la progression du volume d'activité et au maintien des niveaux de marge.

## 3. Résultat financier :

Le résultat financier, en retrait de 610 K€, est principalement marqué par la variation du résultat net de change sur l'évolution des parités USD/EUR, à hauteur de 387 K€. Le coût de l'endettement est en augmentation de 114 K€ du fait de l'utilisation accrue des lignes de financement court terme, principalement en raison de l'évolution du BFR et en particulier de l'augmentation du niveau de stocks. En effet, dans un contexte d'incertitude sur la fin de pandémie, le Groupe a choisi de sécuriser ses approvisionnements, quitte à supporter sur quelques mois un niveau de stocks plus élevé que de normal.

	31/03/2023	31/03/2022
<b>Coût de l'endettement net (produits / charges)</b>	-432 272	-318 185
<b>Intérêts nets relatifs à des contrats de location</b>	-30 805	-38 210
Gains de change	1 061 370	364 093
Pertes de change	-1 423 448	-389 301
Revalorisation d'instruments financiers dérivés à leur juste valeur	-39 263	39 193
<b>Sous total impact change</b>	<b>-401 341</b>	<b>13 985</b>
Autres produits financiers	7 933	52 563
Provisions financières	0	-10 000
Autres charges financières	-89 215	-35 600
<b>Sous total Autres</b>	<b>-81 282</b>	<b>6 963</b>
<b>TOTAL RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-945 700</b>	<b>-335 447</b>

Les impôts de la période représentent une charge de 263 K€ liée à des variations de valeur des actifs d'impôt différés pour -160 K€ et à des provisions IS à payer pour 423 K€.

**Dans ce contexte, le résultat net consolidé au 31 mars 2023 se porte à 3,042 M€ contre 3,74 M€ au 31 mars 2022.**

## 122. Compte de résultat consolidé – exercices 2021-2022 / 2020-2021

En K€	31 MARS 2022	31 MARS 2021	Variation %
Chiffre d'affaires net	45 249	27 361	65,4%
Coûts d'achat des produits vendus	-21 637	-13 357	62,0%
<b>Marge Brute</b>	<b>23 612</b>	<b>14 004</b>	68,6%
Services Extérieurs	-10 753	-6 434	67,1%
Taxes (hors impôt société)	-82	-77	6,5%
Dépenses de personnel	-4 474	-3 283	36,3%
Autres produits et charges d'exploitation	-3 966	-1 974	100,9%
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>4 337</b>	<b>2 236</b>	94,0%
<b>EBITDA</b>	<b>5 426</b>	<b>3 087</b>	75,8%
Coût de l'endettement net	-318	-286	11,3%
Intérêts nets relatifs aux contrats de location	-38	-35	9,2%
Autres produits et charges financiers	21	-299	-107,0%
<b>Résultat financier</b>	<b>-335</b>	<b>-620</b>	-45,9%
<b>Résultat Courant avant impôt</b>	<b>4 002</b>	<b>1 616</b>	147,6%
Impôt sur le résultat	-257	-41	526,7%
<b>Résultat net</b>	<b>3 745</b>	<b>1 575</b>	137,8%

NB : L'EBITDA est le résultat d'exploitation majoré des dotations nettes aux amortissements et des dotations nettes aux provisions et dépréciations moins les reprises de provisions et dépréciation. Les éléments relatifs aux provisions nettes sur stocks et les amortissements des concessions de licences ne sont pas retraités dans le calcul de l'EBITDA car ils sont inclus dans la marge opérationnelle du Groupe.

### 1. Chiffre d'affaires et marge :

Sur l'exercice, le chiffre d'affaires s'établit à 45.2M€, en progression de 65.4%, un niveau de CA historiquement haut pour le Groupe. Le CA FOB (CA facturé directement depuis HK sur des livraisons FOB HK par containers complets) et le CA non FOB progressent de concert, témoignant de l'engouement pour les produits du Groupe par la distribution internationale.

La France représente 36 % du CA et progresse de 53%. L'international tire la croissance avec notamment des progressions rapides en Allemagne, en Espagne, au Royaume-Uni, en Scandinavie et en Europe de l'Est. Aux USA, le Groupe progresse également, et bénéficie d'un potentiel de croissance important. Au global, les ventes internationales progressent de 73%.

En termes de produits, la progression est généralisée sur l'ensemble des segments les plus rentables. Les ventes de tablettes représentent désormais moins de 2% du chiffre d'affaires sur l'exercice. La croissance des ventes est spectaculaire sur les jouets, avec le succès des gammes de robots Powerman®, les véhicules radio-commandés Crosslander® mais aussi les produits éducatifs et les jeux électroniques. Les réveils, les produits audio et musicaux connaissent aussi un engouement particulier.

Les produits à licence ont également contribué à cette croissance, tant sur les licences existantes très dynamiques comme La Reine des Neiges®, Pat Patrouille®, Spiderman® que sur les nouvelles licences comme Super Mario®, Miraculous®, et Harry Potter®.

Enfin, la digitalisation du Groupe porte ses fruits : les ventes digitales sont en très forte progression tant en France que sur les différents marchés Européens, notamment grâce à une campagne de marketing digitale massive et d'envergure européenne sur les nouveautés du Groupe. Au global les campagnes de communication digitale auront généré plus de 500 millions d'impressions sur les produits Lexibook, contribuant à renforcer la notoriété de la marque Lexibook et des autres marques du Groupe.

Le tableau ci-dessous présente la marge brute, la marge brute retraitée des impacts de change qui sont inclus dans le résultat financier et d'éléments exceptionnels inclus dans la marge brute et la marge 4 nets après participations publicitaires et royalties :

	Notes	31 MARS 2022	31 MARS 2021
Chiffre d'affaires net		45 248 664	27 361 283
Coûts d'achat des produits vendus		-21 636 701	-13 357 027
<b>Marge brute</b>		<b>23 611 963</b>	<b>14 004 256</b>
<b>Taux de marge brute</b>		<b>52,2%</b>	<b>51,2%</b>
Impact net de change	22	13 985	-219 629
<b>Marge brute retraitée</b>		<b>23 625 948</b>	<b>13 784 627</b>
<b>Taux de marge brute retraitée</b>		<b>52,2%</b>	<b>50,4%</b>
Participations publicitaires		4 467 185	1 875 854
Royalties		3 035 116	1 561 722
<b>Marge 4 nets retraitée</b>		<b>16 123 647</b>	<b>10 347 051</b>
<b>Taux de marge 4 nets retraitée</b>		<b>35,6%</b>	<b>37,8%</b>

Grâce à un mix produits favorable, au lancement de nouveautés à forte marge, et à un mix clients également favorable, la marge brute retraitée des effets de change progresse de 1,8 points pour s'établir à 52.2%. La progression de celle-ci est rendue possible grâce à l'augmentation des volumes dans un contexte de hausse des matières premières grâce aux économies d'échelles réalisées d'une part, et à l'optimisation des coûts logistiques d'autre part, et ce malgré la hausse significative des coûts de fret. Cet écart se retrouve partiellement sur la marge 4 nets retraitée qui se monte à 16,1 M€ vs 10,3 M€ un an plus tôt compte tenu des investissements publicitaires accrus et de la légère augmentation de la part des produits sous licence dans le chiffre d'affaires total.

## 2. Résultat d'exploitation :

Les services extérieurs sont en hausse de 4,3 M€, essentiellement du fait des participations publicitaires et des prestations logistiques liées à la croissance du volume d'activité et du volume des stocks.

Les charges de personnel progressent de 1.19 M€ essentiellement du fait de bonus provisionnés au regard de la hausse d'activité.

Les autres charges d'exploitation sont en progression de près de 2 M€. Cette variation résulte essentiellement de la hausse des royalties, là encore liée à la hausse d'activité.

Le résultat d'exploitation atteint 4,33 M€, en progression de 2,1 M€. Cette évolution favorable trouve essentiellement sa source dans la hausse du volume d'activité, dans l'amélioration du volume de marge 4 nette retraité du change et dans la maîtrise des charges.

## 3. Résultat financier :

	31/03/2022	31/03/2021
<b>Coût de l'endettement net (produits / charges)</b>	<b>-318 185</b>	<b>-285 820</b>
<b>Intérêts nets relatifs à des contrats de location</b>	<b>-38 210</b>	<b>-35 023</b>
Gains de change	364 093	169 991
Pertes de change	-389 301	-355 497
Revalorisation d'instruments financiers dérivés à leur juste valeur	39 193	-34 123
<b>Sous total impact change</b>	<b>13 985</b>	<b>-219 629</b>
Autres produits financiers	52 563	13 432
Provisions financières	-10 000	-70 000
Autres charges financières	-35 600	-22 903
<b>Sous total Autres</b>	<b>6 963</b>	<b>-79 471</b>
<b>TOTAL RESULTAT FINANCIER</b>	<b>-335 447</b>	<b>-619 943</b>

Le coût de l'endettement est en légère augmentation du fait de l'utilisation accrue des lignes de financement court terme. Le résultat financier, en amélioration de 285 K€, est principalement marqué par la variation du résultat net de change sur l'évolution des parités USD/EUR, à hauteur de +234 K€.

Les impôts de la période représentent une charge de 257 K€ lié à des variations de valeur des actifs d'impôt différés pour -155 K€ et à des provisions IS à payer pour 412 K€.

Dans ce contexte, le résultat net consolidé au 31 mars 2022 se porte à 3,74 M€ contre 1,57 M€ au 31 mars 2021.

## VIII. TRESORERIE ET CAPITAUX PROPRES

### VIII.1. Informations simplifiées sur les capitaux propres de l'émetteur

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution des capitaux propres du Groupe LEXIBOOK au cours des trois derniers exercices.

En euros	Note	Attribuable aux propriétaires de la Société					Composante "capitaux propres"		Résultats non distribués	Total des capitaux propres	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
		Capital Social	Primes d'émission	Réserve de conversion	Réserve de couverture	Stocks options	Réserves d'actions propres	des obligations convertibles				
Solde au 31 mars 2022		3 881 660	7 237 431	- 284 714	0	-	-	-	- 1 853 052	8 981 328		8 981 328
Résultat global de la période												
Résultat net									3 042 427	3 042 427		3 042 427
Autres éléments du résultat global				- 53 935			- 22 412		- 267	- 76 614		- 76 614
Résultat global de la période				- 53 935			- 22 412		- 3 042 160	2 965 813		- 2 965 813
<b>Transactions avec les propriétaires de la Société</b>												
Contributions et distributions												
Emission d'actions ordinaires												
Emission d'obligations convertibles												
Actions propres vendues												
Dividendes												
Total des contributions et distributions												
<b>Variations des parts d'intérêts</b>												
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle sans modification de contrôle												
Total des variations des parts d'intérêts												
Total des transactions avec les propriétaires de la Société				- 53 935			- 22 412		- 3 042 160	2 965 813		- 2 965 813
Solde au 31 mars 2023		3 881 660	7 237 431	- 338 649	0	-	- 22 412		- 1 189 108	11 947 141		- 11 947 141

En euros	Note	Attribuable aux propriétaires de la Société					Composante "capitaux propres"		Résultats non distribués	Total des capitaux propres	
		Capital Social	Primes d'émission	Réserve de conversion	Réserve de couverture	Stocks options	Réserves d'actions propres	des obligations convertibles			
Solde au 31 mars 2021		3 881 660	7 237 431	- 392 161	- 677	-	-	-	- 5 562 047	5 164 209	
Résultat global de la période											
Résultat net										3 744 848	3 744 848
Autres éléments du résultat global				107 447	677				- 35 883	72 271	
Résultat global de la période				107 447	677				- 3 708 995	3 817 119	
<b>Transactions avec les propriétaires de la Société</b>											
Contributions et distributions											
Emission d'actions ordinaires											
Emission d'obligations convertibles											
Actions propres vendues											
Dividendes											
Total des contributions et distributions											
<b>Variations des parts d'intérêts</b>											
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle sans modification de contrôle											
Total des variations des parts d'intérêts											
Total des transactions avec les propriétaires de la Société				107 447	677				- 3 708 995	3 817 119	
Solde au 31 mars 2022		3 881 660	7 237 431	- 284 714	0	-	-		- 1 853 052	8 981 328	

### VIII.2. Flux de trésorerie

Voir Note 29.1 des Comptes consolidés sur le risque de liquidité.

### **VIII3. Conditions d'emprunts et structure de financement**

Voir Note 29.1 des Comptes consolidés sur le risque de liquidité.

### **VIII4. Restrictions à l'utilisation des capitaux**

Néant.

### **VIII5. Sources de financement relatives aux investissements futurs de la Société**

Non Applicable.

## **IX. ENVIRONNEMENT REGLEMENTAIRE**

LEXIBOOK se conforme au règlement CE 1103/97 modifié par le règlement CE 2595/2000 et aux normes en vigueur sur ses produits.

Tous les produits fabriqués et commercialisés par LEXIBOOK répondent aux normes de compatibilité électromagnétique applicables dans l'Union Européenne. En outre, conformément à la législation en vigueur, le segment spécifique du jouet répond à toutes normes mécaniques, chimiques, électriques et d'inflammabilité, garantissant la conformité des produits LEXIBOOK avec les normes en vigueur dans les différents pays dans lesquels le Groupe commercialise ses produits.

La Société n'identifie pas à ce jour de facteur de nature gouvernementale, économique, budgétaire, monétaire ou politique ayant influencé dans le passé ou susceptible d'influencer dans l'avenir, sensiblement, de manière directe ou indirecte, sur les opérations de LEXIBOOK.

## **X. INFORMATIONS SUR LES TENDANCES**

### **X1. Tendances ayant affecté l'activité depuis la fin du dernier exercice jusqu'à la date du document d'enregistrement universel**

Le Groupe a présenté ses collections 2023 à la distribution internationale et l'accueil des nouveautés a été très positif. Les référencements pour la campagne de Noël 2023 sont excellents et laissent prévoir un nouvel exercice 2023-24 dans la lignée de 22-23. Le T1 fiscal 22-23 était en croissance de 36% sur le T1 fiscal 21-22, lui-même en croissance de 78% sur l'année précédente. Le référentiel est donc élevé pour le T1 fiscal 2023-24. Néanmoins, le carnet de commandes laisse entrevoir un niveau d'activité similaire à l'année dernière sur le T1 2023-24 et le Groupe entend continuer sur sa lancée de croissance rentable cette année.

Plusieurs extensions de contrats de licence sont en cours de finalisation pour étendre les contrats actuels sur de nouvelles zones, ce qui pourrait avoir un effet accélérateur pour le Groupe sur les prochaines années. Certains sont d'ores et déjà confirmés :

- Extension du contrat Paw Patrol sur les USA et le Canada sur les catégories principales (Film prévu en juillet 2023)
- Nouveau contrat de licence sur la zone EMEA avec Mattel sur Barbie, (Film prévu en juillet 2023), Monster High (Film prévu en 2024), et Hot Wheels
- Extension du contrat Warner sur les USA sur Harry Potter (Echiquiers) et Batman (Flippers).

Le Groupe pourrait par ailleurs bénéficier du niveau actuel du dollar américain s'il se maintenait à ce niveau sur le reste de l'année et de l'amélioration des conditions de fret international pour améliorer ses marges. Le Groupe a actualisé ses prévisions budgétaires et n'envisage pas de difficulté de trésorerie sur les 12 prochains mois. Le Groupe a changé son ERP au 1<sup>er</sup> juin 2023 et adopté Dynamics 365 de Microsoft pour continuer à gagner en efficacité. La migration s'effectue sans problème notable et le Groupe sera parfaitement opérationnel pour sa saison de Noël avec le nouvel ERP.

## SAV

Afin de réduire le niveau des retours SAV, le Groupe vend généralement la marchandise aux distributeurs en incluant, chaque fois que cela est possible, un pourcentage de produits gratuits en lieu et place du SAV sur les ventes FOB Hong-Kong. Cette pratique est difficilement applicable sur les ventes domestiques. Le Groupe a donc fait le choix de sous-traiter le SAV des produits les plus techniques comme les tablettes à une société spécialisée. Le Groupe a réussi à fiabiliser ses productions en renforçant ses exigences de qualité, ses contrôles et sa politique SAV. Cette politique très volontariste a contribué à renforcer l'image de marque de LEXIBOOK tant auprès de la distribution qu'auprès des consommateurs finaux. La baisse des ventes sur le segment des tablettes a accéléré cette tendance, et le Groupe connaît depuis 3 ans un point bas tant au niveau des retours que des avoirs. Avec la hausse importante de l'activité sur les 2 derniers exercices, le Groupe a maintenu ses standards de qualité et ainsi réussi à maintenir un nombre de produits traités par le SAV en 2022-23 proche du niveau de 2020/21 :

Produits traités	2018/2019	2019/2020	2020/2021	2021/2022	2022/2023
Echange	438	230	284	281	416
Avoir	8 570	2 926	1 068	1 590	2 874
Réparation	968	651	467	271	164
Vérification	172	100	116	67	31
<b>Total</b>	<b>10 148</b>	<b>3 907</b>	<b>1 935</b>	<b>2 209</b>	<b>3 485</b>

Aucun changement significatif de performance financière n'est survenu au sein du Groupe entre la fin du dernier exercice pour lequel des informations financières ont été publiées et la date du présent document d'enregistrement universel.

### **X2. Tendance connue, incertitude, demande ou tout événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur**

Dans le contexte de pandémie mondiale du Covid-19, la priorité de Lexibook a été de continuer la mobilisation engagée depuis janvier 2021 auprès de ses clients malgré l'absence de salons internationaux, afin de poursuivre le plus efficacement possible les actions commerciales et confirmer le lancement des nouveaux projets et les référencements de fin d'année. Lexibook entend également maintenir une activité commerciale intense, en l'orientant vers les clients qui conservent du potentiel notamment à l'international. Parallèlement au réseau traditionnel, Lexibook a fortement accéléré son processus de digitalisation et de développement des ventes sur le web non seulement en rendant disponible son catalogue de produits sur les principaux e-tailers européens, mais aussi en mettant en place une politique agressive de communication digitale ciblée efficace. Ces actions se sont traduites par une croissance généralisée de l'activité en France comme à l'international sur l'exercice 2021-22. Lexibook entend continuer sur cette lancée en 2022-23 en renforçant les dispositifs les plus efficaces pour rendre ses produits visibles et doper la consommation. La sortie de plusieurs block-busters en 2022 sur lequel Lexibook détient les licences d'exploitation devrait également être un facteur dynamisant pour les ventes sur l'exercice.

## **XI. PREVISIONS OU ESTIMATIONS DU RESULTAT**

### **XI1. Déclaration de l'émetteur**

Non Applicable.

## XII. ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE ET DIRECTION GENERALE

### XII1. Mandataire sociaux et organes de gouvernement d'entreprise

Au cours des cinq dernières années au moins, aucun des membres du Conseil de Surveillance et du Directoire n'a fait l'objet :

- d'une quelconque condamnation pour fraude prononcée au cours de cinq dernières années au moins ;
- d'une faillite, mise sous séquestre ou liquidation ou n'a été associé à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation agissant en qualité :
  - de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance,
  - d'associé commandité,
  - de fondateur d'une société fondée il y a moins de 5 ans,
  - de directeur général ;
- d'une incrimination et/ou sanction publique officielle prononcée contre lui, ou contre une société dont il est ou a été associé, par des autorités statutaires ou réglementaires (y compris des organismes professionnels désignés), ni n'a déjà été empêché par un tribunal d'agir en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance d'un émetteur ou d'intervenir dans la gestion ou la conduite des affaires d'un émetteur au cours des cinq dernières années au moins. »

#### XII11. Comité Exécutif

La composition actuelle du Comité de Direction (Comité Exécutif) est la suivante :

- **Aymeric Le Cottier**

Président du Directoire, responsable de l'animation du comité exécutif

Né le 7 avril 1969

Diplômé de l'EDHEC et titulaire d'un Mastère de l'Ecole Centrale de Paris, Aymeric Le Cottier débute sa carrière chez LEXIBOOK en tant que Chef de Secteur en 1994. En 1996, il est nommé Directeur des Ventes, puis en 1997 Directeur Commercial. Il occupe la fonction de Président du Directoire depuis le 19 décembre 2006.

- **Emmanuel Le Cottier**

Directeur Général, Responsable des ventes et du développement commercial.

Né le 7 avril 1969

Diplômé de l'ESC Lille et de l'Université de Grenade (Espagne), Emmanuel Le Cottier débute sa carrière à la Direction Financière de Total en 1994. C'est en 1995 qu'il rejoint LEXIBOOK au Contrôle de Gestion. Il est nommé Directeur Général en charge des ventes et du développement commercial du Groupe en 2002.

- **David MARTINS**

Directeur Administratif et Financier et Directeur des Ressources Humaines

Né le 20 décembre 1974

Titulaire d'un Diplôme d'Etude Comptable et Financières, David Martins bénéficie de plus de vingt années d'expérience au sein du Groupe LEXIBOOK. Son expérience comprend aussi bien le conseil et l'audit que le contrôle de gestion et la consolidation financière. Il assume la fonction de Directeur Administratif et Financier et Directeur des Ressources Humaines au sein de LEXIBOOK depuis mi 2012.

- **Delphine Le Lan**

Directrice Marketing

Née le 11 janvier 1973

Diplômée de l'ESC Nantes, Delphine Le Lan débute sa carrière chez Hachette Editions au département Marketing en 1995. Deux ans plus tard elle rejoint le Groupe LEXIBOOK en tant que Directrice Marketing Jouet. Elle est nommée Directrice Marketing Groupe en 2002.

## **XII12. Directoire**

Le Directoire s'est réuni à 6 reprises au cours de l'exercice 2022-2023.  
Ses membres sont Emmanuel Le Cottier et Aymeric Le Cottier.

S'agissant de Monsieur Aymeric Le Cottier, Président du Directoire de LEXIBOOK SA, il est également Administrateur de LEXIBOOK Limited Hong Kong.

S'agissant de Monsieur Emmanuel Le Cottier, Membre du Directoire et Directeur Général de LEXIBOOK SA, il est également 1) Administrateur de LEXIBOOK Limited Hong Kong, 2) Administrateur de LEXIBOOK Iberica, 3) Administrateur de LEXIBOOK USA.

Les mandats décrits ci-dessus couvrent les cinq dernières années.

**Aymeric LE COTTIER** et **Emmanuel LE COTTIER** apportent une expertise plus spécifique dans les domaines respectifs de la stratégie produits et de la stratégie de développement des marchés.

## **XII13. Conseil de Surveillance**

Le conseil de surveillance s'est réuni à 12 reprises au cours de l'exercice 2022-2023.

Les mandats des membres du Conseil de Surveillance décrits ci-dessous couvrent les cinq dernières années.

- **Luc Le Cottier**

Né le 17 février 1943.

EDHEC

Père de MM Aymeric et Emmanuel Le Cottier

Président du Conseil de Surveillance, il est également 1) administrateur de LEXIBOOK limited Hong Kong, 2) associé-gérant de la SCI Trio, 3) associé-gérant de la SCI Anastase IV, 4) associé de l'EURL LLC Invest. Il a été gérant de GEPRIM et ELVECO avant de créer LEXIBOOK en 1993. Il a été également administrateur de la société REALTRACE jusque fin 2019.

Président Fondateur du Groupe LEXIBOOK, il a une connaissance très intime de la société, de ses clients, de ses marchés mais aussi de leurs besoins. Ces qualités associées à sa vision stratégique ont largement contribué au développement du Groupe.

- **Caroline PUECHOULTRES, Membre indépendant,**

Née le 12 avril 1969

A été membre du Conseil d'Administration de Kaufman & Broad de 2014 à 2021 et administratrice du Groupe Flo entre 2015 et 2016.

Elle bénéficie d'une expertise en Marketing, Commerce et Digital, notamment au travers de son expérience d'une dizaine d'années au Club Méditerranée en qualité de DG Stratégie Monde et plus récemment, de ses postes de Directrice Commerciale & Marketing au sein des enseignes Intermarché et Carrefour Supermarché.

Elle est désormais DG en charge de la Stratégie Clients au niveau groupe, mandataire social et membre du Directoire du groupe Unibail Rodamco Westfield.

Diplômée d'HEC en 1991 (spécialisation majeure « Marketing » en 3ème année).

Elle possède 10 actions LEXIBOOK.

- **Gérard Abadjian, Membre indépendant,**

Vice-Président du Conseil de Surveillance, il est également co-gérant de la SELARL A&C ASSOCIES.

Né le 24 février 1956

Avocat, il apporte une expertise plus particulière dans les domaines de l'identification et de la prévention des risques.

Il possède 20 actions LEXIBOOK

- **Pascal Gandolfini, Membre indépendant**

Né le 8 juin 1961

Diplôme de Génie Electrique option électronique en 1981

Formation Finance pour dirigeants chez Cégos en 2000

1982 - 1986 travaille dans le développement de produit électronique pour le Rafale

1986 – 1994 rejoint la société Elexience comme responsable des ventes

1994 – 2000 rachète Elexience avec 2 associés et crée la société Milexia après le rachat de la société italienne Microelit

Aujourd'hui Président de la société Milexia, il apporte une expertise à la fois commerciale et financière, mais aussi métier, le fonctionnement de son entreprise étant proche de celui de LEXIBOOK, en effet Milexia achète des produits en Asie et aux USA et les revend des produits électroniques sur la France et l'Europe en B to B. Ils commercialisent notamment des produits « durcis » pour une clientèle professionnelle.

Il possède 400 actions LEXIBOOK

- **Bénédicte EVEILLARD**

Née le 5 février 1972

Diplômée de l'Institut Supérieur du Commerce (ISC Paris) en 1995 et d'un DUT Techniques de Commercialisation, elle s'est spécialisée dans la communication et les relations Presse. Après deux expériences dans des agences de communication parisiennes, elle a ensuite repris la direction de la communication de la ville de Gif sur Yvette (Essonne). Elle s'est ensuite tournée vers l'éducation de ses trois enfants et le théâtre en tant qu'actrice et auteur de pièces.

Elle n'exerce pas d'autres mandats

Elle possède 1 950 actions LEXIBOOK

## **XII.2. Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance et de la direction générale**

Il n'existe aucun conflit d'intérêts entre les devoirs, à l'égard de l'émetteur, de l'un quelconque des membres du Directoire ou du Conseil de Surveillance, et leurs intérêts privés et/ou d'autres devoirs.

Hormis les contrats de service listés ci-dessous, qui s'inscrivent dans le cadre d'un fonctionnement normal de la société, il n'y a pas d'autres contrats de services liant les membres des organes d'administration, de direction, ou de surveillance à l'émetteur ou à l'une quelconque de ses filiales et prévoyant l'octroi d'avantages au terme d'un tel contrat.

1/ Contrat de location entre LEXIBOOK et la SCI TRIO des bâtiments situés au 6 avenue des Andes – Bâtiment 11 aux Ulis. La SCI TRIO est détenue par MM Le Cottier Aymeric, Emmanuel et Luc,

respectivement Président du Directoire, Directeur Général et Président du Conseil de Surveillance. Sur l'exercice 2022-2023, il a été comptabilisé 164,84 K€ de charges.

2/ Contrat de Conseils juridique entre LEXIBOOK et la SELARL A&C AVOCATS, dont est actionnaire Monsieur Gérard Abadjian, membre du Conseil de Surveillance et du comité d'Audit. Sur l'exercice 2022-2023, il a été comptabilisé 37,4 K€ de charges.

## XIII. REMUNERATIONS ET AVANTAGES

### POLITIQUE DE REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

#### **Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société (6<sup>ème</sup> à 8<sup>ème</sup> résolutions)**

Conformément à l'article L.22-10-26 du Code de Commerce, il sera demandé aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale Mixte du 13 septembre 2023 (l'« **Assemblée Générale Ordinaire** ») d'approuver la politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société (membres du Directoire et membres du Conseil de Surveillance).

Le Conseil de Surveillance estime que la politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société est conforme à l'intérêt social de la Société, contribue à sa pérennité et à sa stratégie commerciale car elle repose sur une recherche permanente d'un équilibre entre les intérêts de l'entreprise, la prise en compte de la performance des dirigeants et la continuité des pratiques de rémunération.

La politique de rémunération des mandataires sociaux de la Société est examinée sur une base annuelle par le Conseil de Surveillance (détermination de la rémunération des membres du Directoire, de la rémunération du Président du Conseil de Surveillance et proposition pour la détermination de la rémunération globale des membres du Conseil de Surveillance).

#### **Éléments de la politique de rémunération applicables spécifiquement aux membres du Directoire à raison de leur mandat**

Le Président du Directoire bénéficiait d'un contrat de travail depuis son entrée dans la Société. Ses fonctions n'ayant pas changé, le maintien de ce contrat paraissait normal.

Le Conseil de Surveillance s'est prononcé formellement sur cette question et a décidé la suspension des contrats de travail des deux membres du Directoire, Messieurs Aymeric et Emmanuel LE COTTIER. Leurs contrats doivent être considérés comme suspendus de plein droit depuis leur nomination en qualité de membre du Directoire, soit depuis le 19 décembre 2006. Ils reprendront effet de plein droit à l'expiration de leurs mandats respectifs.

##### ***Rémunération fixe***

Au titre de leurs mandats sociaux, les membres du Directoire perçoivent une rémunération fixe. Celle-ci est fixée en tenant compte des rémunérations fixes habituellement constatées dans le marché, même si celles octroyées aux membres du Directoire restent en-deçà de celui-ci.

Le niveau et les modalités de rémunération sont déterminés par le Conseil de Surveillance, conformément aux exigences légales et réglementaires et en tenant compte de la recommandation R13 du Code Middledenext 2016, avec notamment l'appréciation des critères d'Exhaustivité, d'Equilibre, de Benchmark, de Cohérence, de Lisibilité de Mesure et de Transparence.

La rémunération annuelle fixe brute de Monsieur Aymeric LE COTTIER, Président du Directoire, s'élève à 141.500 Euros. Elle a été fixée lors du Conseil de Surveillance du 1<sup>er</sup> février 2019.

La rémunération annuelle fixe brute de Monsieur Emmanuel LE COTTIER, membre du Directoire, s'élève à 141.500 Euros. Elle a été fixée lors du Conseil de Surveillance du 1<sup>er</sup> février 2019.

##### ***Rémunération variable***

Le Conseil de Surveillance prend en compte les principes figurant dans le Code AFEP-MEDEF : exhaustivité, équilibre entre les éléments de rémunération, cohérence, intelligibilité des règles, mesure.

Le Conseil de Surveillance s'attache à définir une politique de rémunération qui permet d'atteindre les objectifs suivants :

- ✓ attirer et retenir les meilleures compétences,
- ✓ définir une structure de rémunération équilibrée, prenant en compte le périmètre de responsabilités,
- ✓ définir une rémunération basée sur des performances notamment liées à la stratégie commerciale, en ligne avec les intérêts de la Société LEXIBOOK – L.E.S., et de ses actionnaires.

Conformément au paragraphe 25.12 du Code AFEP-MEDEF, la rémunération des mandataires sociaux est en fonction du travail effectué, de la responsabilité assumée et des missions qui leur sont confiées. Les résultats obtenus, marquant une évolution très importante du Chiffre d'Affaires et du résultat de la Société, attestent incontestablement du fait que les membres du Directoire (Directeurs commerciaux tant au niveau national qu'international) consacrent à leurs missions énormément de temps et d'énergie, ce qui permet le développement de la Société.

C'est dans ces conditions que le Conseil de Surveillance, en ses séances des 8 octobre 2021 et 16 septembre 2022, a décidé, compte-tenu de l'ampleur du travail fourni et des résultats obtenus, de revoir la rémunération variable des membres du Directoire, ainsi :

- ✓ Résultat net inférieur à 1.000.000 d'Euros : aucune rémunération
- ✓ Résultat supérieur à 1.000.000 d'Euros : versement d'une prime de 10.000 €
- ✓ Résultat supérieur à 1.500.000 d'Euros : versement d'une prime de 40.000 € en sus du précédent plancher
- ✓ Résultat supérieur à 2.000.000 d'Euros : versement d'une prime de 50.000 € en sus des précédents planchers, dans la limite de 100.000 €uros
- ✓ Résultat supérieur à 2.500.000 d'Euros : versement d'une prime de 50.000 € en sus des précédents planchers, dans la limite de 150.000 €uros
- ✓ Résultat supérieur à 3.000.000 d'Euros : versement d'une prime de 50.000 € en sus des précédents planchers, dans la limite de 200.000 €uros
- ✓ Résultat supérieur à 3.500.000 d'Euros : versement d'une prime de 50.000 € en sus des précédents planchers, dans la limite de 250.000 €uros
- ✓ Résultat supérieur à 4.000.000 d'Euros : versement d'une prime de 100.000 € en sus des précédents planchers, dans la limite de 350.000 €uros,
- ✓ Résultat net supérieur à 4.500.000 d'Euros : versement d'une prime de 50.000 € en sus des précédents planchers, dans la limite de 400.000 €uros,
- ✓ Résultat net supérieur à 5.000.000 d'Euros : versement d'une prime de 50.000 € en sus des précédents planchers, dans la limite de 450.000 €uros,
- ✓ Résultat net supérieur à 5.500.000 d'Euros : versement d'une prime de 50.000 € en sus des précédents planchers, dans la limite de 500.000 €uros,
- ✓ Résultat net supérieur à 6.000.000 d'Euros : versement d'une prime de 100.000 € en sus des précédents planchers, dans la limite de 600.000 €uros,

et ce pour chacun des membres du Directoire.

Etant ici rappelé que les seuils de déclenchement sont appréciés sur le résultat net avant l'attribution de la part variable.

#### ***Rémunérations exceptionnelles***

Le Conseil de Surveillance peut décider de l'attribution à un ou plusieurs membres du Directoire de rémunérations exceptionnelles, notamment à l'occasion d'opérations particulières réalisées par la Société. Le montant de la rémunération exceptionnelle ainsi décidée ne pourra pas excéder maximum de 50% de la rémunération fixe annuelle.

Le cas échéant, le versement des éléments de rémunération exceptionnelle attribués au titre de l'exercice écoulé est conditionné à l'approbation par l'Assemblée Générale Ordinaire des éléments composant la rémunération et les avantages de toute nature des membres du Directoire versés au cours de l'exercice écoulé ou attribués au titre dudit exercice (vote ex post).

#### ***Autres avantages de toute nature***

1/ La décision du Conseil d'Administration du 29 août 2003 a autorisé la société LEXIBOOK – L.E.S. à souscrire des contrats (GSC), identiques, d'assurance chômage des chefs d'entreprises, à effet au 1<sup>er</sup> septembre 2003, auprès du GAN, au profit de Messieurs Emmanuel LE COTTIER et Aymeric LE COTTIER.

La dernière autorisation de renouvellement de ces contrats a été décidée par le Conseil de Surveillance dans sa séance du 31 mars 2023, étant ici rappelé que :

- lors de la séance du Conseil de Surveillance en date du 13 mars 2009, il a été décidé que Messieurs Aymeric et Emmanuel LE COTTIER bénéficient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 du régime de base de la classe 4 et du régime complémentaire de la classe F pour une durée d'indemnisation de 24 mois avec l'option 2, leur permettant ainsi l'octroi à chacun d'une indemnisation globale sur 24 mois de 150.956 Euros ;
- lors de la séance du Conseil de Surveillance en date du 1<sup>er</sup> février 2019, il a été décidé que Messieurs Aymeric et Emmanuel LE COTTIER bénéficient à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 du régime de base de la classe 4 et du régime complémentaire de la classe G pour une durée

d'indemnisation de 24 mois avec l'option 2, leur permettant ainsi l'octroi à chacun d'une indemnisation annuelle de 93.205 Euros ;

**2/** La décision du Conseil d'Administration du 6 janvier 2005 a autorisé la société LEXIBOOK – L.E.S. à souscrire des contrats prévoyance RIP auprès du GAN, à l'identique au profit de Messieurs Emmanuel LE COTTIER et Aymeric LE COTTIER.

La dernière autorisation de renouvellement de ces contrats a été décidée par le Conseil de Surveillance dans sa séance du 31 mars 2023.

**3/** Des notes de frais sont remboursées exclusivement sur présentation de justificatifs.

### **Eléments de la politique de rémunération applicables spécifiquement aux membres du Conseil de Surveillance à raison de leur mandat**

Les membres du Conseil de Surveillance sont rémunérés par l'allocation d'une somme globale fixe allouée par l'Assemblée Générale des actionnaires et répartie par le Conseil de Surveillance entre ses membres. La répartition de cette rémunération doit tenir compte de l'assiduité des membres du Conseil de Surveillance et du temps que ceux-ci consacrent à leurs fonctions.

Le Président du Conseil de Surveillance bénéficie d'une somme complémentaire au titre de ses fonctions de Président du Conseil (article L.225-81 du Code de Commerce). Il n'est pas prévu de somme supplémentaire au titre de la participation à un comité quelconque.

#### ***Somme fixe annuelle allouée par l'Assemblée Générale des actionnaires***

L'Assemblée Générale Ordinaire du 14 Septembre 2017, en sa 7<sup>ème</sup> résolution, a fixé la rémunération globale des membres du Conseil à la somme fixe annuelle de 50.000 € valable pour l'exercice en cours jusqu'à nouvelle décision de l'Assemblée Générale.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 septembre 2018, la rémunération globale des membres du Conseil a été fixée à la somme de 6.000 €, tant pour l'exercice 2018/2019 que pour les exercices ultérieurs.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 9 septembre 2019, la rémunération globale du Conseil, par exercice, demeure fixée à la somme de 6.000 €, tant pour l'exercice 2019/2020 que pour les exercices ultérieurs.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 septembre 2021, la rémunération globale du Conseil, par exercice, a été fixée à la somme de 20.000 €, tant pour l'exercice 2020/2021 que pour les exercices ultérieurs, étant rappelé que le Conseil de Surveillance déterminera la répartition de ce montant entre ses membres.

Lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 14 septembre 2022, la rémunération globale du Conseil, par exercice, demeure fixée à la somme de 20.000 €, tant pour l'exercice 2021/2022 que pour les exercices ultérieurs.

Le montant global fixe alloué au titre de l'exercice 2022/2023 fait l'objet de la 13<sup>ème</sup> résolution soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 septembre 2023. Le montant de cette rémunération reste inchangé par rapport au précédent exercice.

#### ***Rémunération fixe du Président du Conseil de Surveillance***

Monsieur Luc LE COTTIER, en sa qualité de Président du Conseil de Surveillance, bénéficie au titre de son mandat d'une rémunération fixe annuelle qui s'élève à 36.000 €, étant ici précisé que Monsieur Luc LE COTTIER réduit significativement cette somme à chaque exercice, renonçant au solde.

Cette rémunération peut être revue annuellement par le Conseil de Surveillance.

Lors du Conseil de Surveillance du 31 mars 2022, il a été décidé, au titre de la rémunération de son activité de Président du Conseil de Surveillance, de maintenir la rémunération de son activité de Président du

Conseil de Surveillance, sur le fondement de l'article L.225-81 du Code de Commerce, à la somme de 36.000 (trente-six mille) €, à valoir sur l'exercice du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023.

Lors du Conseil de Surveillance du 31 mars 2023, il a été :

- confirmé le versement intervenu en juillet 2022 à Monsieur Luc LE COTTIER de la somme de 52.000 €, se décomposant comme suit :
  - o 6.000 € au titre des jetons de présence (exercice 2020-2021)
  - o 6.000 € au titre de sa rémunération en application de l'article L.225-81 du Code de Commerce correspondant à son activité de Président du Conseil de Surveillance (exercice 2020-2021)
  
  - o 6.000 € au titre des jetons de présence (exercice 2021-2022)
  - o 34.000 € au titre de sa rémunération en application de l'article L.225-81 du Code de Commerce correspondant à son activité de Président du Conseil de Surveillance (exercice 2021-2022)
  
- décidé de maintenir le montant de la rémunération fixe de son activité de Président du Conseil de Surveillance à la somme de 36.000 €, à valoir sur l'exercice du 1<sup>er</sup> avril 2023 au 31 mars 2024.

### ***Rémunérations exceptionnelles***

Il peut être envisagé la rémunération d'une mission exceptionnelle confiée à des membres du Conseil, sous réserve de respecter les dispositions de l'article L.225-84 du Code de Commerce.

### ***Avantages de toute nature***

Des notes de frais sont remboursées exclusivement sur présentation de justificatifs.

### **Approbation du rapport sur la rémunération des mandataires sociaux de la Société et des éléments de rémunération versés ou attribués au titre de l'exercice clos le 31 mars 2023 (9<sup>ème</sup> à 12<sup>ème</sup> résolutions)**

Sous réserve des résolutions soumises à l'Assemblée Générale des actionnaires du 13 septembre 2023 et de leur approbation par les actionnaires, les éléments composant la rémunération du Président du Conseil de Surveillance, du Président du Directoire et des autres membres du Directoire au titre de l'exercice 2022/2023 sont présentés ci-après :

Conformément à l'article L.22-10-34 II du Code de Commerce, l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires convoquée le 13 septembre 2023 doit statuer sur un projet de résolution portant sur les informations mentionnés à l'article L.22-10-9 I dudit Code.

Ces informations concernent chaque mandataire social, y compris les mandataires sociaux dont le mandat a pris fin et ceux nouvellement nommés en cours de l'exercice 2022/2023.

Doivent donc être soumis à l'approbation des actionnaires les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice 2022/2023 ou attribués au titre du même exercice par des résolutions distinctes pour le Président du Conseil de Surveillance, le Président du Directoire et les autres membres du Directoire.

En conséquence, les sous-sections ci-après présentent les informations requises au titre des dispositions législatives susmentionnées.

### XIII.1. Montant de la rémunération versée aux mandataires sociaux

Conformément aux recommandations de l'Afep-Medef, les tableaux ci-après présentent une synthèse des rémunérations de toutes natures accordées aux mandataires sociaux dirigeants, à savoir les membres du Directoire ainsi que le Président du Conseil de Surveillance

	2022/2023	2021/2022	2020/2021
<b>LE COTTIER Aymeric, Président du directoire</b>			
Rémunérations dues au titre de l'exercice	510 400	510 303	202 185
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice			
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice			
<b>TOTAL</b>	<b>510 400</b>	<b>510 303</b>	<b>202 185</b>
<b>LE COTTIER Emmanuel, Directeur Général</b>			
Rémunérations dues au titre de l'exercice	510 400	510 213	202 275
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice			
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice			
<b>TOTAL</b>	<b>510 400</b>	<b>510 213</b>	<b>202 275</b>
<b>LE COTTIER Luc, Président du Conseil de Surveillance</b>			
Rémunérations dues au titre de l'exercice (1)	40 000	40 000	12 000
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice			
Valorisation des actions de performances attribuées au cours de l'exercice			
<b>TOTAL</b>	<b>40 000</b>	<b>40 000</b>	<b>12 000</b>

(1) Les 40 000 € dus au titre de l'exercice 2022/2023 ont été provisionnés au 31/03/2023.

	2022/2023		2021/2022		2020/2021	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
<b>LE COTTIER Aymeric, Président du directoire</b>						
rémunération fixe	172 500	172 500	141 500	141 500	143 625	139 800
rémunération variable	350 000	20 000	350 000	40 000	40 000	
rémunération exceptionnelle						
jetons de présence						
avantages en nature	18 900	18 900	18 803	18 803	18 560	18 560
<b>TOTAL</b>	<b>541 400</b>	<b>211 400</b>	<b>510 303</b>	<b>200 303</b>	<b>202 185</b>	<b>158 360</b>
<b>LE COTTIER Emmanuel, Directeur Général</b>						
rémunération fixe	172 500	172 500	141 500	141 500	143 625	139 800
rémunération variable	350 000	20 000	350 000	40 000	40 000	
rémunération exceptionnelle						
jetons de présence						
avantages en nature	18 900	18 900	18 713	18 713	18 650	18 650
<b>TOTAL</b>	<b>541 400</b>	<b>211 400</b>	<b>510 213</b>	<b>200 213</b>	<b>202 275</b>	<b>158 450</b>
<b>LE COTTIER Luc, Président du Conseil de Surveillance</b>						
rémunération fixe	34 000	0	34 000	0	6 000	4 800
rémunération variable						
rémunération exceptionnelle						
jetons de présence	6 000	0	6 000	0	6 000	3 000
avantages en nature						
<b>TOTAL</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>40 000</b>	<b>0</b>	<b>12 000</b>	<b>7 800</b>

Le Président du Directoire bénéficiait d'un contrat de travail depuis son entrée dans la société. Ses fonctions n'ayant pas changées, le maintien de ce contrat paraissait normal. Le Conseil de Surveillance du 15 février 2011 s'est prononcé formellement sur cette question et a décidé la suspension des contrats de travail des deux membres du Directoire, Messieurs Aymeric et Emmanuel LE COTTIER. Leurs contrats de travail doivent être considérés comme suspendus de plein droit depuis leur nomination en qualité de membre du Directoire, soit depuis le 19 décembre 2006. Ils reprendront effet de plein droit à l'expiration de leurs mandats respectifs.

Les avantages en nature dont disposent les mandataires sociaux, membres du directoire sont des GSC (Assurance chômage des mandataires sociaux) et des assurances vie.

Le niveau et les modalités de rémunération des dirigeants sont déterminés par le Conseil de Surveillance, conformément aux exigences légales et réglementaires et en tenant compte de la recommandation R13 du code Midlenext 2016, avec notamment l'appréciation des critères d'Exhaustivité, d'Equilibre, de Benchmark, De Cohérence, de Lisibilité de Mesure et de Transparence.

Dirigeants Mandataires Sociaux	contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantage dus ou susceptible d'être du à raison de la cessation ou du changement de fonction		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
LE COTTIER Aymeric Président du directoire Date début mandat Date fin mandat	X			X		X		X
LE COTTIER Emmanuel Directeur Général - Membre du Directoire Date début mandat Date fin mandat	X			X		X		X
LE COTTIER Luc Président du Conseil de Surveillance Date début mandat Date fin mandat		X		X		X		X

Les mandataires sociaux non dirigeants n'ont perçu aucune rémunération ni jetons de présence.

Il n'y a pas eu d'actions de performance attribuées aux mandataires sociaux et aucune action de performance n'est devenue disponible.

Au 31 mars 2023, les membres du Conseil de Surveillance et du Directoire détenaient ensemble 2 397 097 actions LEXIBOOK, dont Aymeric LE COTTIER, 1 151 669 actions, Emmanuel LE COTTIER, 1 125 048 actions, Luc LE COTTIER, 118 000 actions, Gérard ABADJIAN, 20 actions, Bénédicte EVEILLARD, 1 950 actions, Pascal GANDOLFINI, 400 actions et Caroline PUECHOULTRES, 10 actions.

Le montant brut des rémunérations globales des dirigeants acquis au titre de l'exercice 2022-2023 s'est élevé à 1 122 801 €. Cette rémunération concerne deux dirigeants en qualité de Président du Directoire et de Directeur Général et le Président du Conseil de Surveillance au titre des jetons de présence et de la rémunération.

Aucun prêt et/ou garantie n'a été accordé aux Administrateurs depuis la création de la société.

Une provision de 40 000 € a été enregistrée au titre des rémunérations et des jetons de présence pour 2022/2023.

Les avantages en nature dont disposent les membres du Directoire sont des GSC (Garantie sociale des Chefs d'entreprise) selon les conditions définies par le Conseil de Surveillance ainsi que des assurances-vie.

Il est précisé que, conformément aux dispositions de la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, l'ensemble des éléments de cette politique de rémunération seront soumis au vote de la prochaine Assemblée Générale de LEXIBOOK.

### **XIII.2. Retraites et autres avantages**

Non Applicable.

## XIV. FONCTIONNEMENT DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

### XIV1. Dates d'expiration des mandats des organes d'administration et de Direction

Les règles de fonctionnement du Conseil de Surveillance et du Directoire sont fixées par les articles 17 à 33 des Statuts. La réunion du 15 février 2011 a retenu le principe d'un règlement intérieur du conseil de surveillance conforme à la recommandation dite R6 du code MiddleNext.

Le Directoire et le Conseil de Surveillance sont régis par les articles L.225-57 à L.225-93 du Code de Commerce.

Au 31 mars 2023, la composition du Conseil de Surveillance était la suivante :

**Luc LE COTTIER**, né le 17 février 1943, Président du Conseil de Surveillance, nomination le 19 décembre 2006 pour une durée de six années, qui a pris fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui a statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012, Mandat renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 26/06/2012 pour une durée de six années qui a pris fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui a statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2018. Mandat renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 13/09/2018 pour une durée de six années prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024.

**Gérard ABADJIAN**, né le 24 février 1956, Vice-président du Conseil de Surveillance, nomination le 19 décembre 2006 pour une durée de six années, qui a pris fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui a statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012, Mandat renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 26/06/2012 pour une durée de six années qui a pris fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui a statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2018. Mandat renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 13/09/2018 pour une durée de six années prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024.

**Pascal GANDOLFINI**, né le 8 juin 1961, Membre du Conseil de Surveillance, nomination le 12 septembre 2011 pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur, c'est-à-dire lors de l'assemblée générale ordinaire qui a statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012 Mandat renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 26/06/2012 pour une durée de six années qui a pris fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui a statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2018. Mandat renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire du 13/09/2018 pour une durée de six années prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024.

**Caroline PUECHOULTRES**, née le 12 avril 1969, Membre du Conseil de Surveillance, nomination le 10 septembre 2013 pour une durée de six années, prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2019, Mandat renouvelé lors de l'assemblée générale mixte du 14 septembre 2020, pour une durée de six années prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2025.

**Bénédicte EVEILLARD**, née le 5 février 1972. Membre du Conseil de Surveillance, nomination le 14 septembre 2017 pour une durée de six années, prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024.

Au 31 mars 2023, la composition du Directoire était la suivante :

**Aymeric LE COTTIER**, né le 7 avril 1969, Président du Directoire, nomination le 19 décembre 2006 pour une durée de six années, prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui a statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012, mandat renouvelé par le Conseil de Surveillance du 18 décembre 2012 pour une durée de six années jusqu'au 17 décembre 2018, mandat renouvelé par le Conseil de Surveillance du 18 décembre 2018 pour une durée de six années prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024.

**Emmanuel LE COTTIER**, né le 7 avril 1969, Directeur général, nomination le 19 décembre 2006 pour une durée de six années, prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui a statué sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2012 mandat renouvelé par le Conseil de Surveillance du 18 décembre 2012

pour une durée de six années jusqu'au 17 décembre 2018, mandat renouvelé par le Conseil de Surveillance du 18 décembre 2018 pour une durée de six années prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2024.

### **Organisation et Fonctionnement du Conseil de Surveillance**

Le Directoire détermine et arrête la stratégie d'entreprise. Le Conseil de Surveillance s'assure que les mesures prises par le Directoire s'inscrivent bien dans le cadre de l'intérêt des actionnaires et de l'intérêt social.

Le Président du Conseil de Surveillance en contact direct et régulier avec l'ensemble des membres du Conseil de Surveillance centralise les demandes puis établit un projet d'ordre du jour pour la prochaine réunion du Conseil. Il s'assure que ce projet répond bien aux attentes de chacun des membres du Conseil de Surveillance et transmet au président du Directoire la liste des dossiers à préparer pour présentation au Conseil de Surveillance à venir. L'intervention de personnes extérieures au Conseil et à l'entreprise (en dehors des Commissaires aux Comptes) est possible et laissée à l'appréciation du Président. Cette faculté n'a pas été utilisée au cours de l'exercice 2022-2023.

Lors de la tenue du Conseil les points à l'ordre du jour qui sont du seul ressort et de la compétence des membres du Conseil de Surveillance sont traités entre membres, les travaux demandés au Directoire font l'objet d'une présentation formelle par ses soins. Le Président du Directoire se fait assister, à sa convenance, par tout « directeur métier » du Comité Exécutif quand il juge que les explications directes de ces derniers seront propices à une meilleure compréhension du dossier par les membres du conseil.

Au titre de l'exercice allant du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023 douze Conseils de Surveillance se sont tenus. Le Directoire est, pour sa part, garant de la qualité des informations qu'il communique au Conseil. Il anime le Comité Exécutif et s'assure de l'application diligente et efficace de toute mesure propice à la réalisation des objectifs stratégiques. A cet égard, il met en œuvre toute action qu'il estime nécessaire et s'appuie, notamment, sur les procédures de contrôle interne mise en place dans la société. Lors de la réunion annuelle du 31 mars 2023, 100 % des membres étaient présents, et des discussions sur le fonctionnement du Conseil ont eu lieu.

Le Comité d'audit dont la création a été entérinée par le Conseil d'Administration du 26 mars 2004 a été supprimé par le Conseil de Surveillance du 15 février 2011, celui-ci assurant dorénavant cette mission, et ce conformément à l'article L823-20 du Code de commerce.

### **Représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du Conseil de Surveillance**

La Loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011 a instauré un principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des Conseils de Surveillance de certaines sociétés.

La société LEXIBOOK – L.E.S. est concernée par cette Loi.

Cette proportion de femmes au sein des Conseils de Surveillance ne peut être inférieure à 20% à l'issue de la première Assemblée Générale Ordinaire intervenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, et de 40% à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Cette préoccupation avait déjà été évoquée à l'occasion de Comités d'Audit ou de réunions informelles, intervenus avant la Loi suscitée.

Cette Loi présente l'avantage de maintenant mettre des délais très clairs pour parvenir à cet équilibre entre les hommes et les femmes au sein des Conseils de Surveillance.

En conséquence, lors de la séance du 10 septembre 2013, l'Assemblée Générale Mixte a procédé à la nomination de Madame Caroline PUECHOULTRES.

Après cette nomination, le Conseil de Surveillance compte 5 membres dont une femme et est donc en conformité avec la Loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011.

Au cours de l'exercice 2016/2017 un des membres masculins du Conseil de Surveillance a démissionné et deux candidatures féminines ont été présentées à l'Assemblée Générale qui s'est tenue en septembre 2017.

Ces deux nouveaux membres ayant été cooptés, le Conseil de Surveillance était composé de 7 membres dont 3 femmes, soit 43% de membres féminins, le Groupe LEXIBOOK était donc en conformité avec la loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011.

Au cours de l'année 2021/2022, un des membres du Conseil de Surveillance, dont le mandat arrivait à expiration, n'a pas souhaité le voir renouveler eu égard à ses obligations professionnelles et à son éloignement de la Région Ile-de-France.

A la date de l'Assemblée Générale du 14 septembre 2022, le Conseil de Surveillance était composé de 3 hommes et 3 femmes, soit 50% de membres féminins.

Courant mars 2023, un des membres du Conseil de Surveillance a démissionné, ses obligations professionnelles lui prenant beaucoup de temps et craignant de ne pas être assez disponible pour assurer son mandat de membre du Conseil de Surveillance.

Après cette démission et au 31 mars 2023, le Conseil de Surveillance compte 3 hommes et 2 femmes, soit 40% de membres féminins, le Groupe LEXIBOOK reste donc toujours en conformité avec la Loi n° 2011-103 du 27 janvier 2011.

Néanmoins, il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale la nomination de Madame Valérie GUIARD-SCHMIDT, actuellement Directrice Générale du Tigre-Yoga, qui a effectué l'ensemble de sa carrière dans le digital et qui sera un atout pour le Groupe LEXIBOOK.

Si sa nomination est adoptée par la prochaine Assemblée Générale, le Conseil de Surveillance comptera 3 hommes et 3 femmes, soit donc 50% de membres féminins, soit au-delà de ce que préconise la Loi n° 2011-103 du 27 janvier

#### **XIV2. Contrats de service liant les mandataires sociaux**

Voir paragraphe XII2.

#### **XIV3. Comités spécialisés – Comité d'audit**

Compte tenu de la composition du comité d'audit et de la taille réduite du Conseil de Surveillance, le Conseil de surveillance du 15 février 2011 a décidé de supprimer le comité d'audit dont la mission sera assurée par le Conseil de surveillance, et ce conformément à l'article L823-20 du Code de commerce. Les membres du Directoire peuvent y être invités à titre consultatif.

La composition du conseil de surveillance dans son rôle de comité d'audit est conforme aux dispositions de l'article L. 823-19 du code de commerce du fait :

- qu'il ne comprend que des membres de l'organe chargé de l'administration ou de la surveillance en fonctions dans la société, à l'exclusion de ceux exerçant des fonctions de direction,
- qu'il comprend des membres présentant, de par leurs expériences significatives en qualité de gérants de sociétés depuis de nombreuses années, des compétences particulières en matière financière ou comptable,
- qu'au moins deux de ses membres soient indépendants.

L'indépendance de ses membres a été déterminée en fonction des critères précisés par la recommandation (R3) émises au sein du code MiddleNext 2016, qui sont :

- Ne pas avoir été, au cours des cinq dernières années, et ne pas être salarié ni mandataire social dirigeant de la société ou d'une société de son Groupe.
- Ne pas avoir été, au cours des deux dernières années, et ne pas être en relation d'affaires significative avec la Société ou son Group.
- Ne pas être actionnaire de référence de la Société ou détenir un pourcentage de droits de votes significatif
- Ne pas avoir de relation de proximité ou de lien familial proche avec un mandataire social ou un actionnaire de référence,
- Ne pas avoir été, au cours des six dernières années, commissaire aux comptes de l'entreprise.

Le conseil de Surveillance du 15 février 2011 s'était prononcé favorablement sur les compétences et critères d'indépendance de ses membres tels que définis ci-dessus.

Quand le conseil de Surveillance se réunit en comité d'audit, il le fait généralement en configuration élargie à l'occasion, notamment des arrêtés des comptes annuels et semestriels. Il y invite le cas échéant les membres du directoire. Cette réunion précède les réunions de Conseil de Surveillance et passe en revue les risques exposés dans le paragraphe IV du présent document d'enregistrement universel.

Le Conseil de Surveillance veille également à ce que les rémunérations des membres du Directoire soient

alignées avec les pratiques du marché et les intérêts des actionnaires, tout en prenant en compte la réalité des missions effectuées et l'intérêt social de l'entreprise.

LEXIBOOK ne possède pas de comité de rémunérations.

#### XIV4. Déclaration relative au gouvernement d'entreprise

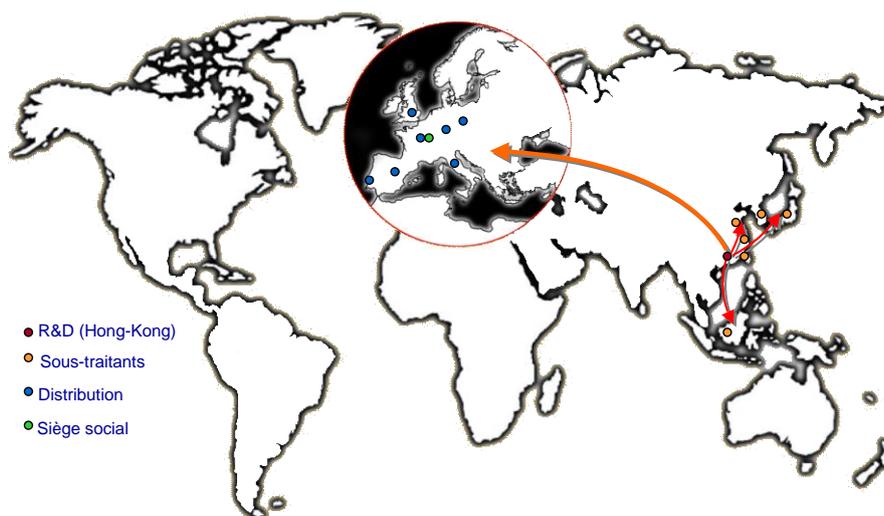
Lors de la séance du 15 février 2011, le Conseil de Surveillance, après avoir pris connaissance de l'intégralité du Code MiddleNext de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites, décide que son contenu s'inscrit dans la démarche de gouvernement d'entreprise de la société, et que le Code MiddleNext de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites est celui auquel se réfèrera la société pour l'élaboration du rapport prévu à l'article L.225-68 du code de commerce, et ce à compter de l'exercice 2011-2012.

#### XIV5. Informations sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne

##### Procédures de contrôle interne mises en place par la société

##### Organisation générale : des implantations stratégiques et des moyens mutualisés

Le Groupe LEXIBOOK bénéficie d'implantations stratégiques dans différentes zones géographiques, que ce soit dans le domaine de la recherche, de la production ou de la distribution.



LEXIBOOK SA, holding du Groupe, intervient dans toute la chaîne de valeur, de la conception du produit au SAV auprès des clients finaux. La société mère LEXIBOOK SA développe une activité de distribution sur le marché français et européen. Les filiales espagnoles et américaines n'ont qu'une activité de service (assistance à la vente) et ne facturent en principe pas.

La filiale hongkongaise est en charge du design des produits : développement des moules, design des produits, ingénierie technique et programmation des softwares (définition du cahier des charges uniquement, la programmation est sous-traitée à des SSII).

Un cahier des charges (type de produit, quantité, mode de transport, etc.) est transmis par LEXIBOOK SA à sa filiale hongkongaise. Cette dernière gère le sourcing et les commandes en direct avec les sous-traitants O.E.M.

LEXIBOOK Hong Kong assiste les O.E.M. dans le cadre de la mise aux normes des produits et du respect des cahiers des charges. La filiale accompagne ses sous-traitants dans la fabrication de produits visant l'atteinte d'un prix cible : suggestions d'autres composants ou matériaux de construction, de nouvelles techniques de fabrication, etc.

LEXIBOOK IBERIA intervient comme un bureau pour appuyer le service client de LEXIBOOK SA. Quelques facturations domestiques sont réalisées.

LEXIBOOK USA n'a pas de personnel et ne sert qu'à la facturation en Amérique du Nord.

LEXIBOOK s'appuie sur une cinquantaine de sous-traitants chinois pour assurer la fabrication des produits. Les circuits intégrés développés par LEXIBOOK sont « masqués » avant d'être transmis aux sous-traitants afin d'éviter tout transfert de connaissance.

Le SAV est géré directement par LEXIBOOK SA pour l'ensemble de ses gammes hormis les tablettes, en raison notamment du faible niveau de retour pour défectueux. Ce faible taux permet à LEXIBOOK d'échanger systématiquement les produits retournés par des produits neufs au client final, afin de le satisfaire au mieux. Le produit est ensuite échangé ou avoirisé au revendeur.

Le SAV de la gamme tablette, secteur spécifique pour le Groupe, a été confié à un prestataire extérieur, partenaires de marques mondialement connue, depuis octobre 2013.

Ce prestataire SAV répond aujourd'hui en moyenne en 72 heures, ce qui nous permet d'avoir aujourd'hui une qualité de service digne des plus grandes marques.

Au 31 mars 2023 les filiales de LEXIBOOK S.A. sont les suivantes :

Liste des filiales et participations	% de participation et des droits de vote détenus par le Groupe au 31/03/2023	% de participation et des droits de vote détenus par le Groupe au 31/03/2022
Lexibook Hong Kong Limited	99,9%	99,9%
Lexibook Iberica SL	99,9%	99,9%
Lexibook USA	100,0%	100,0%

### Mise en œuvre et limites du contrôle interne au cours de l'exercice 2022-2023

Compte tenu de l'impact des risques potentiels inhérent aux fonctions sourcing et recherche et Développement, le Président du Directoire se déplace habituellement quatre à cinq fois par an à Hong Kong pour contrôler la mise en œuvre des procédures existantes et apporter les améliorations nécessaires. Cette année, les contrôles ont eu lieu à distance, notamment par vidéo, les déplacements n'étant pas possibles du fait de la pandémie. Les travaux de contrôle visant à optimiser ces cycles n'ont révélé aucun dysfonctionnement important.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier. Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

D'autre part, compte tenu de la taille de la société, les dispositifs de contrôle interne reposent sur un nombre limité de personnes, en particulier pour ce qui concerne d'une part la supervision des opérations et d'autre part la séparation des tâches.

### Procédures attachées à l'élaboration de l'information financière

#### Cadre général de l'élaboration et du contrôle de l'information financière

LEXIBOOK a mis en place des procédures écrites dont les Directeurs et chefs de service veillent à la bonne application sous le contrôle du Directoire. Dans le courant de l'année 2023 les procédures ont été collectées, analysées et regroupées au sein d'un unique manuel des procédures (« Manuel d'Information du Management »).

Le manuel des procédures a une forte orientation comptable et financière et près de 70% de son contenu a pour objet de fournir, à l'ensemble des sociétés du Groupe LEXIBOOK, des règles et méthodes relatives à l'élaboration de l'information financière. Et ce, que cette information soit à destination du management ou qu'elle soit destinée à des communications externes.

Les procédures couvrent les domaines principaux suivants : le rôle du Directeur Administratif et Financier Groupe et des Directeurs Administratifs et Financiers locaux, le Reporting de gestion, la tenue et la conservation des livres légaux, les assurances, les règles et méthodes comptables, les procédures d'investissement et corrélativement les niveaux d'habilitation pour l'engagement de dépenses, les règles d'approbation des contrats moyen ou long terme, la politique de financement du Groupe ou les procédures spécifiques relatives à la Recherche et au Développement.

Dans l'élaboration de l'information financière le rôle des Directeurs Administratifs et Financiers est plus spécifiquement marqué. Le manuel des procédures précise le champ de leurs fonctions et de leurs responsabilités :

« Le rôle et les responsabilités d'un Directeur Administratif et Financier (ou son équivalent) au sein d'une filiale LEXIBOOK sont larges et variés (...). Cette section a pour objet de documenter ses responsabilités majeures inhérentes à la bonne tenue des livres légaux au nom et pour le compte de l'actionnaire majoritaire final LEXIBOOK S.A.(....) Sont décrites ci-dessous les zones majeures qui nécessitent d'être surveillées de près pour s'assurer que les livres légaux sont correctement tenus et reflètent le plus justement possible la situation financière de la filiale à tout instant. (...) Le Directeur Administratif et Financier :

S'assure que les livres comptables de la filiale sont correctement tenus, qu'ils reflètent fidèlement la situation financière et qu'ils permettent un audit aisé et efficace en accord avec les règles du Groupe.

S'assure que TOUTES les règles et procédures en vigueur chez LEXIBOOK sont appliquées ou qu'une demande de dispense formelle existe si des circonstances exceptionnelles le justifient.

S'assure que les points de dysfonctionnement soulevés par l'audit interne ou externe sont correctement et rapidement communiqués puis résolus.

S'assure que les livres fiscaux et documents liés soient tenus conformément aux règles édictées par les autorités compétentes.

S'assure que toutes les pratiques financières de la filiale dont il a la charge sont conformes aux procédures du Groupe et notamment les règles relatives à l'éthique du personnel employé.

Effectue une revue personnelle suffisante des Systèmes d'Informations, des procédures et des éléments comptables pour être pleinement satisfait quant à la réalisation des points précédents.

S'assure de l'existence d'un plan de succession pour tout membre clé de l'équipe « finance et administration ».

S'assure que les responsabilités et les niveaux d'engagements du personnel d'encadrement ont été correctement et à juste titre définis, et que les responsabilités sont déléguées de manière appropriée dans le strict cadre des autorisations dont chacun bénéficie.

Il est de la responsabilité du Directeur Administratif et Financier d'informer immédiatement le Directeur Général de la filiale et le Directeur Administratif et Financier du Groupe si un dysfonctionnement significatif dans les systèmes d'information et les procédures peut entraver l'atteinte d'un des objectifs assignés ci-dessus. »

### **Les circuits financiers**

Bien entendu, et au-delà des seules obligations légales, la société s'appuie sur différents états de gestion pour quantifier les effets financiers des décisions stratégiques arrêtées par le conseil aussi bien à moyen terme (plan stratégique) qu'à court terme (budget), pour contrôler la performance des filiales vis-à-vis du budget et de l'année précédente (états financiers mensuels : compte de résultat, bilan et tableau des flux de trésorerie) ou encore pour prévenir certains risques financiers (« reporting crédit management », reporting de « position devises », présentation des demandes d'investissement au Comité Exécutif...).

Tous les états de gestion sont établis dans des formats homogènes publiés par la maison mère et selon les règles et méthodes du Groupe. La remontée régulière de ces documents vers le siège offre de multiples occasions de s'assurer de la qualité générale de l'information financière.

Ces différents reporting ont été mis en place progressivement au cours des dernières années. Aujourd'hui on constate une qualité relative satisfaisante et accessoirement différentes voies d'amélioration dans la mesure où l'entreprise cherche continuellement à optimiser ses outils de gestion.

### **La sécurisation des circuits financiers**

Le contrôle et l'analyse des informations, avant leur agrégation pour diffusion au Comité Exécutif, relève de la responsabilité principale des départements Contrôle de Gestion, Consolidation et Credit Management centraux.

### **Audit de l'information financière**

L'application de l'ensemble des règles et principes fondamentaux évoqués ci-dessus fait l'objet de contrôles réguliers dans le cadre de la supervision par le management des opérations de la société.

L'audit légal des comptes, en mars de chaque année, est aussi l'occasion de s'assurer que les objectifs de « qualité de l'information financière » sont atteints.

### Limitations apportées par le Conseil de Surveillance aux pouvoirs du Directeur Général.

A ce jour, il n'y a aucune limitation qui viendrait s'ajouter à celles déjà inscrites dans les cadres légaux ou réglementaires.

### Principes et règles de détermination des rémunérations et avantages en nature accordés aux mandataires sociaux

Dans les SA à Directoire et Conseil de Surveillance, le pouvoir d'arrêter les principes et règles de détermination des rémunérations et avantages en nature accordés aux mandataires sociaux appartient au Conseil de Surveillance.

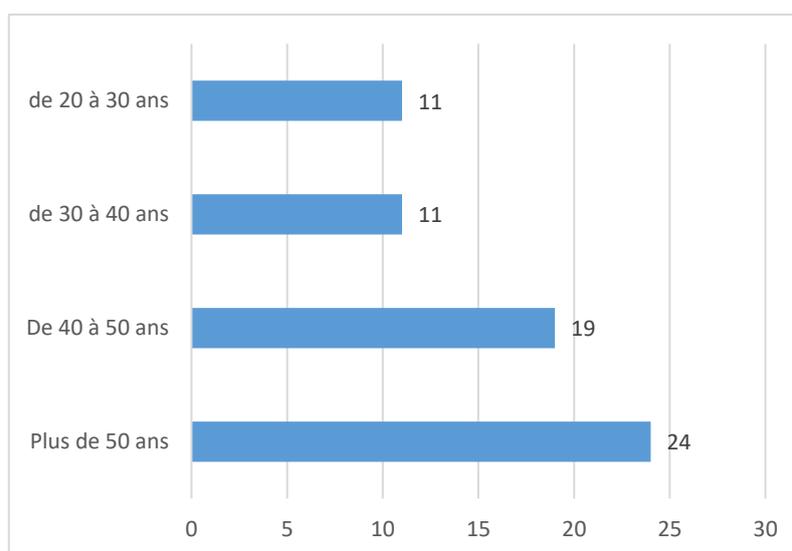
## XV. SALARIES

### XV1. Effectifs à la fin de la période couverte

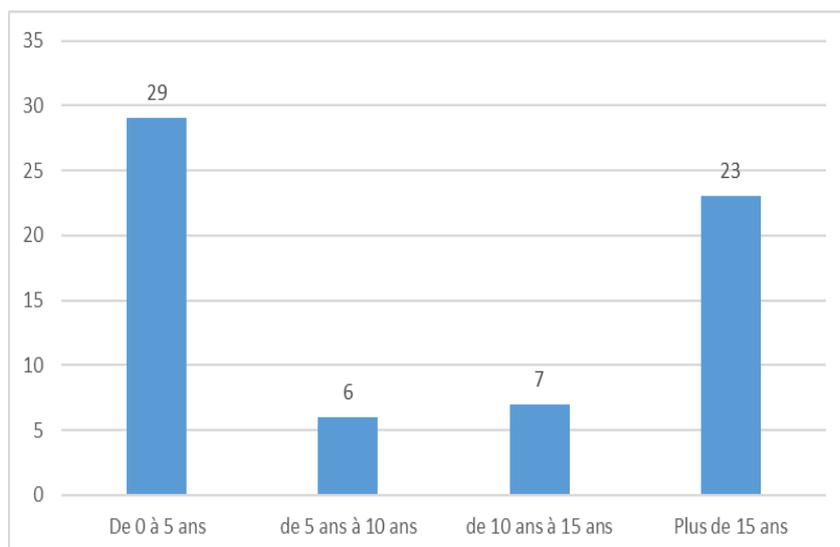
Au 31 mars 2023 l'effectif du Groupe est de 65 personnes répartis de la manière suivante :

- France : 22 personnes
- Espagne : 2 personnes
- Hong Kong : 41 personnes

La moyenne d'âge de l'effectif est la suivante :



L'ancienneté moyenne est la suivante :



La répartition Homme/Femme est la suivante :

Hommes	29
Femmes	36
Total	65

Conformément aux dispositions de l'article L.225-102-1 du code de Commerce, vous trouverez ci-après les informations relatives aux conséquences sociales de l'activité de la Société.

**A) L'effectif total, les embauches en distinguant les contrats à durée déterminée et les contrats à durée indéterminée et en analysant les difficultés éventuelles de recrutement, les licenciements et leurs motifs, les heures supplémentaires, la main d'œuvre extérieure à la Société et le cas échéant, les informations relatives aux plans de réduction des effectifs et de sauvegarde de l'emploi, aux efforts de reclassement, aux réembauches et aux mesures d'accompagnement.**

Au 31 mars 2023, la société emploie 65 personnes.

Société du Groupe	CDI	CDD	Contrat de Professionnalis ation	Contrat d Apprentissage	Total 31/03/2023
LEXIBOOK IBERICA	2				2
LEXIBOOK France	21	1	0	0	22
LEXIBOOK Hong Kong	41				41
LEXIBOOK US					0
	<b>64</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>65</b>

La population, jeune et dynamique de la société entraîne un turnover classique qui amène à rechercher des candidats de façon permanente, essentiellement pour des remplacements de départs ou d'absence de type congés maternités.

Le Groupe n'a procédé à aucun licenciement, entre le 1er avril 2022 et le 31 mars 2023 :

- 0 licenciements pour cause réelle et sérieuse.

Par ailleurs, sur cette période, notre société a également géré dans le cadre de départs :

- 0 rupture conventionnelle,
- 11 démissions,
- 0 ruptures de période d'essai à l'initiative de notre société,
- 1 rupture de période d'essai à l'initiative du salarié,
- 2 départs à la retraite,
- 0 fins de contrat à durée déterminée.

Société du Groupe	Licenciements pour faute grave	Licenciements pour cause réelle et sérieuse	Ruptures conventionnelles	Démissions	Départ à la retraite	Fin de contrat à durée déterminée	Rupture de la période d'essai	Total 31/03/2023
LEXIBOOK IBERICA	0	0	0	0	0	0	0	0
LEXIBOOK France	0	0	0	7	2	0	1	10
LEXIBOOK Hong Kong	0	0	0	4	0	0	0	4
LEXIBOOK US	0	0	0	0	0	0	0	0
	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>14</b>

le nombre d'heures supplémentaires effectuées par les salariés de la société Lexibook France, sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023 s'élève à 326.50 heures et représente un coût brut de 5 636.72 euros.

### **B) L'organisation du temps de travail, la durée de celui-ci pour les salariés à temps plein et les salariés à temps partiel, l'absentéisme et ses motifs.**

Le travail de la Société « LEXIBOOK France » est essentiellement organisé, hors les cadres au forfait et les cadres dirigeants, sur des plannings hebdomadaires de 39 heures ou sur des plannings de 37,5 heures hebdomadaires avec octroi de jours de repos (RTT). Depuis fin 2008, toutes les nouvelles embauches de non-cadres ou de cadres ne bénéficiant pas de contrats au forfait jours, se font systématiquement sur des plannings de 39 heures hebdomadaires.

Le travail de la Société « LEXIBOOK Hong-Kong », est essentiellement organisé sur des plannings lissés sur 45 heures hebdomadaires.

Le taux d'absentéisme global de la société est non significatif.

### **C) Les rémunérations et leur évolution, les charges sociales, l'application des dispositions du titre IV du livre IV du code du travail (intéressement, participation, plan d'épargne salariale), l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes**

Les augmentations sont toujours accordées en respectant les principes d'équité entre les salariés et de préservation de la compétitivité de l'entreprise. Des augmentations générales annuelles peuvent être accordées, accompagnées d'augmentations individuelles liées à l'évolution des fonctions, à la réalisation d'objectifs ou pour récompenser des performances. La majorité des cadres de la Société sont associés aux résultats de l'entreprise par la mise en place d'un régime de prime basé sur le montant du résultat net consolidé, qui a pour but de les encourager, mais aussi de les retenir et de les motiver.

Le montant des charges sociales au titre de 2022/2023 s'élève à 1 022 776 € ce qui représente une masse salariale totale (charges +rémunérations) de 4 964 968 € soit 9,69 % du chiffre d'affaires de l'exercice (contre 9.88 % l'exercice précédent).

Aucune inégalité professionnelle entre les femmes et les hommes n'est pratiquée au sein de la société, celle-ci veillant à ce qu'un même poste occupé par un homme ou une femme donne lieu à la même rémunération.

### **D) Les relations professionnelles et le bilan des accords collectifs**

L'effectif moyen en France de la Société durant l'exercice étant inférieur à 50, aucun accord relatif à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise n'a été signé.

### **E) Les conditions d'hygiène et de sécurité et Œuvres sociales**

L'effectif moyen en France de la Société durant l'exercice étant inférieur à 50, il n'existe aucun comité agissant en ce sens.

### **F) La Formation**

La Société LEXIBOOK s'attache à prendre en compte le facteur humain qui contribue à la création de valeur ajoutée et représente un facteur clé de la compétitivité du Groupe. La Société engage des dépenses de formation s'adressant potentiellement à l'ensemble de ses salariés. Des programmes spécifiques sont définis en fonction des besoins identifiés (formations techniques, mise à niveau de compétence, apprentissage de langues étrangères, stage de management...) et des obligations légales.

La société LEXIBOOK investit dans la formation professionnelle de ses salariés et dépense chaque année la totalité de son budget formation.

### G) Emploi et insertion des travailleurs handicapés

Au cours de l'exercice, le Groupe n'a pas eu recours à un C.A.T. mais emploie un travailleur handicapé dans sa filiale hongkongaise.

### H) L'importance de la sous-traitance et la manière dont la Société promeut auprès de ses sous-traitants et s'assure du respect par ses filiales des dispositions des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail.

La filiale LEXIBOOK Hong Kong achète principalement ses produits auprès de plusieurs usines en Asie. LEXIBOOK France et ses filiales étant en charge ensuite de les commercialiser.

LEXIBOOK a imposé à ses usines, par des cahiers des charges précis, que soient strictement appliqués les principes des conventions fondamentales de l'O.I.T. et plus particulièrement au regard du travail des enfants. Ces usines sont visitées au moins une fois par an par un membre de la direction du Groupe afin de s'assurer notamment du respect de ces principes et/ou par des cabinets d'audit indépendants.

### I) La manière dont la Société prend en compte l'impact territorial de ses activités en matière d'emploi et de développement régional.

Du fait de la localisation de la Société Mère sur le site « Des Ulis », des emplois se sont créés sur cette région.

## XV2. Stocks options et/ou autres avantages attribués aux mandataires sociaux

Il n'existe aucun plan de stock option.

## XV3. Stocks options et/ou autres avantages attribués aux salariés

NEANT

## XVI. PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

### XVI1. Répartition actuelle du capital social et des droits de vote

La répartition du capital au 31 mars 2023 est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
Luc Le Cottier	118 000	1,52%	185 464	1,84%
Aymeric Le Cottier	1 151 669	14,83%	2 294 015	22,75%
Emmanuel Le Cottier	1 125 048	14,49%	2 231 839	22,13%
Famille Le Cottier	3 150	0,04%	4 350	0,04%
Concert familial	2 397 867	30,89%	4 715 668	46,76%
Actions identifiées à droit de vote double	3 401	0,04%	6 802	0,07%
Actions identifiées à droit de vote simple	43 253	0,56%	43 253	0,43%
Vatel Capital	326 106	4,20%	326 106	3,23%
Public	4 992 692	64,31%	4 992 692	49,51%
Total	7 763 319	100,00%	10 084 521	100,00%

La société est contrôlée à hauteur de 30.89 % par des membres de la famille Le Cottier (Parents & Fils), qui exercent de fait une action de concert. Il n'existe pas de mesure particulière prise en vue d'assurer que ce contrôle ne soit pas exercé de manière abusive, hormis l'existence du Conseil de Surveillance.

## **XVI2. Droits de vote différenciés**

Conformément au paragraphe 18.2 de l'Annexe 1 du Règlement Européen n° 809-2004, nous vous indiquons que les principaux actionnaires ne disposent pas de droits de vote différents des autres actionnaires, hors attribution de droits de vote doubles déclarés par la famille Le Cottier pour 2 317 801 actions.

Conformément à la 14ème résolution, le directoire du 9 décembre 2010 a procédé à une augmentation de capital de 18.100,50 euros par émission de 36.201 actions nouvelles.

Conformément à la 15ème résolution, le directoire du 24 février 2011 a procédé à une augmentation de capital de 1 164 269 euros par émission de 2 328 538 actions nouvelles avec une prime d'émission de 0.51 euro par action nouvelle.

Conformément à la 10ème résolution, le directoire du 2 janvier 2012 a procédé à une réduction de capital de 21 020 € par annulation de 42 040 actions propres détenues par la société.

Conformément à la 2ème résolution, le directoire du 27 janvier 2012 a procédé à une augmentation de capital par conversion des obligations Turenne Capital, de 120 482,50 €, en émettant 240 965 actions nouvelles sur la base d'une parité de conversion de 4,15 €, dont 3,65 € affectés en prime d'émission.

Conformément à la 2ème résolution, le directoire du 12 mai 2014 a procédé à une augmentation de capital par conversion des obligations Turenne Capital, de 46 186.50 €, en émettant 92 373 actions nouvelles sur la base d'une parité de conversion de 5.41 €, dont 4,91 € affectés en prime d'émission.

Conformément à la 19ème résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 juillet 2015, le directoire du 3 Août 2015 a procédé à une augmentation de capital avec suppression des droits préférentiels de souscription, de 413 338,50 euros par émission de 862 677 actions nouvelles avec une prime d'émission de 1.77 euro par action nouvelle.

Conformément à la 17ème résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 juillet 2015, le directoire du 26 mai 2016 a procédé à une augmentation de capital avec maintien des droits préférentiels de souscription, de 644 893,50 euros par émission de 1 289 787 actions nouvelles avec une prime d'émission de 1.50 euro par action nouvelle.

Conformément à la 17ème résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 24 juillet 2015, le directoire du 22 mai 2017 a procédé à l'émission gratuite de BSAR à raison de chaque action détenue. Au terme de la période de souscription le 30 novembre 2017, une augmentation de capital de 287 985 € a été constatée par émission de 575 970 actions nouvelles avec une prime d'émission de 1.26 euro par action nouvelle.

Conformément à la 15ème résolution de l'Assemblée Générale du 13 septembre 2018, le directoire du 11 décembre 2019 a procédé à une augmentation de capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription par une offre visée au 1° de l'article L.411-2 du code monétaire et financier (anciennement libellé L.411-2-II) de 468 750 € par émission de 937 500 actions nouvelles avec une prime d'émission de 1.10 euro par action nouvelle.

Depuis cette date, nous vous confirmons, qu'au mieux de notre connaissance, il n'y a pas eu de changements dans la répartition du capital et des droits de vote.

## **XVI3. Contrôle de la société**

Cf. § XVI 1

## **XVI4. Description d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement dans le contrôle**

Non Applicable

## **XVII. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES**

Au cours des exercices clos au 31 mars 2023, 2022 et 2021 et jusqu'à la date du présent document d'enregistrement universel, la société a conclu les conventions suivantes avec des apparentés :

### **Pour des opérations conclues à des conditions courantes :**

Aucune convention, autre que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, n'est intervenue au cours de l'exercice 2022-2023, directement ou par personne interposée, entre une filiale de la Société et le Directeur général, l'un des administrateurs ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la Société.

### **Pour des opérations conclues sous conventions réglementées**

#### **Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023**

A l'Assemblée générale de la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-58 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-58 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

#### **Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé :**

En application de l'article L. 225-88 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

#### **Garantie donnée par Lexibook Linguistic Electronic System S.A. pour des lettres de garanties standards pour 4,947 M USD**

Personnes concernées :

Membre du Conseil de Surveillance concerné : Monsieur Luc LE COTTIER

Membres du Directoire concernés : Messieurs Aymeric LE COTTIER et Emmanuel LE COTTIER

Modalités :

Le Conseil de Surveillance du 30 janvier 2023 a autorisé la signature de tout document afférant à la mise en place de la ligne d'émission de lettres de garanties standard (ci-après " SBLC "), au profit de la société Lexibook Hong Kong Limited, filiale à 100% de Lexibook Linguistic Electronic System S.A., et ce pour la période du 1er février 2023 au 31 janvier 2024, selon les montants suivants :

Pour HSBC : SBLC en faveur de HSBC Hong Kong en couverture des lignes octroyées à Lexibook Hong Kong Limited : 1 336 239 dollars, soit 1 161 947 euros ;

Pour la BNP PARIBAS : SBLC en faveur de BNPP Hong Kong en couverture des lignes octroyées à Lexibook Hong Kong Limited : 1 781 339 dollars, soit 1 548 990 euros ;

Pour la SOCIETE GENERALE :

- SBLC en faveur de SOCIETE GENERALE Hong Kong en couverture totale des lignes octroyées à Lexibook Hong Kong Limited : 1 329 738 dollars, soit 1 156 294 euros ;
- SBLC en faveur de CITI BANK Hong Kong en couverture totale des lignes octroyées à Lexibook Hong Kong Limited : 500 000 dollars, soit 434 782 euros.

Motifs justifiant de l'intérêt de cette convention pour la société Lexibook :

La mise en place de ces SBLC permettra le maintien de l'ouverture des lignes de crédit citées plus avant, et ce dans l'intérêt de la société LEXIBOOK Hong-Kong, filiale à 100% de la société LEXIBOOK – L.E.S.

Il est rappelé que la société LEXIBOOK Hong-Kong a en charge des fonctions extrêmement importantes pour la SA LEXIBOOK – L.E.S., telles la recherche et le développement, la gestion et la fabrication des produits, outre une activité de commercialisation hors groupe essentielle dans le cadre de la stratégie de la société.

#### **Acte de cautionnement solidaire au profit de la Société Générale pour 1,83 M USD**

Personnes concernées :

Membre du Conseil de Surveillance concerné : Monsieur Luc LE COTTIER

Membres du Directoire concernés : Messieurs Aymeric LE COTTIER et Emmanuel LE COTTIER

Modalités :

Le Conseil de Surveillance du 22 mars 2023 a autorisé la signature de l'acte de cautionnement solidaire sur la Ligne de Stand By Letter Of Credit d'un montant global de 1 591 077 euros, soit 1 829 738 dollars par la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A. de sa filiale à 100%, la société Lexibook Hong Kong Limited, au profit de la Banque SOCIETE GENERALE.

Motifs justifiant de l'intérêt de cette convention pour la société Lexibook :

La mise en place de ces SBLC permet le maintien de l'ouverture des lignes de crédit citées plus avant, et ce dans l'intérêt de la société LEXIBOOK Hong-Kong, filiale à 100% de la société LEXIBOOK – L.E.S.

L'autorisation objet du PV du CS du 21 mars 2022 a pour but de formaliser le cautionnement solidaire par la société LEXIBOOK – L.E.S. France de sa filiale à 100%, la société LEXIBOOK Hong-Kong, et ce au profit de la banque garantie, la SOCIETE GENERALE, pour la somme suscitée en principal de 1.591.077 Euros, garantie à 100%.

Il est rappelé que la société LEXIBOOK Hong-Kong a en charge des fonctions extrêmement importantes pour la SA LEXIBOOK – L.E.S., telles la recherche et le développement, la gestion et la fabrication des produits, outre une activité de commercialisation hors groupe essentielle dans le cadre de la stratégie de la société.

## **CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

### **Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-57 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### **Garantie donnée par Lexibook Linguistic Electronic System S.A. pour des lettres de garanties standards pour 4,947 M USD**

Personnes concernées :

Membre du Conseil de Surveillance concerné : Monsieur Luc LE COTTIER

Membres du Directoire concernés : Messieurs Aymeric LE COTTIER et Emmanuel LE COTTIER

Modalités :

Le Conseil de Surveillance du 25 janvier 2022 a autorisé la signature de tout document afférant à la mise en place de la ligne d'émission de lettres de garanties filiale à 100% de Lexibook Linguistic Electronic System S.A., et ce pour la période du 1er février 2022 au 31 janvier 2023, selon les montants suivants :

Pour HSBC : SBLC en faveur de HSBC Hong Kong en couverture des lignes octroyées à Lexibook Hong Kong Limited : 1 336 239 dollars, soit 1 161 947 euros ;

Pour la BNP PARIBAS : SBLC en faveur de BNPP Hong Kong en couverture des lignes octroyées à Lexibook Hong Kong Limited : 1 781 339 dollars, soit 1 548 990 euros ;

Pour la SOCIETE GENERALE :

- SBLC en faveur de SOCIETE GENERALE Hong Kong en couverture totale des lignes octroyées à Lexibook Hong Kong Limited : 1 329 738 dollars, soit 1 156 294 euros ;

- SBLC en faveur de CITI BANK Hong Kong en couverture totale des lignes octroyées à Lexibook Hong Kong Limited : 500 000 dollars, soit 434 782 euros.

### **Acte de cautionnement solidaire au profit de la Société Générale pour 1,83 M USD**

Personnes concernées :

Membre du Conseil de Surveillance concerné : Monsieur Luc LE COTTIER

Membres du Directoire concernés : Messieurs Aymeric LE COTTIER et Emmanuel LE COTTIER

Modalités :

Le Conseil de Surveillance du 21 mars 2022 a autorisé la signature de l'acte de cautionnement solidaire sur la Ligne de Stand By Letter Of Credit d'un montant global de 1 591 077 euros, soit 1 829 738 dollars par la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A. de sa filiale à 100%, la société Lexibook Hong Kong Limited, au profit de la Banque SOCIETE GENERALE.

### **Frais de structure et d'assistance avec Lexibook Hong Kong Limited**

Personnes concernées :

Membre du Conseil de Surveillance concerné : Monsieur Luc LE COTTIER

Membres du Directoire concernés : Messieurs Aymeric LE COTTIER et Emmanuel LE COTTIER

Modalités :

Le Conseil de Surveillance du 31 mars 2023 a entériné le montant facturé des frais de structure et d'assistance, intervenus du 1er avril 2022 au 31 mars 2023, à la filiale hongkongaise, en fonction du contrat existant, pour 385.722,50 euros.

## **Bail commercial du 4 décembre 2017**

Personnes concernées :

Membre du Conseil de Surveillance concerné : Monsieur Luc LE COTTIER

Membres du Directoire concernés : Messieurs Aymeric LE COTTIER et Emmanuel LE COTTIER

Modalités :

Un bail commercial a été signé le 4 décembre 2017 entre la SCI TRIO, dont Messieurs Luc LE COTTIER, Emmanuel LE COTTIER et Aymeric LE COTTIER sont associés, et la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A. Un avenant en date du 23 décembre 2021 au suscite bail commercial signé le 4 décembre 2017 entre la SCI TRIO et la société LEXIBOOK – L.E.S. SA. Cet avenant porte sur une augmentation du loyer le passant de 10.000 € HT HC/mois à 11.500 € HT HC/mois et ce à compter du 1er janvier 2022, le montant du dépôt de garantie n'ayant pas été réajusté. Cette convention a préalablement été entérinée par le Conseil de Surveillance le 23 décembre 2021. Pour la période du 1er avril 2022 au 31 mars 2023, le montant des loyers et charges locatives pris en charge s'élève à 164.836 euros hors taxes.

## **Honoraires du Conseiller Juridique**

Personnes concernées :

Membre du Conseil de Surveillance concerné : Monsieur Gérard ABADJIAN

Modalités :

La SELARL A&C Associés, dont Monsieur Gérard ABADJIAN est Gérant associé, facture des honoraires pour ses fonctions de Conseiller Juridique auprès de la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A. Le Conseil de Surveillance du 31 mars 2023 a entériné les honoraires comptabilisés sur l'exercice, qui se sont élevés à 37.392,46 euros hors taxes.

## **Contrat d'assurance chômage et de prévoyance**

Personnes concernées :

Membres du Directoire concernés : Messieurs Aymeric LE COTTIER et Emmanuel LE COTTIER

Modalités :

Le Conseil de Surveillance du 1er février 2019, a autorisé la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A. à procéder à une actualisation des garanties dont bénéficiaient Messieurs Aymeric et Emmanuel LE COTTIER dans le cadre des contrats GSC souscrits auprès du GAN, leur permettant d'opter à compter du 1er janvier 2019 pour le régime de base de la classe 4 et du régime complémentaire de la classe G pour une durée d'indemnisation de 24 mois avec l'option 2, leur permettant ainsi l'octroi à chacun d'une indemnisation annuelle de 93 205 euros.

En rappel : le Conseil de Surveillance du 31 mars 2022, avait autorisé la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A. à renouveler les contrats suivants, souscrits au profit de Messieurs Aymeric LE COTTIER et Emmanuel LE COTTIER :

- Contrat d'assurance chômage des chefs d'entreprise souscrit à des conditions identiques, permettant à chacun de percevoir, pendant une année, une indemnité et un capital de reconversion, en l'hypothèse de perte de leur activité professionnelle. Ce contrat a pris effet au 1er septembre 2003. Le Conseil de Surveillance du 13 mars 2009, avait décidé de porter, à compter du 1er janvier 2009, la durée d'indemnisation à 24 mois ;
- Contrat de Prévoyance, souscrit en 2005.

Les primes d'assurances comptabilisées en charges sur l'exercice se sont élevées à 25 351 euros au titre de l'assurance chômage des chefs d'entreprise.

Les primes d'assurances comptabilisées en charges sur l'exercice se sont élevées à 12 904 euros au titre des contrats Prévoyance RIP.

## Avances de trésorerie

Personnes concernées :

Membre du Conseil de Surveillance concerné : Monsieur Luc LE COTTIER

Membres du Directoire concernés : Messieurs Aymeric LE COTTIER et Emmanuel LE COTTIER

Modalités :

Le Conseil de Surveillance du 31 mars 2023 a renouvelé l'autorisation, donnée au Directoire, d'accorder les avances de trésorerie au profit des sociétés filiales de la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A.

Les avances de trésorerie au profit des sociétés filiales s'élèvent au 31 mars 2023 à :

Lexibook Iberica :	101.433,53 euros
Lexibook Hong Kong:	19.298.976,45 euros
Lexibook USA :	1.102.016,50 euros

Ces avances ne sont pas rémunérées.

## Garantie donnée par Lexibook Linguistic Electronic System S.A. au profit de Citibank pour un montant de crédit court terme de 3 000 000 dollars

Personnes concernées :

Membre du Conseil de Surveillance concerné : Monsieur Luc LE COTTIER

Membres du Directoire concernés : Messieurs Aymeric LE COTTIER et Emmanuel LE COTTIER

Modalités :

Le Conseil de Surveillance du 19 mars 2013 a autorisé la convention entre la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A., la société Lexibook Hong Kong Limited ayant son siège à Hong Kong, filiale de la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A., et la Citibank, au terme de laquelle la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A. apparaît comme garant (" Guarantor ") des engagements de sa filiale portant sur un montant de crédit court terme à hauteur de 3 300 000 dollars.

Il est ici précisé que selon la lettre de la CitiBank en date du 29 octobre 2019 "Facility Letter", la facilité de crédit, à compter de cette date, est à hauteur d'une limite globale de 1,3 M USD avec les sous-limites suivantes :

- a) 500 000 dollars pour l'émission de lettres de crédit et de prêts de reçus de fiduciaire ; et
- b) 800 000 dollars pour la négociation des factures d'exportation.

Cette convention a pris fin le 31 janvier 2023, les sociétés LEXIBOOK – L.E.S. et LEXIBOOK HK Limited étant dégagées de leurs engagements à l'égard de la société CitiBank dans le cadre de la « Facility Letter » du 29 octobre 2019.

## Abandon de créance

Personnes concernées :

Membre du Conseil de Surveillance concerné : Monsieur Luc LE COTTIER

Membres du Directoire concernés : Messieurs Aymeric LE COTTIER et Emmanuel LE COTTIER

Modalités :

Le Conseil de Surveillance du 2 juillet 2018 a autorisé l'abandon, au profit de la filiale chinoise, la société Lexibook Hong Kong Limited, de la créance qu'elle détient sur celle-ci à hauteur de 1 400 000 (un million

quatre cent mille) euros au 31 mars 2018 afin de restaurer sa situation nette comptable. Cet abandon de créance est assorti d'une clause de retour à meilleure fortune d'une validité de dix ans à compter du 2 juillet 2018. Le retour à meilleure fortune de la société Lexibook Hong Kong Limited sera considéré comme réalisé lorsque cette filiale pourra procéder à tout ou partie du remboursement de l'abandon de créance sans que cela ne compromette son exploitation et dès lors que sa situation nette positive sera égale ou supérieure à 2 000 000 d'euros.

Neuilly Sur Seine, le 30 juin 2023

GRANT THORNTON

Samuel CLOCHARD  
*Associé*

## **XVIII. INFORMATIONS FINANCIERES CONCERNANT LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS DE L'EMETTEUR**

### **XVIII.1. Comptes consolidés au 31 mars 2023**

#### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 mars 2023**

A l'Assemblée Générale de la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A.,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de cet exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 à la date d'émission de notre rapport.

##### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

La société comptabilise des provisions pour dépréciation des stocks selon les méthodes et modalités décrites à la note « 3.6 Stocks » de l'annexe. Par ailleurs, la société a recours à des opérations d'affacturage de ses créances clients comme indiqué en note 3.5 « créances clients et affacturage » de l'annexe. Nous avons procédé à l'analyse des contrats et apprécié le traitement comptable des opérations d'affacturage. Concernant les dépréciations, nous avons pris connaissance des approches retenues par la société, vérifié leur application via la mise en œuvre de tests de détail par sondage, et apprécié le caractère raisonnable de ces estimations.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société<sup>2</sup> à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

**Le commissaire aux comptes,**

**Neuilly Sur Seine, le 30 juin 2023**

**GRANT THORNTON**

**Samuel CLOCHARD**

***Associé***

**XVIII11. Etat de la situation financière consolidée pour l'exercice clos au 31 mars 2023**

En Euros	Notes	31 MARS 2023	31 MARS 2022
<b>Actifs non courants</b>			
Immobilisations incorporelles	4	1 523 720	390 125
Immobilisations corporelles	5	204 752	240 236
Droits d'utilisation de l'actif	31	499 275	740 917
Autres actifs financiers	6	293 496	239 686
Impôt différé actif	23	416 368	271 160
<b>Actifs non courants</b>		<b>2 937 611</b>	<b>1 882 124</b>
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	2 439 088	2 448 891
Créances d'exploitation	8	8 896 226	11 349 089
Instruments financiers dérivés		0	5 070
Stocks	7	15 477 798	12 063 811
Autres créances d'exploitation	9	708 472	294 070
<b>Actifs courants</b>		<b>27 521 584</b>	<b>26 160 931</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>30 459 195</b>	<b>28 043 055</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital	11	3 881 660	3 881 660
Réserves et report à nouveau		5 361 703	1 639 530
Ecart de conversion		-338 649	-284 710
Résultat de l'exercice	13	3 042 427	3 744 848
<b>Capitaux propres</b>	<b>12</b>	<b>11 947 141</b>	<b>8 981 328</b>
<b>Passifs non courants</b>			
Dettes financières	14	4 652 702	2 554 575
Engagements locatifs	31	387 849	546 446
Impôt différé passif	23	51 987	65 296
Provisions pour pensions et avantages assimilés	16	303 277	137 249
Autres dettes non courantes	18,3	0	0
<b>Passifs non courants</b>		<b>5 395 815</b>	<b>3 303 566</b>
<b>Passifs Courants</b>			
Concours bancaires	14	63 547	1 263 968
Dettes financières	14	4 135 366	4 671 232
Engagements locatifs	31	195 136	288 087
Dettes d'exploitation	18,1	6 764 867	7 597 259
Dettes d'impôt société	23	421 708	425 540
Instruments financiers dérivés	28	34 193	0
Autres dettes d'exploitation	18,2	1 501 422	1 512 075
<b>Passifs courants</b>		<b>13 116 239</b>	<b>15 758 161</b>
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>		<b>18 512 054</b>	<b>19 061 727</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>		<b>30 459 195</b>	<b>28 043 055</b>

**XVIII12. Etat du résultat net et des autres éléments du résultat global pour l'exercice clos au 31 mars 2023**

En Euros	Notes	31 MARS 2023	31 MARS 2022
Chiffre d'affaires net	19	51 236 987	45 248 664
Autres produits courants		625 087	604 292
<b>Produits d'exploitation (I)</b>		<b>51 862 074</b>	<b>45 852 956</b>
Coûts d'achat des produits vendus	19	-23 285 934	-21 636 701
Dépenses de personnel	20	-4 964 968	-4 473 797
Services Extérieurs		-14 848 032	-10 752 958
Taxes (hors impôt société)		-92 846	-82 026
Autres produits et charges d'exploitation	30	-4 419 007	-4 570 243
<b>Charges d'exploitation (II)</b>		<b>-47 610 787</b>	<b>-41 515 725</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>21</b>	<b>4 251 287</b>	<b>4 337 231</b>
Coût de l'endettement net		-432 272	-318 185
Intérêts nets relatifs aux contrats de location		-30 805	-38 210
Autres produits et charges financiers		-482 623	20 948
<b>Résultat financier (IV)</b>	<b>22</b>	<b>-945 700</b>	<b>-335 447</b>
<b>Résultat Courant avant impôt (V = III + IV)</b>		<b>3 305 587</b>	<b>4 001 784</b>
Impôt sur le résultat	23	-263 160	-256 936
Produits (charges) des activités abandonnées			
<b>Résultat net</b>		<b>3 042 427</b>	<b>3 744 848</b>
Résultat net de base par action et résultat dilué	13	0,39	0,48
Résultat net de base par action hors activités abandonnées et résultat dilué	13	0,39	0,48
<b>Autres éléments du résultat global</b>			
<b>Eléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net.</b>			
Couverture de flux de trésorerie		0	937
Impôt différé sur couverture de flux de trésorerie		0	-260
IFRS 16, prolongations contrats		-267	-35 857
Actions Propres		-22 412	0
Variation des écarts de conversion		-53 935	107 447
<b>Résultat global</b>		<b>2 965 813</b>	<b>3 817 115</b>

## XVIII13. Tableau de variation des capitaux propres pour l'exercice clos au 31 mars 2023

<b>Etat de variation des capitaux propres</b>												
Pour l'exercice clos le 31 mars 2023												
Attribuable aux propriétaires de la Société												
En euros	Note	Capital Social	Primes d'émission	Réserve de conversion	Réserve de couverture	Stocks options	Réserves d'actions propres	Composante "capitaux propres" des obligations convertibles	Résultats non distribués	Total des capitaux propres	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2022		3 881 660	7 237 431	- 284 714	0	-	-	-	- 1 853 052	8 981 328	-	8 981 328
Résultat global de la période												
Résultat net									3 042 427	3 042 427		3 042 427
Autres éléments du résultat global				- 53 935			- 22 412		- 267	- 76 614		- 76 614
<b>Résultat global de la période</b>				- 53 935			- 22 412		- 3 042 160	2 965 813		- 2 965 813
<b>Transactions avec les propriétaires de la Société</b>												
Contributions et distributions												
Emission d'actions ordinaires												
Emission d'obligations convertibles												
Actions propres vendues												
Dividendes												
<b>Total des contributions et distributions</b>												
<b>Variations des parts d'intérêts</b>												
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle sans modification de contrôle												
<b>Total des variations des parts d'intérêts</b>												
<b>Total des transactions avec les propriétaires de la Société</b>				- 338 649			- 22 412		- 3 042 160	2 965 813		- 2 965 813
<b>Solde au 31 mars 2023</b>		<b>3 881 660</b>	<b>7 237 431</b>	<b>- 338 649</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>- 22 412</b>	<b>-</b>	<b>- 1 189 108</b>	<b>11 947 141</b>	<b>-</b>	<b>11 947 141</b>

L'ensemble des filiales étant détenues à 100%, il n'y a pas d'intérêts minoritaires.

<b>Etat de variation des capitaux propres</b>										
Pour l'exercice clos le 31 mars 2022										
Attribuable aux propriétaires de la Société										
En euros	Note	Capital Social	Primes d'émission	Réserve de conversion	Réserve de couverture	Stocks options	Réserves d'actions propres	Composante "capitaux propres" des obligations convertibles	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2021		3 881 660	7 237 431	- 392 161	-	677	-	-	- 5 562 047	5 164 209
Résultat global de la période										
Résultat net									3 744 848	3 744 848
Autres éléments du résultat global				107 447	677				- 35 853	72 271
<b>Résultat global de la période</b>				<b>107 447</b>	<b>677</b>				<b>- 3 708 995</b>	<b>3 817 119</b>
<b>Transactions avec les propriétaires de la Société</b>										
Contributions et distributions										
Emission d'actions ordinaires										
Emission d'obligations convertibles										
Actions propres vendues										
Dividendes										
<b>Total des contributions et distributions</b>										
<b>Variations des parts d'intérêts</b>										
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle sans modification de contrôle										
<b>Total des variations des parts d'intérêts</b>										
<b>Total des transactions avec les propriétaires de la Société</b>				<b>107 447</b>	<b>677</b>				<b>- 3 708 995</b>	<b>3 817 119</b>
<b>Solde au 31 mars 2022</b>		<b>3 881 660</b>	<b>7 237 431</b>	<b>- 284 714</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 1 853 052</b>	<b>8 981 328</b>

L'ensemble des filiales étant détenues à 100%, il n'y a pas d'intérêts minoritaires.

**XVIII14. Tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos au 31 mars 2023**

En euros	Note	CONSO 31/03/2023	CONSO 31/03/2022
<b>FLUX DE TRESORERIE D'EXPLOITATION</b>			
<b>Résultat net</b>		<b>3 042 427</b>	<b>3 731 151</b>
<b>Elimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</b>			
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		1 150 507	1 139 811
(Diminution) augmentation des provisions		166 028	13 912
Impôts différés		-172 214	-141 841
Instruments financiers		39 263	-39 193
Intérêts et charges financières	22	432 272	318 185
Intérêts nets relatifs aux contrats de location		30 805	38 210
IFRS 2		0	
Licences royalties		515 106	561 134
Gains et pertes de change		-85 516	-33 440
		0	
<b>Marge brute d'autofinancement</b>		<b>5 118 678</b>	<b>5 587 929</b>
Variation des éléments du fonds de roulement			
(Augmentation) diminution des stocks	7	-3 413 987	-7 083 645
(Augmentation) diminution des clients et comptes rattachés	8	1 609 593	-3 247 018
(Augmentation) diminution des avances et acomptes fournisseurs	8	1 622 266	-2 076 486
(Augmentation) diminution des autres actifs circulants	8 & 9	-1 193 398	-136 072
(Diminution) augmentation des dettes fournisseurs	18.1	-1 092 105	2 206 075
(Diminution) augmentation des autres passifs circulants		-269 878	2 174 966
Pertes et gains de change sur éléments du bfr		-2 936	103 717
<b>Variation des éléments du fonds de roulement</b>		<b>-2 740 445</b>	<b>-8 058 463</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		<b>2 378 233</b>	<b>-2 470 534</b>
<b>FLUX D'INVESTISSEMENTS</b>			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	4	-1 897 248	-218 939
Acquisitions d'immobilisations corporelles	5		
Cessions d'immobilisations corporelles		-33 732	-19 387
Variation des autres actifs financiers	6	-52 950	
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements</b>		<b>-1 983 930</b>	<b>-238 326</b>
<b>FLUX DE FINANCEMENT</b>			
Augmentation des dettes court terme		3 510 407	2 110 750
Remboursement des dettes court terme	14	-1 948 148	-963 581
Augmentation des dettes long terme			
Remboursement des dettes long terme	14		
Intérêts et charges financières	22	-432 272	-318 185
Intérêts nets relatifs aux contrats de location		-30 805	-38 210
Paiements relatifs aux contrats de location		-315 414	-296 540
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financements</b>		<b>783 768</b>	<b>494 234</b>
Effet de change		12 547	16 792
<b>Variation de trésorerie de la période</b>		<b>1 190 624</b>	<b>-2 197 828</b>
Trésorerie d'ouverture		1 184 923	3 382 751
Trésorerie de clôture		2 375 541	1 184 923

Réconciliation de la trésorerie au TFT avec la trésorerie du bilan	CONSO 31/03/2023	CONSO 31/03/2022
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 439 088	2 448 891
Concours bancaires	-63 547	-1 263 968
<b>Trésorerie nette du tableau de flux de trésorerie</b>	<b>2 375 541</b>	<b>1 184 923</b>

## XVIII15. Annexes aux comptes consolidés pour l'exercice clos au 31 mars 2023

### Faits marquants de l'exercice

L'année fiscale 2022-23 est particulièrement satisfaisante pour le Groupe Lexibook. Les choix stratégiques s'avèrent payants et ont permis de mettre en place une dynamique positive de croissance pérenne. Le Groupe a ainsi enchaîné 15 trimestres consécutifs de croissance sur les années 2020 à 2022. L'activité est restée très porteuse grâce aux nouveaux produits à fort potentiel, aux licences phares en portefeuille et à l'explosion des ventes digitales en France et à l'international. Au global sur l'exercice, le chiffre d'affaires s'est clôturé à un niveau historique jamais atteint par Lexibook à 51.2M€ (+13,3%).

Malgré un contexte d'appréciation de l'US\$ vs € de l'ordre de 18% en 1 an, et d'une augmentation des coûts de fret très significative, le Groupe a réussi à préserver ses marges grâce à des augmentations de tarif ciblées. La marge brute sur l'exercice ressort ainsi à un niveau très élevé proche de 54.6% vs 52.2% l'année précédente, en progression de 4,3 M€ vs N-1.

Profitant d'une dynamique positive, Lexibook a engagé une campagne publicitaire digitale internationale majeure qui a généré plus d'un milliard d'impressions digitales en 1 an sur ses produits sur la zone EMEA, doublée d'une campagne de publicité télévisée en France. Les services extérieurs sont ainsi en hausse de 4,1 M€, essentiellement du fait des dépenses publicitaires accrues et des prestations logistiques liées à la croissance du volume d'activité et du volume des stocks.

Les charges de personnel progressent de 0,5 M€ essentiellement du fait de bonus provisionnés au regard de la hausse d'activité.

Les autres charges d'exploitation sont en léger recul (-0.2 M€) malgré une augmentation des charges de royalties de 0.6 M€ liée à la hausse d'activité en raison de l'amélioration nette des provisions clients/fournisseurs cette année.

Finalement, malgré l'investissement publicitaire conséquent de plus de 2 M€ réalisé en 2022 et à la hausse exceptionnelle des charges de logistique, le résultat d'exploitation du Groupe se maintient à 4.3M€ vs 4.3 M€ en N-1 grâce à la progression du volume d'activité et au maintien des niveaux de marge.

Le résultat financier, en retrait de 610 K€, est principalement marqué par la variation du résultat net de change sur l'évolution des parités USD/EUR, à hauteur de 415 K€. Le coût de l'endettement est en augmentation de 114 K€ du fait de l'utilisation accrue des lignes de financement court terme, principalement en raison de l'évolution du BFR et en particulier de l'augmentation du niveau de stocks.

Les impôts de la période représentent une charge de 263 K€ lié à des variations de valeur des actifs d'impôt différés pour -160 K€ et à des provisions IS à payer pour 423 K€.

Pour finir, le résultat net s'établit à 3 M€ au 31 mars 2023, vs 3,7 M€ au 31 mars 2022.

Les années 2020 et 2021 ont été marquées par l'expansion mondiale du Coronavirus Covid-19, qui a engendré d'importantes modifications sur l'environnement économique mondial, avec notamment la fermeture de certaines zones d'activités, l'ajustement des rythmes de production mais également un changement sur les modes de consommation. L'année 2023 marque la fin de la pandémie et un retour à une situation normale en fin d'exercice. Dans un contexte d'incertitude sur la fin de pandémie, le Groupe a choisi de sécuriser ses approvisionnements, quitte à supporter sur quelques mois un niveau de stocks plus élevé que de normal.

Le Groupe est exposé aux risques de conflits internationaux sur les territoires sur lesquels il intervient, tant sur la partie relative à la conception et à la fabrication des produits que sur les ventes. Un conflit impliquant la Chine et/ou Taïwan pourrait par exemple causer une rupture dans la chaîne de fabrication des produits. Néanmoins, dans le contexte de guerre en Ukraine, le Groupe Lexibook précise qu'il n'est pas exposé ni sur le marché russe, ni sur le marché ukrainien tant sur ses approvisionnements que sur ses ventes.

Malgré une hausse du niveau de stocks de l'ordre de 3.5M€, l'endettement net se limite néanmoins à 6,41 M€ au 31 mars 2023 contre 6,04 M€ au 31 mars 2022. Cette variation résulte principalement de l'obtention

de nouveaux emprunts (+ 3.500 K€), du remboursement des dettes court termes (- 1.100,27 K€), de la variation de l'affacturage (- 848 K€) et de la variation nette de trésorerie (-1.190,62 k€).

Après déduction des fonds de garantie relatifs à l'affacturage s'élevant à 576 k€, l'endettement net du groupe ressort à 5.834 K€ au 31-03-2023 vs 5.508K€ au 31-03-22.

Les capitaux propres du Groupe continuent à se renforcer et atteignent un point haut à 12 M€ vs 9 M€ un an plus tôt.

La société a fait une analyse de la valorisation de ses différentes classes d'actif et n'a pas identifié d'indicateur de perte de valeur. Par ailleurs, elle n'a pas identifié non plus de passifs à comptabiliser en lien avec cette crise.

## **Perspectives**

Le Groupe a présenté ses collections 2023 à la distribution internationale et l'accueil des nouveautés a été très positif. Les référencements pour la campagne de Noël 2023 sont excellents et laissent prévoir un nouvel exercice 2023-24 à nouveau en croissance. Le T1 fiscal 22-23 était en croissance de 36% sur le T1 fiscal 21-22, lui-même en croissance de 78% sur l'année précédente. Le référentiel est donc élevé pour le T1 fiscal 2023-24. Néanmoins, le carnet de commandes laisse entrevoir un niveau d'activité similaire à l'année dernière sur le T1 2023-24 et le Groupe entend continuer sur sa lancée de croissance rentable cette année.

Plusieurs extensions de contrats de licence sont en cours de finalisation pour étendre les contrats actuels sur de nouvelles zones, ce qui pourrait avoir un effet accélérateur pour le Groupe sur les prochaines années. Certains sont d'ores et déjà confirmés :

- Extension du contrat Paw Patrol sur les USA et le Canada sur les catégories principales (Film prévu en juillet 2023)
- Extension du contrat Warner sur les USA sur Harry Potter (Echiquiers) et Batman (Flippers).

Lexibook anticipe donc un démarrage de ses ventes aux USA dans les prochains mois, et un décollage sur l'année fiscale 24-25.

Le Groupe pourrait par ailleurs bénéficier du niveau actuel du dollar américain s'il se maintenait à ce niveau sur le reste de l'année et de l'amélioration des conditions de fret international pour améliorer ses marges. Le Groupe a actualisé ses prévisions budgétaires et n'envisage pas de difficulté de trésorerie sur les 12 prochains mois. Le Groupe change son ERP sur son Q1 fiscal et adopte Dynamics 365 de Microsoft pour continuer à gagner en efficacité.

## **Note 1 – Référentiel comptable**

### **1.1– Généralités**

Le Groupe LEXIBOOK, dont le siège social est situé au 6, Avenue des Andes – Bâtiment 11– 91 940 LES ULIS a pour activité principale la conception, la fabrication et la distribution de produits électroniques grand public essentiellement destinés aux enfants et adolescents.

Les états financiers consolidés au 31 mars 2023 reflètent la situation comptable de LEXIBOOK S.A. et de ses filiales (ci-après le Groupe).

Le Directoire a arrêté les états financiers au 31 mars 2023 le 28 juin 2023.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés annuels du Groupe LEXIBOOK arrêtés au 31 mars 2023 ont été établis conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne. L'obligation d'établir des comptes consolidés, qui résulte de l'article L 233-16 du Code de commerce, existe dès lors qu'une société commerciale contrôle de manière exclusive ou conjointe une ou plusieurs autres entreprises

Cependant, étant donné que la société Lexibook France, tête du Groupe Lexibook, est cotée sur un marché non réglementé, et que le Groupe ne dépasse pas deux des trois critères d'obligations d'établissement des

comptes consolidés, le Groupe bénéficie de l'exemption d'établir des comptes consolidés à la clôture 31 mars 2023.

La consolidation est donc réalisée à titre volontaire.

Ces normes sont disponibles sur le site internet de l'Union Européenne à l'adresse : [https://europa.eu/youreurope/business/strat-grow/annual-accounts/index\\_fr.htm](https://europa.eu/youreurope/business/strat-grow/annual-accounts/index_fr.htm).

L'amendement à IAS 7 « Initiative concernant les informations à fournir liées aux activités de financement » applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2017 a été complété en conséquence en note 14 des comptes.

*Textes adoptés par l'Union Européenne à la date de clôture et entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019*

#### **IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients :**

La norme définit les principes de reconnaissance des produits. Cette norme a remplacé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 les normes IAS 18 – Produits des activités ordinaires et IAS 11 – Contrats de construction et les interprétations y afférentes. Son champ d'application couvre l'ensemble des contrats conclus avec des clients, à l'exception des contrats de location (revenus de location et de sous-location), des instruments financiers (produits d'intérêts) et des contrats d'assurance, couverts par d'autres normes.

L'étude des impacts a démontré que la norme ne remet pas en cause la méthode de comptabilisation du chiffre d'affaires.

#### **IFRS 16 – Contrats de location :**

Les actifs pris en location correspondent majoritairement aux actifs immobiliers exploités par le Groupe en France et à Hong-Kong et plus accessoirement des contrats de location de véhicules et de copieurs en France exclusivement.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019, tous les contrats de location sont désormais comptabilisés au bilan, par la constatation d'un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué, en contrepartie d'un engagement locatif correspondant à la valeur actualisée des loyers à payer sur la durée raisonnablement certaine de la location.

La norme IFRS 16 affecte également la présentation de ces opérations au compte de résultat (comptabilisation d'une charge d'amortissements en charge opérationnelle courante et d'une charge d'intérêts en résultat financier, en remplacement de la charge de loyers en charge opérationnelle courante) et au tableau des flux de trésorerie (les paiements locatifs, représentatifs du paiement des intérêts et du remboursement de l'engagement locatif affectent les flux de financement).

#### **Textes adoptés par l'Union Européenne à la date de clôture mais non entrés en vigueur :**

- Amélioration des IFRS – cycle 2018-2020
- Norme IFRS 17 : Contrats d'assurance
- Amendements à IAS 1 – Présentation des états financiers : Classification des dettes en courant ou non courant.
- Amendement à IAS 1 et IAS 8 – Informations à fournir sur les méthodes comptables
- Amendement à IAS 12 – Impôt sur le résultat – Traitement des impôts différés relatifs à des actifs et passifs reconnus dans le cadre d'une seule et même transaction.

#### **1.2 – Application du principe de continuité d'exploitation**

Les lignes du pool bancaire historique sont renouvelées jusqu'au 31 janvier 2024 sauf BPRI qui a renouvelé ses lignes jusqu'au 31/07/2023.

Les nouvelles banques octroient cette année encore au Groupe des crédits court terme sous la forme de caisse ou de crédit de campagne utilisable pendant la saison.

Un projet de lignes Revolving Credit Facility (RCF) est en cours de discussion avec l'ensemble des partenaires, afin de donner au Groupe les moyens d'assurer sa croissance sur les 3 prochains exercices.

Les concours bancaires actuels et la trésorerie dégagée sur l'exercice 2022-23 permettent au Groupe d'estimer que les conditions nécessaires sont réunies pour acter de la continuité d'exploitation sur les douze prochains mois.

### **1.3 – Présentation des états financiers consolidés**

Les états financiers consolidés du Groupe sont présentés en euros. Ils sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés et des investissements détenus à des fins de transaction qui sont estimés à leur juste valeur selon IFRS 9 ainsi que des actifs destinés à être cédés (le cas échéant) évalués selon IFRS5.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

### **1.4 – Estimations et jugements de la Direction**

L'établissement des comptes consolidés implique que la Direction du Groupe exerce son jugement, procède à des estimations et retienne des hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif, au passif, en produits ou en charges et les notes annexes.

La Direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation actuelle. Ces estimations sont fondées sur l'hypothèse de la continuité d'exploitation.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations.

Les principaux jugements et estimations faits par la direction lors de l'établissement des états financiers portent notamment sur les éléments suivants ;

- Projets de Recherche et Développement, classés en actifs incorporels, cf notes 3.2 et 4, En fonction des ventes réalisées, de l'appétence du marché, il peut être décidé de déprécier certains projets
- Stocks (Cf notes 3.6 et 7) Une dépréciation sur les stocks est en fonction des valeurs nettes de réalisation, basées pour l'essentiel sur des perspectives de ventes et de marge attendue.
- Impôts différés (Cf notes 3.10 et 23) : la reconnaissance d'impôts différés actifs implique notamment des estimations sur les résultats fiscaux futurs

## **Note 2 Périmètre et méthodes de consolidation**

### **2.1 – Périmètre**

Toutes les participations détenues par LEXIBOOK correspondent à des détentions à 100%, lui conférant le contrôle sur ces entités.

### **2.2 – Méthode de consolidation**

Les états financiers des filiales sont intégrés dans les comptes consolidés à compter de la date à laquelle le Groupe obtient le contrôle de ces entités.

### **2.3 – Conversion des états financiers des filiales étrangères**

Les états financiers sont présentés en euros et arrondi à l'euro le plus proche.

Les états financiers des filiales étrangères sont convertis suivant la méthode du cours de clôture, selon laquelle :

- Les postes du bilan sont convertis en Euros sur la base des cours officiels de change de fin d'exercice à l'exception des comptes de capitaux propres pour lesquels les cours historiques sont utilisés.
- Les postes du compte de résultat sont convertis, pour chaque devise, en utilisant le cours moyen de l'exercice, qui constitue une valeur approchée du cours de change à la date de transaction.

Les écarts de conversion résultant de l'utilisation de cours différents pour la position bilancielle d'ouverture, les transactions de la période et la position bilancielle de clôture sont enregistrés directement en autres éléments du résultat global. Ces écarts de conversion sont enregistrés en compte de résultat lors de la cession de l'entreprise considérée.

Les taux de conversion utilisés pour les exercices clos le 31 mars 2023 et le 31 mars 2022 sont les suivants :

	31/03/2023		31/03/2022	
	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture
Contrevaleur 1 HKD en €	0,122494	0,117141	0,110484	0,115051
Contrevaleur 1 USD en €	0,960146	0,919540	0,860030	0,900820

## 2.4 – Opérations éliminées en consolidation

Les soldes et les transactions intra-Groupes ainsi que les profits latents résultant de transactions intra-Groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant de transactions intra-Groupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Le relevé complet des sociétés du Groupe au 31 mars 2023 est fourni dans la note 27.

## Note 3 – Règles comptables et méthodes d'évaluation

### 3.1 – Chiffre d'affaires

Les produits provenant de la vente de biens sont enregistrés lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur à la livraison pour les ventes non FOB, ou à la mise à disposition au port de Hong-Kong pour les ventes FOB. Aucun revenu n'est comptabilisé en cas d'incertitudes significatives quant au recouvrement du prix de la transaction, des coûts associés ou de retour possible des marchandises. Dans le cas de retours possibles de marchandises, une provision est constatée, celle-ci venant réduire le montant du chiffre d'affaires.

Compte tenu de la typologie de ses clients le chiffre d'affaires brut du Groupe fait l'objet de remises ou d'éléments soustractifs et en particulier de remises de fin d'année et de participations publicitaires. Au regard des IFRS, et s'agissant de prestations achetées à nos clients, les participations publicitaires sont comptabilisées en charge (ligne « services extérieurs ») du compte de résultat. Les remises (remises sur factures et remises de fin d'années) sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

### 3.2 Actifs incorporels

Frais de recherche et développement

Les coûts de développement sont activés lorsque l'ensemble des critères (IAS 38) ci-dessous sont remplis :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle.
- intention d'achever l'immobilisation incorporelle et de la mettre en service ou de la vendre.
- capacité à mettre en service ou à vendre l'immobilisation incorporelle.
- validation du business plan mettant en évidence le caractère profitable du projet par le comité de pilotage afin de démontrer que l'immobilisation incorporelle générera des avantages économiques futurs probables.
- la disponibilité des ressources techniques, financières et autres appropriées pour achever le développement.

- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation incorporelle au cours de son développement.

Cette validation formalisée par projet permet au projet d'entrer dans sa phase de capitalisation dite « phase 1 ». Les coûts engagés avant en « phase 0 » sont tous passés en charge et la période de capitalisation des coûts de R&D s'arrête lorsque les développements sont achevés et au plus tard, lorsque le produit passe en phase de commercialisation dite « phase 2 ».

Chaque projet répondant à ces critères fait l'objet d'une demande d'investissement accompagnée d'une étude de rentabilité qui est soumise au comité de direction. L'approbation du comité marque le point de départ du projet et des investissements. Les projets sont traités comme des immobilisations en cours jusqu'à la date de la première vente (hors Groupe), date qui correspond à la fin de l'activation des coûts et au point de départ des amortissements. Toutes les autres dépenses sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Les dépenses liées aux activités de développement sont amorties sur leur durée d'utilité prévisionnelle, au rythme de consommation des avantages économiques. Si les objectifs de vente ne sont pas atteints à partir de la deuxième année, cela devrait conduire (1) à réaliser un test d'impairment et (2) à réviser le plan d'amortissement de façon prospective.

Ces prévisions sont réactualisées à chaque clôture en fonction des ventes réelles.

Des tests d'impairment par projet, qu'ils soient en cours de développement ou déjà commercialisés, sont mis en œuvre de façon systématique à chaque clôture.

Les projets qui ne remplissent plus les critères de capitalisation sont totalement et immédiatement dépréciés.

Pour le test d'impairment, un coefficient correspondant à  $(1 - \text{taux d'atteinte des objectifs})$  est déterminé. S'il est supérieur à 20%, une dépréciation des immobilisations incorporelles est comptabilisée pour le montant correspondant à ce coefficient appliqué à la valeur nette comptable de l'actif. Le cas échéant, le management peut revoir à la hausse ou à la baisse le montant de dépréciation en fonction des informations disponibles sur les débouchés futurs du projet.

Les tests d'impairment n'ont pas conduit à constater une charge d'impairment significative sur l'exercice.

## CONCESSIONS DE LICENCES

Conformément au traitement préconisé par IAS 38 (immobilisations incorporelles), les droits relatifs aux concessions de licences ont été immobilisés. Les flux d'avantages économiques futurs attribuables à l'utilisation de ces actifs peuvent varier selon différentes hypothèses.

Les hypothèses prudentes induisant une valeur basse des flux attendus correspondent le plus souvent aux montants des minimums garantis que l'entreprise s'est engagée à verser aux sociétés qui lui concèdent les droits. C'est cette valeur qui a été retenue comme représentative du coût de ces actifs.

La contrepartie de ces actifs est comptabilisée en "autres dettes d'exploitation" pour la part à moins d'un an et en "autres dettes non courantes" pour la part à plus d'un an.

Les flux réels qui seraient supérieurs à la valeur basse retenue comme valeur d'actif sont comptabilisés directement au compte de résultat en "autres produits et charges d'exploitation ».

Les modes d'amortissement retenus sont ceux préconisés par la norme IAS 38 pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité finie. Ainsi, l'amortissement commence dès que les licences sont exploitées. Il reflète le rythme de consommation des avantages économiques futurs liés à chaque licence.

Les durées d'amortissement sont les durées pendant lesquelles les droits sont concédés.

En l'existence d'un indice de perte de valeur (baisse des ventes sur une licence spécifique), ces actifs sont testés et une perte de valeur est comptabilisée en charges de la période. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié sur l'exercice.

## AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Le Groupe a procédé au cours de l'exercice clos le 31 mars 2008 à une opération d'échange de marchandises. En contrepartie des produits échangés il a reçu une « ligne de crédit » (Asset Purchase Credit) utilisable pour un paiement partiel ultérieur éventuel de certaines de ses dettes fournisseurs.

Dans les comptes consolidés, cette opération est analysée comme un échange de biens dissemblables : échange d'un stock contre une immobilisation incorporelle donnant droit à des rabais sur des biens ou services futurs.

Conformément à IAS 18 §12 et §14, le chiffre d'affaires est enregistré à la date de l'échange pour la juste valeur du stock juste avant l'échange en contrepartie d'une immobilisation incorporelle correspondant aux APC pour le même montant (c'est-à-dire pour une valeur proche de sa valeur nette de réalisation des stocks échangés), dans la mesure où tous les critères énumérés par IAS 18 §14 sur les ventes de biens étaient remplis.

Aucune marge n'est constatée au compte de résultat au moment de l'échange.

L'actif incorporel est amorti en fonction de son utilisation réelle (paiement de dettes fournisseurs).

Un test de dépréciation de valeur est mis en œuvre sur les APC une fois par an, de façon systématique, pour s'assurer que la valeur recouvrable des APC est supérieure à leur valeur nette comptable au bilan de clôture.

Les autres actifs incorporels acquis par le Groupe sont comptabilisés au coût, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur éventuelles.

Les autres actifs incorporels incluent principalement le coût d'acquisition des technologies et licences acquises auprès de tiers. Ces actifs incorporels sont amortis linéairement en fonction de la durée d'utilité estimée de l'actif incorporel sur une période maximale de 10 ans.

### 3.3 – Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeur éventuelles.

Les autres dépenses ultérieures relatives à une immobilisation corporelle ne sont comptabilisées à l'actif que lorsqu'elles améliorent l'état de l'actif au-dessus de son niveau de performance défini à l'origine.

Toutes les autres dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont encourues.

L'amortissement est comptabilisé en charges sur base linéaire en fonction de la durée d'utilité estimée de l'immobilisation corporelle.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- Matériels de transport 3 à 5 ans
- Constructions en Crédit-Bail 9 ans
- Matériels et outillages 3 à 10 ans
- Matériel informatique 3 à 5 ans
- Matériel de bureau 5 à 10 ans
- Agencements et installations 3 à 10 ans

Les coûts d'entretien et de réparation sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

En l'existence d'un indice de perte de valeur, les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation. Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié sur l'exercice.

### 3.4 – Contrats de location financement

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location – financement s'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués. Ces contrats de location – financement donnent lieu à la comptabilisation à l'actif, en tant qu'immobilisation corporelle, de l'actif objet du contrat de location, en contrepartie d'un passif représentant l'engagement de verser les loyers. Ces éléments sont comptabilisés au plus bas de la juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location à la date de commencement du contrat.

Lorsqu'il n'existe pas de certitude raisonnable que le preneur devienne propriétaire de l'actif à la fin du contrat de location, l'actif est amorti sur la durée la plus courte entre la durée du contrat de location et sa durée d'utilité.

Les principaux contrats de location portés par le Groupe LEXIBOOK sont des contrats de location financement dont le principal contrat est celui lié au siège social en France avec une valeur brute de 943 300 € et amorti à hauteur de 558 993 € au 31 mars 2023.

### 3.5 Clients et affacturage

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur, qui dans la plupart des cas correspond à leur valeur faciale. Une dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance.

Le Groupe procède couramment à des opérations d'affacturage de ses créances clients dans le cadre de son cycle d'exploitation ; ces créances doivent, dans le cadre des IFRS, faire l'objet d'une réintégration dès lors qu'il est établi que les avantages et les risques inhérents à ces créances demeurent à la charge du Groupe. Cet exercice a conduit le Groupe à procéder à des réintégrations sous la rubrique « Créances Clients », en contrepartie desquelles une dette financière est constatée. Par ailleurs les dépôts de garanties octroyés dans le cadre du contrat d'affacturage font l'objet d'un reclassement sous la rubrique « Avances et Acompte versés ».

Tous les programmes d'affacturage du Groupe ont été considérés comme ne permettant pas la sortie des créances du bilan consolidé.

Les principales caractéristiques des principaux contrats en vigueur à la date de clôture sont les suivantes :

	<b>FACTOFRANCE</b>	<b>COFACREDIT</b>
<b>Réserves</b>	8%	6%
<b>Retenue de garantie</b>	15%	15%
<b>Minimun Fonds de Garantie</b>	230 000	100 000
<b>Commission d'affacturage</b>	0,24%	0,34%
<b>Commission d'anticipation</b>	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,75 %	Moyenne mensuelle EURIBOR 3 mois + 0,75 %

### 3.6 Stocks

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût ou de la valeur de réalisation nette estimée ; le coût est calculé selon la méthode du prix de revient moyen pondéré. La modalité de valorisation inclut le coût de l'achat des matières premières et composants, les frais d'approche (Fret maritime ou aérien, dédouanement..) et des autres coûts affectables à la production comme les coûts de contrôle du processus de fabrication depuis le choix des usines et des outils de production, le contrôle de qualité des produits, etc.

En termes de dépréciation, comptabilisée si la valeur de réalisation est inférieure au coût, la méthode diffère en fonction du type de stock

a) Stocks défectueux ou à recycler : ces stocks sont regroupés en différentes catégories. Ces catégories vont permettre de déterminer le niveau de dépréciation à pratiquer. Les taux de dépréciations varient de 5% à 100%

b) Stocks à rotation lente : les stocks de produits neufs font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si la valeur des produits identifiés à « rotation lente » doit être dépréciée et le cas échéant afin de déterminer le niveau de la dépréciation.

La société procède à des dépréciations en fonction des valeurs nettes de réalisation, basées pour l'essentiel sur des perspectives de ventes et de marge attendue.

Une provision à 100% pourra également être décidée si le produit n'est plus commercialisable, pour des raisons spécifiques.

Les nouveautés ne sont jamais dépréciées. Un produit est dit nouveau lorsque sa première date de commercialisation remonte à moins d'un an

### 3.7 Provision pour retraite et obligations assimilées

Des provisions sont constituées afin de couvrir l'intégralité des engagements sociaux correspondant aux avantages versés au personnel au moment et après son départ du Groupe dès lors que les régimes concernés peuvent être qualifiés de régimes à prestations définies.

Dans le cadre de régimes à prestations définies, les engagements sont évalués suivant la méthode des unités de crédit projetées sur la base des conventions ou des accords en vigueur dans chaque société. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et chaque unité est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation est ensuite actualisée. Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques du pays dans lequel le régime est situé et prennent notamment en compte :

- l'évolution prévisible des salaires ;
- la rotation des effectifs ;
- le risque de mortalité ;
- un taux d'actualisation financière.

### **3.8 Rémunération sur base d'actions**

LEXIBOOK S.A. ne dispose plus d'aucun plan d'attribution d'options de souscription d'actions au 31 mars 2023.

### **3.9 Autres provisions**

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable, et dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

### **3.10 Impôts différés**

Les impôts différés résultant des différences temporaires sont les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base. L'impôt différé constaté est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les pertes fiscales du Groupe et de ses filiales sont imputables sans limitation de durée. Elles donnent lieu à comptabilisation d'un impôt différé actif dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées.

Des impôts différés actifs ont ainsi été reconnus pour une partie des reports déficitaires en Espagne.

### **3.11 Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La rubrique trésorerie comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les comptes courants des factors. Les découverts bancaires figurent au bilan en passif courants sous la rubrique concours bancaires courants.

### **3.12 Information sectorielle**

L'information sectorielle est dispensée au niveau de l'« activité », analysée selon les méthodes utilisées pour distribuer les produits : FOB / NON FOB.

LEXIBOOK a choisi de retenir comme axe d'analyse prioritaire dans son Reporting interne les méthodes qu'il utilise pour distribuer ses produits à ses clients, et en particulier une distribution « départ Hong Kong » (incoterm FOB) par opposition à une distribution « rendu » chez le client. En effet, ces deux méthodes de distribution ont des modes de fonctionnement qui leur sont propres et des rentabilités, par nature, différentes.

Le Président du Directoire, le Directeur Général et le Directeur Administratif et Financier (CODM – Chief Operating Decision Maker au sens d'IFRS 8) suivent la performance opérationnelle selon cette segmentation dans le reporting interne du Groupe.

### 3.13 Instruments financiers dérivés

Le champ d'application des instruments financiers dérivés a été défini par le Groupe LEXIBOOK conformément aux dispositions et principes introduits par la norme IFRS 9.

#### Evaluation et comptabilisation

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est déterminée sur la base de prix cotés et de données de marché, disponibles auprès de contributeurs externes. Le Groupe LEXIBOOK peut également faire référence à des transactions récentes comparables ou utiliser une valorisation fondée sur des modèles internes reconnus par les intervenants sur le marché et intégrant des données directement dérivées de données observables telles que des cotations de gré à gré.

La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat sauf lorsqu'ils sont désignés comme instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net. Dans ces deux derniers cas, les variations de valeur des instruments de couverture sont comptabilisées directement dans les autres éléments du résultat global, hors part inefficace des couvertures.

#### Instruments financiers dérivés qualifiés de couverture

Le Groupe LEXIBOOK utilise des instruments dérivés pour couvrir ses risques de change.

Les critères retenus par le Groupe LEXIBOOK pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IFRS 9 :

1. les instruments de couverture et les éléments couverts constituant la relation de couverture sont tous éligibles à la comptabilité de couverture ;
2. une désignation formelle et une documentation structurée de la relation de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de mise en place de la couverture sont formellement établis au démarrage de la relation de couverture ;
3. et la relation de couverture remplit tous les critères d'efficacité suivants :
  - il existe un lien économique entre l'élément couvert et l'instrument de couverture ;
  - l'effet du risque de crédit n'est pas l'élément dominant dans les variations de valeur qui résultent de cette relation économique ; et
  - le ratio de couverture entre l'élément couvert et l'instrument de couverture est approprié c'est-à-dire qu'il n'existe pas de déséquilibre entre les poids de l'élément couvert et de l'instrument de couverture qui pourrait créer de l'inefficacité aboutissant à des impacts comptables incohérents avec l'objectif de la comptabilité de couverture.

Le Groupe LEXIBOOK applique la couverture de flux de trésorerie.

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables où les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture. Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert).

Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en réserve de couverture de flux de trésorerie sont repris en résultat à titre d'ajustement de reclassement dans la période ou les périodes où les flux de trésorerie attendus qui sont couverts influent sur le résultat net.

Le Groupe LEXIBOOK n'applique pas la couverture de juste valeur et la couverture d'un investissement net.

La relation de couverture prend fin de manière prospective dès lors qu'un instrument dérivé cesse d'être un instrument de couverture selon les critères d'éligibilité retenus par le Groupe, après prise en compte, le cas échéant, de tout ajustement du ratio de couverture. Cela inclut les situations dans lesquelles l'instrument de couverture expire, arrive à échéance, est vendu ou est exercé.

Seuls les instruments dérivés externes au Groupe LEXIBOOK étant réputés éligibles à la comptabilité de couverture, les résultats relatifs aux instruments dérivés internes sont éliminés dans les comptes

consolidés. Toutefois, dans le cadre d'une relation de couverture initiée au moyen de dérivés internes au Groupe LEXIBOOK, la comptabilité de couverture s'applique s'il est démontré que les instruments dérivés internes donnent lieu à un retournement à l'extérieur du Groupe LEXIBOOK.

#### Instrument financiers dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture

Certains instruments dérivés ne satisfont pas aux critères de la comptabilité de couverture. Les variations de la juste valeur d'instruments dérivés ne satisfaisant pas aux critères de la comptabilité de couverture sont immédiatement comptabilisées au compte de résultat en « Autres produits et charges financiers ».

## Note 4 – Immobilisations incorporelles

Flux d'immobilisations incorporelles en €	31/03/2022	Augmentation	Diminution	Autres Variations	Ecarts de conversion	31/03/2023
Frais de recherche et développement	916 018	110 639			11 805	1 038 462
Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail)	276 802	1 786 609	0		1 072	2 064 483
Autres immobilisations incorporelles	100 000					100 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 292 820</b>	<b>1 897 248</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>12 877</b>	<b>3 202 945</b>

Flux d'amortissements des immobilisations incorporelles en €	31/03/2022	Augmentation	Diminution	Autres Variations	Ecarts de conversion	31/03/2023
Amort / Frais de recherche et développement	529 465	200 819			841	731 125
Amort / Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail)	273 230	573 798	0		1 072	848 100
Amort / Autres immobilisations incorporelles	100 000					100 000
<b>TOTAL</b>	<b>902 695</b>	<b>774 617</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 913</b>	<b>1 679 225</b>

Valeur nette des immobilisations incorporelles en €	31/03/2022	Variations	Ecarts de conversion	31/03/2023
Frais de recherche et développement	386 552	-90 180	10 964	307 336
Concessions, brevets, licences (Hors Crédit-Bail) (1)	3 572	1 212 811	0	1 216 383
Autres immobilisations incorporelles (2)	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>390 125</b>	<b>1 122 631</b>	<b>10 964</b>	<b>1 523 719</b>

(1) dont 1 215 212 € liés aux concessions de licences évoquées en 3.2 en valeur nette. On retrouve la contrepartie de l'activation de ces minimas garantis en autres dettes d'exploitation part courante (1 270 318 € – cf note 18.2).

(2) dont 0 € liés aux « Asset Purchase Credit » évoqués en 3.2

La valeur nette des immobilisations incorporelles correspondant à la R&D continue à diminuer et se porte à 307 K€ vs 386 K€ un an plus tôt.

La valeur nette des immobilisations incorporelles correspondant aux licences est de 1 215 212 € au 31 mars 2023, en augmentation de 1,2 M€ en raison du renouvellement des principaux contrats de licences.

## Note 5 – Immobilisations corporelles

Flux d'immobilisations corporelles en €	31/03/2022	Augmentation	Diminution	Ecarts de conversion	31/03/2023
Installations tech, mat et outillages ind.	592 717	27 641		6 491	626 849
Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-Bail)	534 880	6 092			540 972
<b>TOTAL</b>	<b>1 127 597</b>	<b>33 733</b>	<b>0</b>	<b>6 491</b>	<b>1 167 821</b>

Flux d'amortissements des immobilisations corporelles en €	31/03/2022	Augmentation	Diminution	Ecarts de conversion	31/03/2023
Amort / Installations tech, mat et outillages ind.	532 563	29 321		5 325	567 209
Amort / Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-Bail)	354 798	41 062			395 860
<b>TOTAL</b>	<b>887 361</b>	<b>70 383</b>	<b>0</b>	<b>5 325</b>	<b>963 069</b>

Valeur nette des immobilisations corporelles en €	31/03/2022	Variations	Ecarts de conversion	31/03/2023
Installations tech, mat et outillages ind.	60 154	-1 680	1 166	59 640
Autres immobilisations corporelles (Hors Crédit-Bail)	180 082	-34 970	-	145 112
<b>TOTAL</b>	<b>240 236</b>	<b>-36 650</b>	<b>1 166</b>	<b>204 752</b>

## Note 6 – Autres Actifs financiers

Autres Actifs financiers en €	31/03/2022	Augmentation	Diminution	Ecart de	
				conversion	31/03/2023
Autres titres	10 057		0		10 057
Dépôts et cautionnements	229 629	55 029	2 080	860	283 438
<b>TOTAL</b>	<b>239 686</b>	<b>55 029</b>	<b>2 080</b>	<b>860</b>	<b>293 495</b>

Les dépôts et cautionnements correspondent principalement aux dépôts de garantie concernant les emprunts BPI et GIAC.

## Note 7 – Stocks

Stocks en €	31/03/2023	31/03/2022	Variation 31-03-2023/31-03-2022
Valeur Brute	16 570 397	13 010 025	3 560 372
Dépréciation	-1 092 599	-946 214	-146 385
<b>Valeur Nette</b>	<b>15 477 798</b>	<b>12 063 811</b>	<b>3 413 987</b>
Dépréciation/Valeur Brute	6,6%	7,3%	

Compte tenu du niveau de commandes élevé sur les premiers mois de l'année 2023/2024 et de la situation sur la pénurie de composants sur l'année 2022, le Groupe a choisi de sécuriser ses approvisionnements en faisant venir la marchandise le plus tôt possible. Le niveau de stocks, en valeur nette de dépréciations, ressort à 15.5 M€ versus 12.1 M€ au 31/03/2022. Un travail minutieux est réalisé sur les dépréciations de produits, il n'y a donc aucun risque de dépréciation majeure complémentaire. Le taux de dépréciation moyen est à 6.6 % au 31 mars 2023 versus 7.3% au 31 mars 2022. Ce taux moyen ressort en baisse du fait de la présence en stock de nombreuses nouveautés et témoigne d'un stock très sain.

Le niveau de stocks net de dépréciations devrait progressivement se normaliser pour atteindre un niveau en dessous de 25% du CA annuel.

## Note 8 – Créances d'exploitation

Créances d'exploitation en €	Valeur brute 31/03/2023	Dépréciations	Valeur nette 31/03/2023	Valeur nette 31/03/2022	Variation 31-03-2023 / 31-03-2022
Clients	5 715 446	595 813	5 119 633	6 729 226	-1 609 593
Charges constatées d'avance	1 718 862		1 718 862	939 866	778 996
Avances et acomptes versés (1)	2 057 731		2 057 731	3 679 997	-1 622 266
<b>TOTAL</b>	<b>9 492 039</b>	<b>595 813</b>	<b>8 896 226</b>	<b>11 349 089</b>	<b>-2 452 863</b>

- (1) Dont 1 715 253 euros liés au retraitement De l'affacturage indiquée en note 3.5, réserves au titre des Remises de Fin d'Année, des Participations Publicitaires et des avoirs

## Note 9 – Autres créances d'exploitation

Autres créances d'exploitation en €	31/03/2023	31/03/2022	Variation 31-03-2023 / 31-03-2022
Créances au personnel et comptes rattachés	60 256	45 930	14 326
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques	647 477	247 690	399 787
Comptes courants actifs			
Autres débiteurs courants	739	450	289
<b>TOTAL</b>	<b>708 472</b>	<b>294 070</b>	<b>414 402</b>

## Note 10 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie en €	31/03/2023	31/03/2022
Valeurs mobilières de placement		
Banques, établissements financiers et assimilés	2 439 088	2 448 891
<b>TOTAL</b>	<b>2 439 088</b>	<b>2 448 891</b>

## Note 11 – Capitaux propres

### Ecarts de conversion

Les écarts de conversion proviennent des filiales situées à Hong Kong et aux USA.

### Capital

Au 31 mars 2023, le capital est composé de 7 763 319 actions entièrement libérées, de valeur nominale 0.50 €, soit un capital de 3 881 659,50 €. Du fait de l'existence de 2 321 202 actions inscrites au nominatif depuis plus de deux ans, un total de 10 084 521 droits de votes sont attachés aux 7 763 319 actions composant le capital.

Les fonds propres incluant le résultat au 31 mars 2023 s'établissent à 11,97 M€.

La société détient 10.050 actions propres et aucune de ses filiales n'en détient.

### Gestion du Capital

La politique du Groupe consiste à maintenir une base de capital solide, afin de préserver la confiance des investisseurs, des créanciers et du marché et de soutenir le développement futur de l'activité.

## Note 12 – Plan d'attribution d'options de souscription d'actions

Au 31 mars 2023, Le Groupe ne dispose d'aucun plan d'attribution d'options de souscription d'actions.

## Note 13 – Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

<b>Résultat net par action</b>	<b>31/03/2023</b>	<b>31/03/2022</b>
Résultat net part du Groupe en €	3 042 427	3 744 848
Nombre moyen pondéré d'actions	7 753 269	7 763 319
Résultat en euros par action	0,39	0,48

Il n'existe aucun instrument dilutif, le résultat net dilué par action est donc identique au résultat net par action.

## Note 14 – Dettes financières

<b>Dettes financières en €</b>	<b>31/03/2023</b>	<b>31/03/2022</b>	<b>Variation 31-03-2023/31-03-2022</b>
Emprunts auprès des établissements de crédit (1)	5 887 481	3 487 751	2 399 730
Intérêts courus sur emprunts	24 834	14 426	10 408
Autres emprunts et dettes assimilées (2)	2 939 300	4 987 598	-2 048 298
<b>Total</b>	<b>8 851 615</b>	<b>8 489 775</b>	<b>361 840</b>

- (1) Dont 648 856 € de VATEL, 500 000 € du GIAC et 2 922 038 € de Prêt Garanti par l'Etat et 928 571 € de BPI et 888 015 € de la Banque Postale.
- (2) Dont 63 547 € de concours bancaires (crédit de campagne, facilités de caisse France, Crédocs Hong-Kong et facilités de caisse Hong-Kong) et 2 847 055 € liés à l'affacturage.
- (NB) La variation entre les deux exercices est principalement liée à l'obtention de 3 nouveaux emprunts, la baisse de l'affacturage, aux remboursements de crédits moyen terme et au niveau d'utilisation des concours bancaires.

<i>(en €)</i>	<b>31/03/2023</b>	<b>31/03/2022</b>
<b>Dettes financières à l'ouverture</b>	<b>8 489 775</b>	<b>6 153 505</b>
Impact de la première application d'IFRS 16		
<b>Dettes financières au 01/04/2019</b>		
Nouveaux emprunts	3 500 000	-
Remboursements	- 1 071 573	- 963 581
Variation juste valeur des emprunts couverts		
Variation des concours bancaires	- 1 200 421	1 172 363
Variation des intérêts courus	10 408	- 4 055
Écarts de conversion	-	16 737
Variation de périmètre		
Reclassement des passifs financiers associés à des actifs détenus en vue de la vente		
Affacturage	- 876 575	2 114 806
<b>Dettes financières à la clôture</b>	<b>8 851 615</b>	<b>8 489 775</b>

	31/03/2022	Flux trésorerie	Flux non monétaires			31/03/2023
			Acquisition	Variation cours de change	Variation des Justes Valeurs	
Emprunt long terme	4 303 968	3 500 000				7 803 968
Emprunt court terme	2 921 838	- 1 937 738				984 100
Concours bancaires	1 263 969	- 1 200 422		-		63 547
Instruments dérivés dédiés à la couverture de la dette financière	-					-
<b>Passifs liés aux activités de financement</b>	<b>8 489 775</b>	<b>361 840</b>	-	-	-	<b>8 851 615</b>

Lexibook dispose de la trésorerie nécessaire pour son nouvel exercice fiscal : après l'augmentation de capital réalisée en décembre 2019, Lexibook a obtenu en mars 2020 un prêt moyen terme auprès de Vatel Capital à hauteur de 1.5M€ sur 5 ans amortissables mensuellement, et un Prêt Garanti par l'Etat à hauteur de 2.18M€ remboursable mensuellement jusqu'en juin 2026. L'ensemble des lignes bancaires nécessaires a été renouvelé jusqu'au 31 Janvier 2024 par les partenaires historiques.

Une nouvelle banque s'est associée au pool à compter du 1er juin 2020 pour de nouveaux crédits de campagne pour la saison et a renforcé ses lignes en 2022 et en 2023. Deux nouveaux partenaires bancaires ont également fait leur entrée en 2022 pour permettre au Groupe de financer la croissance du BFR et organiser les productions sereinement. Le Groupe a par ailleurs obtenu sur l'exercice 3.5 M€ de nouveaux financements à moyen terme auprès d'un des nouveaux partenaires bancaires et de la BPI.

#### 14.1 Analyse par échéances

Dettes financières en € 31 mars 2023	Total	1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	5 887 481	1 234 778	4 125 024	527 678
Intérêts courus sur emprunts	24 834	24 834		
Autres emprunts et dettes assimilées	2 939 300	2 939 300		
<b>Total</b>	<b>8 851 615</b>	<b>4 198 912</b>	<b>4 125 024</b>	<b>527 678</b>

#### 14.2 Ventilation taux fixe – taux variable

Ventilation de la dette par nature de taux	31/03/2023	31/03/2022
Taux fixe	1 428 571	932 275
Taux variable	7 423 044	7 557 500
<b>Total</b>	<b>8 851 615</b>	<b>8 489 775</b>

#### 14.3 Caractéristiques des principaux emprunts

- Le 20 mai 2015, le Groupe LEXIBOOK a émis un emprunt obligataire souscrit en totalité auprès du GIAC d'un montant de 1 000.000 € (un million d'euros) sur 10 ans avec 5 ans de franchise, rémunéré sur l'EURIBOR 3 mois + 3,113 %.

- Le 5 mars 2020, le Groupe LEXIBOOK a également émis un emprunt obligataire souscrit en totalité auprès de VATEL d'un montant de 1 501 208 € (un million cinq cent un mille deux cent huit euros) sur 5 ans rémunéré à 6.80 %.

- Le Groupe a obtenu de ses partenaires bancaires un Prêt Garanti par l'Etat d'un montant global de 2 179 581 € (deux millions cent soixante-dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-un euros). Les fonds ont été libérés entre le 27 mai 2020 et le 2 juillet 2020. Ces PGE sont rémunérés à 0.25% en moyenne la première

année. Cette première année est en franchise de capital. Le Groupe a décidé de proroger ces PGE sur 5 ans avec amortissement mensuel à compter de mai 2021.

- Le 31/03/2022, le Groupe LEXIBOOK a obtenu d'un nouveau partenaire bancaire, un prêt d'un montant global de 1 000 000 € (un million d'euros). Les fonds ont été libérés le 20 avril 2022. Ce PGE est rémunéré à 2.02 % sur 7 ans.

- Le 29/06/2022, le Groupe LEXIBOOK a obtenu d'un nouveau partenaire bancaire, un Prêt Garanti par l'Etat d'un montant global de 1 500 000 € (un million cinq cent mille euros). Les fonds ont été libérés le 29 juin 2022. Ce PGE est rémunéré à 5.83% sur 6 ans avec 1 an de franchise.

- Le 31/08/2022, Le Groupe LEXIBOOK a obtenu un Prêt BPI d'un montant global de 1 000 000 € (un million d'euros). Les fonds ont été libérés le 31/08/2022. Ce prêt est rémunéré à 3,41% sur 7 ans.

#### **14.4 Juste Valeur et hiérarchie des justes valeurs des actifs et passifs financiers**

##### **IFRS 9 – Instruments financiers :**

Les instruments financiers sont constitués :

- Des actifs financiers qui comprennent les autres actifs non courants, les créances clients, les autres actifs courants et la trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- Des passifs financiers qui comprennent les dettes financières à court terme et les découverts bancaires, les dettes d'exploitation et autres dettes courantes et non courantes ;
- D'instruments financiers dérivés.

La norme IFRS 9 a notamment introduit sans incidence sur la situation financière du Groupe.

- Une nouvelle classification des instruments financiers et les règles d'évaluation qui en découlent, fondée sur le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments financiers (1er volet) ;
- Un nouveau modèle de dépréciation des actifs financiers, fondé sur les pertes de crédit attendue, en remplacement du modèle jusqu'alors basé sur les pertes de crédit avérées (2ème volet) ;
- De nouveaux principes en matière de comptabilité de couverture (3ème volet)

Cette norme comporte trois volets principaux :

##### **Volet 1 : Classement et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers**

En IFRS 9, la classification des actifs financiers prend en compte le modèle économique de l'entité pour la gestion des actifs financiers et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif.

En fonction de l'analyse combinatoire des deux critères, la norme prévoit les trois catégories suivantes :

- les actifs financiers évalués au coût amorti ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat (JVPL) ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur avec comptabilisation des variations de valeur en capitaux propres (recyclable ou non recyclables) (JVOCI).

Les principes de comptabilisation appliqués par le Groupe, dans la mesure où l'essentiel des actifs financiers, classés antérieurement dans la catégorie « Prêts et créances », restent comptabilisés au coût amorti.

##### **Volet 2 : Dépréciation des actifs financiers**

L'application du modèle de dépréciation des créances commerciales est basée sur des pertes attendues. Ce modèle s'applique aux actifs financiers correspondants à des instruments de dette évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ainsi qu'aux engagements de prêt et aux contrats de garantie financière.

La reconnaissance du risque de crédit relatif aux actifs financiers en se fondant sur l'approche des pertes attendues versus pertes avérées : ceci se traduit notamment par la comptabilisation de dépréciations des créances clients non échues. Compte tenu de l'activité du Groupe, de la typologie de ses clients, et de la politique de couverture des risques du Groupe, l'application du modèle de dépréciation aux créances clients n'a pas d'incidence sur les comptes consolidés.

### Volet 3 : Comptabilité de couverture

L'adoption du modèle de comptabilité de couverture d'IFRS 9 ne mène à aucun changement de la politique de couverture du Groupe et est sans impact sur la comptabilisation des opérations de couverture et des instruments financiers dérivés gérés par le Groupe (Cf note 3.13).

	Valeur comptable				Hiérarchie des justes valeurs			
	Juste valeur des instruments de couverture	Prêts et créances	Autres passifs financiers	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
<b>Actifs financiers / passifs financiers au 31 mars 2023</b>								
<b>Actifs financiers évalués à la juste valeur</b>								
Contrats de change à terme utilisés comme couverture	-			-		-		-
<b>Total des actifs financiers évalués à la juste valeur</b>	-			-		-		-
<b>Actifs financiers non évalués à la juste valeur</b>								
Créances clients et autres débiteurs		9 604 698		9 604 698				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 439 088		2 439 088				
<b>Total des actifs financiers non évalués à la juste valeur</b>		<b>12 043 786</b>		<b>12 043 786</b>				
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIER</b>	-	<b>12 043 786</b>	-	<b>12 043 786</b>	-	-	-	-
<b>Passifs financiers évalués à la juste valeur</b>								
Contrats de Change à terme utilisés comme couverture	34 193			34 193		34 193		34 193
<b>Total des passifs financiers évalués à la juste valeur</b>	<b>34 193</b>	-	-	<b>34 193</b>	-	<b>34 193</b>	-	<b>34 193</b>
<b>Passifs financiers non évalués à la juste valeur</b>								
Concours bancaires			63 547	63 547				
Engagements locatifs			499 275	499 275				
Affacturage			2 847 055	2 847 055				
Emprunts auprès des établissements de crédit			5 887 481	5 887 481				
Dettes d'exploitation			8 266 289	8 266 289				
<b>Total des passifs financiers non évalués à la juste valeur</b>			<b>17 563 647</b>	<b>17 563 647</b>				
<b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS</b>	<b>34 193</b>	-	<b>17 563 647</b>	<b>17 597 840</b>	-	<b>34 193</b>	-	<b>34 193</b>

Niveau 1 : valeurs issues des cours sur les marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation

Niveau 2 : valeurs issues des données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans le niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement

Niveau 3 : valeurs issues des données non observables concernant l'actif ou le passif

### Note 15 – Endettement net

Endettement net (en €)	31/03/2023	31/03/2022
<b>Concours bancaires</b>	<b>63 547</b>	<b>1 263 968</b>
Affacturage	2 875 753	3 723 630
GIAC, VATEL, PPI BPIFRANCE, PGE Part Courante	1 234 778	933 176
Emprunt Crédit Bail IAS 17 (1)		
Intérêts courus	24 834	14 426
<b>Total dettes financières part courante</b>	<b>4 135 365</b>	<b>4 671 232</b>
Emprunt Crédit Bail IAS 17 (1)		
GIAC, VATEL, PPI BPIFRANCE Part non Courante	4 652 702	2 554 575
<b>Total dettes financières part non courante</b>	<b>4 652 702</b>	<b>2 554 575</b>
<b>Total dettes financières - A</b>	<b>8 851 614</b>	<b>8 489 775</b>
Trésorerie active - B	2 439 088	2 448 891
Comptes courants associés - C		
<b>Total endettement net (A-B+C)</b>	<b>6 412 526</b>	<b>6 040 884</b>

La société LEXIBOOK a remboursé un total de 1.115,7 K€ pour le Prêt Pour l'Innovation obtenu de la BPI, VATEL, le GIAC et le PGE, contribuant au désendettement du Groupe.

L'endettement net est de 6,41 M€ au 31 mars 2023 contre 6,04 M€ au 31 mars 2022. Cette variation résulte principalement de l'obtention de nouveaux emprunts (+ 3.500 K€), du remboursement des dettes court termes (- 1.100,27 K€), de la variation de l'affacturage (- 848 K€) et de la variation nette de trésorerie (- 1.190,62 k€).

Après déduction des fonds de garantie relatifs à l'affacturage s'élevant à 576 k€, l'endettement net du groupe ressort à 5.834 K€ au 31-03-2023 vs 5.508K€ au 31-03-22.

## Note 16 – Provisions pour pensions et avantages assimilés

Au 31 mars 2022, Les principales hypothèses retenues étaient : retraite à 67 ans (départ volontaire), taux d'inflation de 1 %, Turn-over de 13,50% et taux d'actualisation de 1.7 % (le taux Bloomberg de la zone Euro (AA - long terme (15 ans)), Indice au 31 mars 2022.

Les principales hypothèses retenues au 31 mars 2023 sont : retraite à 67 ans (départ volontaire), taux d'inflation de 1 %, Turn-over de 13,50 % et taux d'actualisation de 5.6 % (le taux Bloomberg de la zone Euro (AA - long terme (15 ans)), Indice au 31 mars 2023.

Celle-ci concerne exclusivement les IDR en France.

Le montant des engagements au 31 mars 2023 est de 303 277 € contre 137 249 € au 31 mars 2022. Le montant en compte de résultat est donc une dotation provision de 166 028 € pour la période.

## Note 17 – Autres provisions

Aucune provision au sens d'IAS 37 n'est comptabilisée à la clôture.

Le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constituer une provision au titre de la garantie des produits en raison des facteurs suivants :

- Le Groupe dispose de contrats de garantie auprès de l'ensemble de ses sous-traitants assembleurs et a reporté le risque d'un défaut épidémique sur eux.
- Les standards de qualité ont été durcis depuis plusieurs années, ce qui a permis de fiabiliser les produits, de diminuer les pannes au déballage et de d'améliorer l'image de marque de Lexibook.
- Le Groupe procède avec une partie de ses clients à des rachats de garantie en lieu et place des retours de produits défectueux pour limiter les flux.
- Le Groupe a remplacé les tablettes (fortement génératrices de traitement SAV) par des produits moins technologiques (instruments de musique, luminaire, jouets...) moins susceptibles de pannes et de retours SAV.

Au global le ratio des produits traités par le SAV a touché un point bas sur l'exercice 2022-23 à 0.17% des volumes.

## Note 18 – Dettes d'exploitation

### 18-1 Dettes d'exploitation

Dettes d'exploitation en €	31/03/2023	31/03/2022	Variation 31-03-
			2023/31-03-2022
Fournisseurs	3 975 615	5 067 721	-1 092 106
Avances et acomptes reçus	1 518 933	2 529 539	-1 010 606
<b>TOTAL</b>	<b>5 494 548</b>	<b>7 597 260</b>	<b>-2 102 712</b>

### 18-2 Autres dettes d'exploitation – Part courante

<b>Autres dettes d'exploitation en € - Part courante</b>	<b>31/03/2023</b>	<b>31/03/2022</b>	<b>Variation 31-03-2023/31-03-2022</b>
Dettes au personnel et comptes rattachés	1 400 810	936 691	464 119
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques	100 612	575 383	-474 771
Autres créditeurs - Courant			0
Fournisseurs d'immobilisations (1)	820 717	0	820 717
<b>TOTAL</b>	<b>2 322 139</b>	<b>1 512 074</b>	<b>810 065</b>

(1) En totalité liés aux concessions de licences évoquées en 3.2. On retrouve la contrepartie de cette dette en immobilisations incorporelles, cf note 4.

### 18-3 Autres dettes d'exploitation – Part non courante

<b>Autres dettes d'exploitation en € Part non courante</b>	<b>31/03/2023</b>	<b>31/03/2022</b>	<b>Variation 31-03-2023/31-03-2022</b>
Fournisseurs d'immobilisations (1)	449 601	0	449 601
<b>TOTAL</b>	<b>449 601</b>	<b>0</b>	<b>449 601</b>

(1) En totalité liés aux concessions de licences évoquées en 3.2. On retrouve la contrepartie de cette dette en immobilisations incorporelles, cf note 4.

## Note 19 – Chiffres d'affaires et marge

Après un premier semestre fiscal 22-23 très dynamique en croissance de 36.4% et un troisième trimestre 22-23 également en progression de 7%, le dernier trimestre de l'exercice fiscal, qui était déjà en hausse de 175.8% en 21-22 du fait de la saturation des ports fin 2021, est ressorti à un niveau supérieur aux anticipations du Groupe à 7.49M€ vs 8.44M€ en 21-22 (-11.3%). Ce niveau d'activité soutenu est lié à une excellente consommation des produits Lexibook lors de la saison de Noël sur l'ensemble des pays sur lequel le Groupe est implanté, et sur la plupart de ses principaux segments. Les clients ont ainsi procédé à des réassorts sur les produits rupturistes à Noël et mis en place un assortiment toujours plus large que les années précédentes sur les nouveautés de gammes permanentes.

Sur l'exercice complet, le chiffre d'affaires s'établit à 51.2M€, en progression de 13.3%, un niveau de CA historique pour le Groupe. Le CA FOB (CA facturé directement depuis HK sur des livraisons FOB HK par containers complets) et le CA non FOB progressent de concert, témoignant de l'engouement pour les produits du Groupe par la distribution internationale.

Sur l'année fiscale complète, la France représente 38% du CA et progresse de 17%. L'international tire aussi la croissance et bénéficie d'un potentiel de croissance important.

En termes de produits, la progression des ventes est tirée par les jouets, l'horlogerie, les instruments de musique et les talkies-walkies grâce aux nouveautés sur les marques propres du Groupe et aux produits sous licence. La croissance des ventes est spectaculaire sur les jouets, en croissance de +29%, et représentant désormais 44% du CA total, avec le succès des gammes de robots Powerman®, les véhicules radio-commandés Crosslander® mais aussi les produits éducatifs et les jeux électroniques. Les réveils, les produits audio et musicaux connaissent aussi un engouement particulier avec des croissances respectives de +12%, +10% et +10%.

Les produits à licence ont également contribué à cette croissance, tant sur les licences existantes très dynamiques comme La Reine des Neiges, Pat Patrouille, Spiderman que sur les nouvelles licences comme Super Mario, Miraculous, et Harry Potter.

Enfin, la digitalisation du Groupe porte ses fruits : les ventes digitales sont en très forte progression tant en France que sur les différents marchés Européens, notamment grâce à une campagne de marketing digitale massive et d'envergure européenne sur les nouveautés du Groupe. Cette campagne aura permis de générer plus d'un milliard d'impressions digitales sur les produits du Groupe principalement en Europe contribuant à renforcer la notoriété de la marque Lexibook à un niveau inégalé à ce jour.

Le tableau ci-dessous présente la marge brute, la marge brute retraitée des impacts de change qui sont inclus dans le résultat financier et d'éléments exceptionnels inclus dans la marge brute et la marge 4 nets après participations publicitaires et royalties :

	Notes	31 MARS 2023	31 MARS 2022
Chiffre d'affaires net		51 236 987	45 248 664
Coûts d'achat des produits vendus		-23 285 934	-21 636 701
<b>Marge brute</b>		<b>27 951 053</b>	<b>23 611 963</b>
<b>Taux de marge brute</b>		<b>54,6%</b>	<b>52,2%</b>
Impact net de change	22	-401 341	13 985
<b>Marge brute retraitée</b>		<b>27 549 712</b>	<b>23 625 948</b>
<b>Taux de marge brute retraitée</b>		<b>53,8%</b>	<b>52,2%</b>
Participations publicitaires		6 524 906	4 467 185
Royalties		3 619 083	3 035 116
<b>Marge 4 nets retraitée</b>		<b>17 405 723</b>	<b>16 123 647</b>
<b>Taux de marge 4 nets retraitée</b>		<b>34,0%</b>	<b>35,6%</b>

Grâce aux augmentations de prix ciblées en 2022 et au lancement de nouveautés à forte marge, la marge brute retraitée des effets de change progresse de 2.4 points pour s'établir à 54.6%. La progression de celle-ci de 4,3 M€ est rendue possible grâce aux augmentations de prix et de volumes dans un contexte de hausse des matières premières permettant des économies d'échelles et l'optimisation des coûts logistiques, et ce malgré des coûts de fret toujours à un niveau très élevé par rapport à la période « avant Covid ».

Cette progression de la marge brute se retrouve partiellement sur la marge 4 nets retraitée qui se monte à 17,4 M€ vs 16,1 M€ un an plus tôt compte tenu des investissements publicitaires accrus et de la légère augmentation de la part des produits sous licence dans le chiffre d'affaires total.

## Note 20 – Charges de personnel

Charges de personnel en €	31/03/2023	31/03/2022
Salaires	3 942 192	3 558 931
Charges sociales	1 002 666	881 004
Autres charges de personnel	20 110	33 862
<b>TOTAL</b>	<b>4 964 968</b>	<b>4 473 797</b>

Au 31 mars 2023, le Groupe compte 65 salariés, dont 22 en France, 41 à HK et 2 en Espagne. Les charges de personnel augmentent essentiellement du fait de bonus provisionnés au regard de la hausse d'activité.

## Note 21 – Résultat d'exploitation

Les services extérieurs sont en hausse de 4,1 M€, essentiellement du fait des dépenses publicitaires et des prestations logistiques liées à la croissance du volume d'activité et du volume des stocks. Le Groupe a fait face à une hausse marquée de ses dépenses logistiques en raison de la hausse des tarifs de ses prestataires et de la saturation de ses entrepôts du fait de l'augmentation du niveau des stocks.

Les charges de personnel progressent de 0,5 M€ essentiellement du fait de bonus provisionnés au regard de la hausse d'activité.

Les autres charges d'exploitation sont en léger recul (-0.2 M€) malgré une augmentation des charges de royalties de 0.6 M€ liée à la hausse d'activité en raison de l'amélioration nette des provisions clients/fournisseurs cette année.

Finalement, malgré l'investissement publicitaire conséquent de plus de 2 M€ réalisé en 2022 et à la hausse exceptionnelle des charges de logistique, le résultat d'exploitation du Groupe se maintient à 4.3M€ vs 4.3 M€ en N-1 grâce à la progression du volume d'activité et au maintien des niveaux de marge.

## Note 22 – Résultat financier net

	31/03/2023	31/03/2022
<b>Coût de l'endettement net (produits / charges)</b>	-432 272	-318 186
<b>Intérêts nets relatifs à des contrats de location</b>	-30 805	-38 209
Gains de change	1 061 370	364 093
Pertes de change	-1 423 448	-389 301
Revalorisation d'instruments financiers à juste valeur	-39 263	39 193
<b>Sous total impact change</b>	-401 341	13 985
Autres produits financiers	7 933	51 476
Provisions financières	0	-10 000
Produits nets sur cessions de VMP	0	1 087
Autres charges financières	-89 215	-35 600
<b>Sous total Autres</b>	-81 282	6 963
<b>TOTAL RESULTAT FINANCIER</b>	-945 700	-335 447

Le résultat financier, en retrait de 610 K€, est principalement marqué par la variation du résultat net de change sur l'évolution des parités USD/EUR, à hauteur de 415 K€. Le coût de l'endettement est en augmentation de 114 K€ du fait de l'utilisation accrue des lignes de financement court terme, principalement en raison de l'évolution du BFR et en particulier de l'augmentation du niveau de stocks.

## Note 23 – Impôts sur les résultats

Les impôts de la période représentent une charge de 263 K€ lié à des variations de valeur des actifs d'impôt différés pour -160 K€ et à des provisions IS à payer pour 423 K€.

### 23.1 Charge (ou produit) d'impôt

Principales composantes de la charge (ou produit) d'impôt :

En €	31/03/2023	31/03/2022
Impôt exigible	-423 710	-412 474
<b>Impôt exigible</b>	<b>-423 710</b>	<b>-412 474</b>
Impôt différé lié à des différences temporelles	160 550	155 538
Variation de valeur des actifs d'impôts différés		
<b>Impôt différé</b>	<b>160 550</b>	<b>155 538</b>
<b>Charge (ou produit) d'impôt au compte de résultat</b>	<b>-263 160</b>	<b>-256 936</b>

Relation entre la charge (ou produit) d'impôt et le bénéfice comptable :

En €	31/03/2023	31/03/2022
Résultat courant avant impôt	3 305 587	4 001 784
Taux d'impôt applicable	25,00%	26,50%
<b>Bénéfice comptable x taux d'impôt applicable</b>	<b>-826 397</b>	<b>-1 060 473</b>
Ecarts de taux France / étranger et taux réduits	207 321	331 383
Déficits fiscaux de la période non activés	42 858	-8 714
Utilisation de déficits fiscaux non activés	269 475	505 318
Effet des différences permanentes	43 583	-24 450
<b>Charge (ou produit) d'impôt au compte de résultat</b>	<b>-263 160</b>	<b>-256 936</b>

Le taux d'impôt applicable retenu est le taux d'imposition sur les sociétés (IS) normal en France (25,0%), sans tenir compte de la contribution sociale sur l'IS (3,3 %), l'impôt sur les sociétés dû par le Groupe en France étant inférieur au montant de l'abattement applicable pour le calcul de la contribution sociale ; la société n'est pas non plus assujettie à la contribution exceptionnelle et à la contribution additionnelle sur l'IS (15%).

### 23.2 Impôts différés

Actifs et passifs d'impôts différés par catégorie :

En €	31/03/2023		
	Actif	Passif	Net
<b>Impôts différés sur différences temporelles :</b>			
sur frais de recherche et développement	-	51 987	51 987
sur concessions de licences	15 204	-	15 204
sur instruments financiers dérivés	8 549	-	8 549
sur élimination de marge en stock	231 495	-	231 495
sur autres différences temporelles	92 619	-	92 619
<b>Impôts différés sur différences temporelles</b>	<b>347 867</b>	<b>- 51 987</b>	<b>295 880</b>
<b>Impôts différés sur pertes fiscales non utilisées</b>	<b>68 501</b>	<b>-</b>	<b>68 501</b>
<b>Total impôts différés</b>	<b>416 368</b>	<b>- 51 987</b>	<b>364 381</b>

Du fait des perspectives sur la filiale espagnole, les impôts différés actifs ont été maintenus à hauteur de 68,5 K€.

Relation entre les variations d'impôts différés comptabilisés au bilan et les charges (ou produits) d'impôts différés comptabilisés au compte de résultat :

En €	Ouverture	Flux de la période		Clôture
	31/03/2022	Compte de résultat	Autres éléments du résultat global	31/03/2023
<b>Impôts différés sur différences temporelles :</b>				
sur frais de recherche et développement	-65 296	15 158	-1 849	-51 987
sur concessions de licences	1 513	13 777	-86	15 204
sur instruments financiers dérivés	-1 344	9 816	76	8 549
sur élimination de marge en stock	149 169	89 927	-7 600	231 495
sur autres différences temporelles	50 122	35 071	7 426	92 619
<b>Impôts différés sur différences temporelles</b>	<b>134 164</b>	<b>163 749</b>	<b>-2 033</b>	<b>295 880</b>
<b>Impôts différés sur pertes fiscales non utilisées</b>	<b>71 700</b>	<b>-3 199</b>	<b>0</b>	<b>68 501</b>
<b>Total impôts différés</b>	<b>205 864</b>	<b>160 550</b>	<b>-2 033</b>	<b>364 381</b>

Pertes fiscales non utilisées pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au bilan :

En €	31/03/2023		
	France	Espagne	USA
<b>Montant des pertes fiscales</b>	<b>11 244 206</b>	<b>0</b>	<b>604 764</b>
Taux d'impôt applicable	25,00%	30,00%	35,00%
<b>Actif d'impôt différé non comptabilisé</b>	<b>2 811 052</b>	<b>0</b>	<b>211 667</b>
Date d'expiration des pertes fiscales	Néant.	Néant	Néant.

## Note 24 – Transactions avec les parties liées

Les comptes consolidés incluent des opérations effectuées par le Groupe dans le cadre normal de ses activités avec des sociétés non consolidées. Les transactions se font au prix du marché.

### 24.1 Achats et ventes de biens et services

En €	31/03/2023	31/03/2022
Locations	138 000	124 500
Charges locatives	26 836	23 968
<b>Total</b>	<b>164 836</b>	<b>148 468</b>

## 24.2 Rémunération des mandataires sociaux

Rémunération en €	31/03/2023	31/03/2022
Avantages à court terme partie fixe	283 000	283 000
Avantages à court terme partie variable	700 000	700 000
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme	37 800	37 515
Indemnités de fin de contrat de travail paiements en action		
<b>Total</b>	<b>1 020 800</b>	<b>1 020 515</b>

## Note 25 – Informations sectorielles

Conformément aux règles de management et au reporting interne du Groupe, les informations sectorielles sont présentées par activités, suivant la méthode de distribution des produits vendus tel qu'indiqué au paragraphe 3.12.

31 MARS 2023 (€)	CANAL DE DISTRIBUTION 1 (1)	CANAL DE DISTRIBUTION 2 (1)	TOTAL
Chiffre d'affaires net	9 385 565	41 851 422	51 236 987
Autres produits courants	302 229	322 858	625 087
<b>Produits d'exploitation (I)</b>	<b>9 687 795</b>	<b>42 174 279</b>	<b>51 862 074</b>
Coûts d'achat des produits vendus	-5 275 998	-18 009 936	-23 285 934
Dépenses de personnel	-523 352	-4 441 616	-4 964 968
Services Extérieurs	-898 633	-13 949 399	-14 848 032
Taxes (hors impôt société)	0	-92 846	-92 846
Autres produits et charges d'exploitation	-205 594	-4 213 413	-4 419 007
<b>Charges d'exploitation (II)</b>	<b>-6 903 577</b>	<b>-40 707 210</b>	<b>-47 610 787</b>
<b>Résultat d'exploitation (III = I + II)</b>	<b>2 784 218</b>	<b>1 467 069</b>	<b>4 251 287</b>
			0
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>6 898 477</b>	<b>23 560 678</b>	<b>30 459 155</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	0	144 372	144 372
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>6 898 477</b>	<b>23 560 678</b>	<b>30 459 155</b>

Le canal de distribution 1 (FOB) correspond aux ventes dont le départ est le lieu de production. Le client prend la disposition des marchandises sur le lieu de production.

Le canal de distribution 2 (NON FOB) correspond à une prestation complète. LEXIBOOK prend à sa charge toute la gestion de la chaîne logistique.

31 MARS 2022 (€)	CANAL DE DISTRIBUTION 1 (1)	CANAL DE DISTRIBUTION 2 (1)	TOTAL
Chiffre d'affaires net	8 590 457	36 658 207	45 248 664
Autres produits courants	173 108	431 184	604 292
<b>Produits d'exploitation (I)</b>	<b>8 763 564</b>	<b>37 089 392</b>	<b>45 852 956</b>
Coûts d'achat des produits vendus	-4 980 561	-16 656 140	-21 636 701
Dépenses de personnel	-301 407	-4 172 390	-4 473 797
Services Extérieurs	-559 463	-10 193 495	-10 752 958
Taxes (hors impôt société)	0	-82 026	-82 026
Autres produits et charges d'exploitation	-309 727	-4 260 516	-4 570 243
<b>Charges d'exploitation (II)</b>	<b>-6 151 157</b>	<b>-35 364 568</b>	<b>-41 515 725</b>
<b>Résultat d'exploitation (III = I + II)</b>	<b>2 612 407</b>	<b>1 724 824</b>	<b>4 337 231</b>
			0
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	<b>3 403 178</b>	<b>24 626 180</b>	<b>28 029 358</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorp.	0	306 833	306 833
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	<b>3 403 178</b>	<b>24 626 180</b>	<b>28 029 358</b>

Le canal de distribution 1 (FOB) correspond aux ventes dont le départ est le lieu de production. Le client prend la disposition des marchandises sur le lieu de production.

Le canal de distribution 2 (NON FOB) correspond à une prestation complète. Lexibook prend à sa charge toute la gestion de la chaîne logistique.

Conformément à IFRS 8.31 à 34, le tableau ci-dessous présente une répartition du chiffre d'affaires par zone géographique :

Répartition CA par zone géographique	31/03/2023	31/03/2022
Europe (Hors France)	55%	60%
France	39%	36%
Reste du monde	6%	4%
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Note 26 – Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

## Note 27 – Liste des sociétés du Groupe

Liste des filiales et participations	% de participation et des droits de vote détenus par le Groupe au 31/03/2023	% de participation et des droits de vote détenus par le Groupe au 31/03/2022
Lexibook Hong Kong Limited	99,9%	99,9%
Lexibook Iberica SL	99,9%	99,9%
Lexibook USA	100,0%	100,0%

La filiale LEXIBOOK Hong Kong est au cœur de l'activité du Groupe. Cette filiale assure :

- le développement du Groupe par ses innovations. Pour cela, elle investit en matière de recherche/développement et emploie des ingénieurs de haut niveau ;
- le contrôle du processus de fabrication depuis le choix des usines et des outils de production, l'achat des composants et jusqu'au contrôle de la qualité des produits finis ;
- une contribution au chiffre d'affaires consolidé de 9,13 M€ au 31 mars 2023 contre 8,19 M€ au 31 mars 2022.

LEXIBOOK Iberica et LEXIBOOK USA sont des filiales de distribution qui permet au Groupe d'assurer son développement sur ces marchés en apportant aux détaillants la flexibilité d'une facturation en domestique.

## Note 28 – Instruments dérivés et comptabilité de couverture

Les actifs et passifs financiers se répartissent entre courant et non courant de la manière suivante :

en €	31 mars 2023			31 mars 2022		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Juste valeur négative des dérivés de couverture non éligibles au traitement de comptabilité de couverture prévu par IFRS 9			-			-
Juste valeur négative (+) ou positive (-) des dérivés de couverture qualifiés d'efficace et comptabilisés selon les règles de la comptabilité de couverture d'IFRS 9	-	34 193	- 34 193		5 070	5 070
Actifs (-) et Passifs (+) financiers	-	34 193	- 34 193		5 070	5 070

La juste valeur des dérivés est déterminée sur la base des valorisations communiquées par les banques. (voir note 3.13).

Les instruments financiers dérivés utilisés par le Groupe sont uniquement des couvertures de change. Au 31 mars 2023 disposait de couvertures de type accumulateurs avec barrières désactivantes à l'européenne. Les éléments contractuels non échus des accumulateurs ne permettent pas de déterminer de façon certaine les accumulations possibles, nous les avons donc considérés comme non-efficaces au sens de la norme IFRS 9 et leur juste valeur a été portée directement en résultat

La juste valeur retenue repose sur un modèle de valorisation (celui de la banque) rapproché de paramètres observables à défaut de marché de cotation officiel pour les instruments de couverture souscrits par le Groupe au 31 mars 2023 (contrats de change spécifiques avec accumulateurs et barrières désactivantes).

La comptabilité de couverture est appliquée en conformité avec les principes de la norme IFRS 9 et concerne les dérivés en couverture de flux de trésorerie futurs.

Les impacts sur les réserves et le compte de résultat :

	31/03/2022	Résultat	Autres éléments du résultat global	31/03/2023
Actifs	5 070	-5 070		0
Passifs	0	-34 193	0	-34 193
<b>Total</b>	<b>5 070</b>	<b>-39 263</b>	<b>0</b>	<b>-34 193</b>
Impôts différés	-1 344	9 816	-76	8 548
<b>Total Net</b>	<b>3 726</b>	<b>-29 447</b>	<b>-76</b>	<b>-25 645</b>

## Note 29 – Gestion des risques

Le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés ci-dessous.

Les autres risques auxquels le groupe est exposé sont décrits dans le paragraphe III de notre Document d'Enregistrement Universel.

Le Groupe ne peut exclure, toutefois, que d'autres risques puissent se matérialiser à l'avenir et avoir un effet défavorable significatif sur la société, son activité, sa situation financière, ses résultats ou son développement.

### 29.1 Risques de liquidité

Tableau de synthèse de l'endettement au 31 mars 2023 et 31 mars 2022 :

Endettement net (en €)	31/03/2023	31/03/2022
<b>Concours bancaires</b>	<b>63 547</b>	<b>1 263 968</b>
Affacturage	2 875 753	3 723 630
GIAC, VATEL, PPI BPIFRANCE, PGE Part Courante	1 234 778	933 176
Emprunt Crédit Bail IAS 17 (1)		
Intérêts courus	24 834	14 426
<b>Total dettes financières part courante</b>	<b>4 135 365</b>	<b>4 671 232</b>
Emprunt Crédit Bail IAS 17 (1)		
GIAC, VATEL, PPI BPIFRANCE Part non Courante	4 652 702	2 554 575
<b>Total dettes financières part non courante</b>	<b>4 652 702</b>	<b>2 554 575</b>
<b>Total dettes financières - A</b>	<b>8 851 614</b>	<b>8 489 775</b>
Trésorerie active - B	2 439 088	2 448 891
Comptes courants associés - C		
<b>Total endettement net (A-B+C)</b>	<b>6 412 526</b>	<b>6 040 884</b>

Les Prêts Pour l'Innovation obtenus de BPI France, les prêts garantis par l'état et les emprunts obligataires souscrits auprès du GIAC et de VATEL ne comportent pas de covenants sur les ratios financiers. Ces éléments sont décrits dans les notes 10 (trésorerie active) et 14 (dettes financières) des comptes consolidés.

Pour le financement de ses achats de marchandises, le Groupe utilise des lignes de CREDOC et des « Stand-By Letter of Credit » (SBLC). Jusqu'à ce jour le Groupe a toujours couvert ses besoins en CREDOC et plus généralement les besoins de financement de ses achats de marchandises. Ces financements sont portés par la société mère, LEXIBOOK France S.A. et par sa filiale à Hong Kong. Les besoins de financement sont essentiellement des besoins court terme liés au financement du besoin en fonds de roulement.

Le tableau ci-dessous présente les lignes de crédit, leurs échéances et leurs garanties. Les montants tirés sont ceux à la date du 31 mars 2023.

**Détail des lignes de crédit au 31 mars 2023**

LEXIBOOK France							
Nature ligne	Ligne €	Ligne USD	Utilisation bilan en dettes financières	Utilisation bilan en dettes d'exploitation	Utilisation hors bilan	Échéance	Conditions particulières
Facilités de caisse et avances en devises	4,15 M€	0,69 M\$	n/a	n/a	n/a	31/01/2024	Clause de revoir annuelle
CREDOC	1,84 M€	N/a	Néant	Néant	Néant	31/01/2024	Clause de revoir annuelle
Change	5,21 M€	6,1 M\$	Néant	Néant	Néant	31/01/2024	Clause de revoir annuelle
Change	17 M€		Néant	Néant	Néant	31/03/2024	Tacite reconduction

La ligne Credoc cadre avec les besoins de financement saisonniers de Lexibook

LEXIBOOK Hong Kong							
Nature ligne	Ligne €	Ligne USD	Utilisation bilan en dettes financières	Utilisation bilan en dettes d'exploitation	Utilisation hors bilan	Échéance	Conditions particulières
CREDOC et facilités de caisses		4,947 M\$	n/a	0,64 M\$ en crédocs	1,99 M\$ en crédocs	31/01/2024	Clause de revoir annuelle
CREDOC et facilités de caisses		0,535 M\$	n/a			08/06/2023	Clause de revoir annuelle
CREDOC et facilités de caisses		0,905 M\$	n/a			31/08/2023	Clause de revoir annuelle

<b>Total utilisation Bilan en dettes financières</b>	<b>Néant</b>
--	--------------

Les lignes octroyées à LEXIBOOK Hong Kong peuvent, pour partie, être utilisées en facilités de caisse ou en CREDOCS. Les lignes de facilité de caisse de LEXIBOOK Hong Kong sont utilisables soit en USD, soit en HKD.

Pour le financement du poste client, le Groupe a mis en place une solution d'affacturage au niveau européen (cf. note 3.5 des comptes au 31/03/23). Ce financement est lié à la saisonnalité de l'activité.

En €	-1 mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	+1 an à 3 ans	+3 ans	TOTAL
Clients	4 180 575	508 915	351 871	78 273		5 119 633
Charges constatées d'avance	330 076	1 388 786	0	0		1 718 862
Avances et acomptes versés	1 830 745	226 987	0	0		2 057 732
<b>Créances d'exploitation</b>	<b>6 341 396</b>	<b>2 124 687</b>	<b>351 871</b>	<b>78 273</b>	<b>0</b>	<b>8 896 226</b>
Créances au personnel et comptes rattachés	60 256	0	0	0		60 256
Créances sur l'Etat et autres collectivités publiques	647 477	0	0	0		647 477
Autres débiteurs courants	739	0	0	0		739
<b>Autres créances d'exploitation</b>	<b>708 472</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>708 472</b>
Fournisseurs	-2 806 071	-921 237	-177 786	-70 522		-3 975 616
Avances et acomptes reçus	-1 257 457	-261 476	0	0		-1 518 933
Produits constatés d'avance	0	0	0	0		0
<b>Dettes d'exploitation</b>	<b>-4 063 528</b>	<b>-1 182 712</b>	<b>-177 786</b>	<b>-70 522</b>	<b>0</b>	<b>-5 494 548</b>
Dettes au personnel et comptes rattachés	-101 138	0	-1 299 672	0		-1 400 810
Dettes sur l'Etat et autres collectivités publiques	-80 079	-18 501	-2 032	0		-100 612
Fournisseurs d'immobilisations	0	0	0	-449 601		-449 601
<b>Autres dettes d'exploitation</b>	<b>-181 217</b>	<b>-18 501</b>	<b>-1 301 704</b>	<b>-449 601</b>	<b>0</b>	<b>-1 951 023</b>
<b>Total BFR d'exploitation</b>	<b>2 805 122</b>	<b>923 474</b>	<b>-1 127 619</b>	<b>-441 850</b>	<b>0</b>	<b>2 159 127</b>

En €	-1 mois	1 à 3 mois	3 à 12 mois	+1 an à 3 ans	+3 ans	TOTAL
<b>Banques, établissements financiers et assimilés</b>	<b>2 439 088</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>2 439 088</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>2 439 088</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 439 088</b>
<i>Emprunts Obligataires, Giac, PGE et BPI</i>	-123 474	-183 215	-930 204	-2 667 629	-1 982 959	-5 887 481
<i>Crédit Moyen Terme</i>	0	0	0	0	0	0
<b>Emprunts auprès des établissements de crédit</b>	<b>-123 474</b>	<b>-183 215</b>	<b>-930 204</b>	<b>-2 667 629</b>	<b>-1 982 959</b>	<b>-5 887 481</b>
<b>Intérêts courus sur emprunts</b>	<b>-24 834</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-24 834</b>
<i>Engagements locatifs IFRS16</i>	-25 801	-49 124	-120 212	-297 485	-90 363	-582 985
<i>Affacturage</i>	-958 584	-1 917 169	0	0	0	-2 875 753
<i>Crédit de campagne</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Facilité de caisse</i>	-63 547	0	0	0	0	-63 547
<i>Facilités de caisse (Hong-kong)</i>	0	0	0	0	0	0
<i>Effets Escomptés non échus (Hong-kong)</i>	0	0	0	0	0	0
<b>Autres emprunts et dettes assimilées</b>	<b>-1 047 932</b>	<b>-1 966 293</b>	<b>-120 212</b>	<b>-297 485</b>	<b>-90 363</b>	<b>-3 522 285</b>
<b>Dettes financières</b>	<b>-1 196 240</b>	<b>-2 149 508</b>	<b>-1 050 416</b>	<b>-2 965 114</b>	<b>-2 073 322</b>	<b>-9 434 600</b>
<b>Total dette financière nette</b>	<b>1 242 848</b>	<b>-2 149 508</b>	<b>-1 050 416</b>	<b>-2 965 114</b>	<b>-2 073 322</b>	<b>-6 995 512</b>
<b>Intérêts ultérieurs sur emprunts</b>	<b>-12 919</b>	<b>-23 366</b>	<b>-170 231</b>	<b>-301 318</b>	<b>-110 067</b>	<b>-617 901</b>

## Engagements relatifs aux lignes de crédit

- LEXIBOOK s'est portée caution auprès de ses partenaires bancaires pour que des « stand-by letter of crédit » soient ouvertes au profit de la filiale de Hong Kong, et ce pour 6 387 566 dollars US convertis au cours de clôture de 1.0875 dollars par euro.
- Les lignes CREDOC, SBLC et crédit de campagne font l'objet d'un gage sur stock, au profit du pool bancaire historique, à hauteur de 6.15 M€, à compter du 1er février 2023 au 31 janvier 2024 jusqu'à son remboursement intégral.

## 29.2 Risques de change

Le Groupe LEXIBOOK, opérant dans un contexte international, est exposé aux risques de change provenant de différentes expositions en devises, principalement l'US dollar. Le risque de change porte notamment sur des transactions commerciales futures.

La totalité des achats sont réalisés en dollars US et 21,2 % du chiffre d'affaires 2022-2023 est également réalisé en USD (contre 20,4 % du chiffre d'affaires 2021-2022) et présente donc une couverture naturelle sur cette devise. Cette couverture naturelle est réalisée via le canal de distribution FOB, pour lequel la facturation est réalisée en USD et permet donc de couvrir une partie des achats réalisés en USD.

Comme précisé dans le paragraphe sur l'activité FOB, la part du chiffre d'affaires FOB dans le chiffre d'affaires total est stable par rapport à l'exercice précédent. Cette part peut être amenée à varier en fonction de la parité euro/dollar et de la négociation avec les clients.

Le risque de change crée de la volatilité sur les résultats, les capitaux propres ainsi que sur les flux de trésorerie.

Le Groupe LEXIBOOK a recours à des instruments dérivés dans diverses stratégies de couverture pour éliminer ou limiter les risques financiers auxquels il est exposé. Les principaux instruments dérivés utilisés sont le change à terme ferme et optionnel.

La comptabilisation de ces instruments de couverture est détaillée dans la note 28 de l'annexe aux comptes consolidés du Groupe.

Dans le cadre de sa gestion des risques, le Groupe LEXIBOOK a pour politique de couvrir un budget d'achats futurs de marchandises payables en US dollar. La couverture du budget d'achat a nécessité un découpage en différentes périodes de temps (« time bucket ») suffisamment fines.

Le Groupe a procédé à la revue de son risque de change au 31 mars 2023 :

Risque de change	USD	GBP	HKD
Actifs	2 179 277	503 765	6 381 692
Passifs	1 913 232	7 768	3 860 588
Position nette avant gestion	266 046	495 997	2 521 104
Hors Bilan	-6 387 566		
Couvertures	-1 016 200	0	
Position nette globale après gestion	-7 137 720	495 997	2 521 104

Le hors bilan est composé de 6.388 M USD de SBLC.

La sensibilité d'une variation des parités de change des monnaies utilisées varierait comme suit :

Sensibilité en euros	Impact sur le résultat		Impact sur les Capitaux propres	
	Hausse de 1%	Baisse de 1%	Hausse de 1%	Baisse de 1%
USD	65 634	- 65 634	- 8 511	8 511
GBP	- 5 641	5 641	-	-
HKD	- 2 953	2 953	59 962	- 59 962
<b>TOTAL</b>	<b>57 039</b>	<b>- 57 039</b>	<b>51 451</b>	<b>- 51 451</b>

### 29.3 Risques de taux

Le Groupe a procédé à la revue de son risque de taux au 31 mars 2023 :

Risque de taux	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Passifs Financiers	4 198 912	4 125 024	527 678
Actifs Financiers	293 496		
Position nette	3 905 416	4 125 024	527 678

Au 31 mars 2023, dans le cas d'une hausse des taux de 1 point, le manque à gagner serait de 85 581 €.

Le Groupe analyse régulièrement l'opportunité financière de la mise en place de swaps de taux (variable / fixes). A la date d'établissement du présent rapport, compte tenu du coût jugé élevé des swaps, aucune couverture n'a été initiée.

L'ensemble des financements, à l'exception de l'emprunt obligataire souscrit auprès de VATEL, est à taux variable.

### 29.4 Risques liés à une épidémie ou une pandémie

Le Groupe est exposé aux crises liées aux épidémies et pandémies comme celle liée au Covid-19 et à leurs récides éventuelles. Celles-ci peuvent paralyser l'appareil de production en Chine ainsi que les livraisons, pouvant ainsi priver le Groupe d'une partie ou de toutes ses sources d'approvisionnement. En cas de survenance rapide d'une telle crise, le Groupe, privé d'approvisionnement, serait confronté à une perte d'activité qui peut être partielle ou totale si l'épidémie se diffuse rapidement et se prolonge de plusieurs semaines, et peut être soumis à des frais logistiques accrus, des pénalités de retard de ses clients ainsi qu'à des annulations de commandes. Parallèlement au risque lié à la production, le Groupe peut être confronté à un risque commercial qui pèserait directement sur l'activité, en particulier en cas de mesures de confinement ou de fermetures des magasins en raison de l'épidémie. Les effets directs peuvent inclure des annulations de commandes, des retards de paiement, la réduction ou la disparition de chiffre d'affaires avec certains clients, et le maintien en stock de produits potentiellement rendus obsolètes si la crise se prolonge plusieurs mois. De telles épidémies peuvent ainsi dégrader rapidement l'activité de la société et peser lourdement sur la trésorerie, les résultats et les fonds propres.

### 29.5 Risques liés aux conflits internationaux

Le Groupe est exposé aux risques de conflits internationaux sur les territoires sur lesquels il intervient, tant sur la partie relative à la conception et à la fabrication des produits que sur les ventes. Un conflit impliquant la Chine et/ou Taïwan pourrait par exemple causer une rupture dans la chaîne de fabrication des produits. Néanmoins, dans le contexte de guerre en Ukraine, le Groupe Lexibook précise qu'il n'est pas exposé ni sur le marché russe, ni sur le marché ukrainien tant sur ses approvisionnements que sur ses ventes.

## Note 30 – Autres produits et charges d'exploitation

Autres produits et charges d'exploitation en €	31/03/2023	31/03/2022
Royautés	3 619 083	3 067 154
Immobilisations Incorporelles	204 405	234 501
Immobilisations Corporelles	70 493	71 694
Amortissement des droits d'utilisation de l'actif	305 397	249 701
Autres	219 629	947 193
<b>Total Autres produits et charges d'exploitation</b>	<b>4 419 007</b>	<b>4 570 243</b>

## Note 31 – Contrats de location

Droits d'utilisation de l'actif

Droits d'utilisation de l'actif en €	31/03/2023			31/03/2022		
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette
Constructions	1 557 903	1 139 518	418 385	1 546 816	873 337	673 479
Equipements	135 203	54 313	80 890	134 513	67 075	67 438
<b>Total Droits d'utilisation de l'actif</b>	<b>1 693 106</b>	<b>1 193 831</b>	<b>499 275</b>	<b>1 681 329</b>	<b>940 412</b>	<b>740 917</b>

Variation des droits d'utilisation de l'actif

En euros	31/03/2023		
	Valeur Brute	Amortissements	Valeur nette
<b>Au 31/03/2022</b>	<b>1 681 329</b>	<b>940 412</b>	<b>740 917</b>
Augmentations	53 495		
Diminutions	- 52 676	- 52 676	
Variation des écarts de conversion	10 958	588	
Dotations aux amortissements		305 507	
<b>Au 31/03/2023</b>	<b>1 693 106</b>	<b>1 193 831</b>	<b>499 275</b>

Engagements locatifs par maturité

Engagement locatifs par maturité en euros	31/03/2023
A moins d'un an	197 849
Entre 1 et 2 ans	164 171
Entre 2 et 5 ans	203 732
Au-delà de 5 ans	-
<b>Total engagements locatifs</b>	<b>565 752</b>

## Note 32 – Tableau Honoraires des Commissaires aux Comptes

		Cabinet GRANT THORNTON			
		Montant HT		%	
		2022-2023	2021-2022	2022-2023	2021-2022
Audit					
	Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	77 502	78 774	98%	100%
	Autres Diligences liées à la mission du commissaire aux comptes	1 508		2%	0%
<b>Sous-total</b>		<b>79 010</b>	<b>78 774</b>		
Autres prestations					
	Juridique, fiscal et social				
	Technologies de l'information				
	Autres				
<b>Sous-total</b>		<b>-</b>	<b>-</b>		
<b>TOTAL</b>		<b>79 010</b>	<b>78 774</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Note 33 – Tableau des 5 derniers exercices

	2022-2023	2021-2022	2020-2021	2019-2020	2018-2019
<b>I- Capital en fin d'exercice</b>					
a) Capital Social	3 881 660	3 881 660	3 881 660	3 881 660	3 412 910
b) Nombre des actions émises	7 763 319	7 763 319	7 763 319	7 763 319	6 825 819
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
<b>II - Opérations &amp; Résultats de l'exercice</b>					
a) Chiffres d' Affaires	41 655 022	36 873 646	22 367 240	18 988 785	18 535 824
b) Résultat avant impôts, avant amortissements & provisions	845 744	1 571 629	1 410 723	-147 365	-2 574 272
c) Impôts sur les bénéfices	19 475	57 377	29 181	0	0
d) Résultat après impôts, amortissements & provisions	258 943	1 291 293	1 453 202	-176 936	-889 053
e) Bénéfices distribués					
<b>III - Résultat par action</b>					
a) Résultat Avant impôts et avant amortissements & provisions	0,11	0,20	0,18	-0,02	-0,38
b) Résultat après impôts, amortissements & provisions	0,03	0,17	0,19	-0,02	-0,13
c) Dividendes attribué à chaque action dont avoir fiscal	0	0	0	0	0
<b>IV - Personnel</b>					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	22	22	23	23	25
b) Montant de la masse salariale globale & des avantages sociaux	3 114 009	2 964 999	1 904 707	1 964 369	1 988 202

### XVIII2. Information financière pro forma

Non applicable

## **XVIII3. Etats financiers de la société mère**

### **Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels Comptes de l'exercice clos le 31 mars 2023**

A l'Assemblée générale de la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A.,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Lexibook Linguistic Electronic System S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nous avons procédé à l'appréciation des différentes approches retenues par la société, décrites dans les notes « Stocks » et « Créances d'exploitation », paragraphe « D) Principes comptables » de l'annexe. Nous avons mis en œuvre des tests de détail et diligences spécifiques pour vérifier, par sondage et procédures analytiques, l'application de ces approches.

Dans le cadre de nos appréciations, nous avons vérifié le caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

## **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce.

### **Rapport sur le gouvernement d'entreprise**

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du Code de commerce.

### **Autres informations**

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion,

la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Le commissaire aux comptes,**

Neuilly Sur Seine, le 30 juin 2023

GRANT THORNTON

Samuel CLOCHARD  
Associé

<b>Bilan actif en €</b>	Note	<b>31/03/2023 en Brut (12 mois)</b>	Amortissements, Provisions	<b>31/03/2023 En Net (12 mois)</b>	<b>31/03/2022 En Net (12 mois)</b>
Frais d'établissement	1&2	-	-	-	-
Frais de recherche et développement	1&2	-	-	-	-
Concess., brevets	1&2	358 679	357 494	1 185	3 586
Fonds commercial	1&2	70 127	70 127	-	-
Autres immobilisations incorporelles	1&2	100 000	100 000	-	-
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>1&amp;2</b>	<b>528 806</b>	<b>527 621</b>	<b>1 185</b>	<b>3 586</b>
Installations techniques	1&2	168 905	168 905	-	-
Autres immobilisations corporelles	1&2	539 565	394 453	145 112	180 082
Immobilisations en cours	1&2	-	-	-	-
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>1&amp;2</b>	<b>708 469</b>	<b>563 357</b>	<b>145 112</b>	<b>180 082</b>
Titres de participations	3	389 753	398	389 354	236 341
Créances rattachées à des participations	3	20 502 426	851 112	19 651 314	2 358 195
Prets	3	100 815	-	100 815	102 895
Autres immobilisations financières	3	1 921 720	80 000	1 841 720	2 686 358
<b>Immobilisations Financières</b>	<b>3</b>	<b>22 914 713</b>	<b>931 511</b>	<b>21 983 202</b>	<b>5 383 788</b>
<b>Actif Immobilisé</b>		<b>24 151 989</b>	<b>2 022 489</b>	<b>22 129 499</b>	<b>5 567 456</b>
Stocks Matières Premières	4	-	-	-	-
Stocks de marchandises	4	15 813 058	737 397	15 075 661	11 383 290
<b>Stocks</b>	<b>4</b>	<b>15 813 058</b>	<b>737 397</b>	<b>15 075 661</b>	<b>11 383 290</b>
Avances et acomptes versés	5	89 988	-	89 988	174 764
Clients et comptes rattachés	5	3 298 206	420 409	2 877 797	2 435 719
Créances sociales	5	60 256	-	60 256	45 930
Créances fiscales	5	642 346	-	642 346	239 480
<b>Créances d'exploitation</b>	<b>5</b>	<b>4 090 797</b>	<b>420 409</b>	<b>3 670 387</b>	<b>2 895 893</b>
Comptes courants débiteurs		-	-	-	-
Etat et autres collectivités		-	-	-	-
Débiteurs divers		25 505	-	25 505	111 325
<b>Créances diverses</b>		<b>25 505</b>	<b>-</b>	<b>25 505</b>	<b>111 325</b>
Valeurs mobilières		22 412	-	22 412	-
Disponibilités		2 135 315	-	2 135 315	1 553 950
<b>Trésorerie</b>		<b>2 157 726</b>	<b>-</b>	<b>2 157 726</b>	<b>1 553 950</b>
Charges constatées d'avance	6	330 076	-	330 076	123 835
<b>Actif Circulant</b>		<b>22 417 162</b>	<b>1 157 806</b>	<b>21 259 355</b>	<b>16 068 292</b>
Charges à répartir	6	27 334	-	27 334	41 596
Ecart de conversion actif	6	1 015 446	-	1 015 446	111 964
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>6</b>	<b>1 042 781</b>	<b>-</b>	<b>1 042 781</b>	<b>153 560</b>
<b>Total Actif</b>		<b>47 611 931</b>	<b>3 180 295</b>	<b>44 431 636</b>	<b>21 789 308</b>

<b>Bilan Passif en €</b>	Note	<b>31/03/2023 (12 mois)</b>	<b>31/03/2022 (12 mois)</b>
Capital	7	3 881 660	3 881 660
Primes	7	-	-
Réserve légale	7	148 322	148 322
Réserve statutaire	7	0	0
Report à nouveau	7	1 890 550	599 257
<b>Capital et réserves</b>	<b>7</b>	<b>5 920 533</b>	<b>4 629 239</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>258 943</b>	<b>1 291 293</b>
<b>Total capitaux propres</b>	<b>7</b>	<b>6 179 476</b>	<b>5 920 533</b>
Provision pour risques & charges		1 015 446	111 964
<b>Provisions</b>	<b>8</b>	<b>1 015 446</b>	<b>111 964</b>
Emprunts obligataires convertibles	9	-	-
Emprunts auprès établ. de crédit	9	5 263 458	2 569 902
Autres Emprunts Obligataires	9	662 107	960 973
Dettes financières diverses	9	-	-
Concours bancaires courants	9	63 547	849 763
<b>Dettes financières</b>	<b>9</b>	<b>5 989 112</b>	<b>4 380 638</b>
Fournisseurs		27 372 767	8 469 660
Dettes sociales		1 398 661	1 394 923
Dettes fiscales		97 725	169 088
<b>Dettes d'exploitation</b>		<b>28 869 153</b>	<b>10 033 671</b>
Fournisseurs d'immobilisations		-	-
Comptes courants créditeurs		-	-
Dettes fiscales (IS)		-	-
Dettes diverses		1 249 850	1 202 522
<b>Dettes diverses</b>		<b>1 249 850</b>	<b>1 202 522</b>
Ecart de conversion	10	1 128 598	139 980
Produits constatés d'avance		-	-
<b>Comptes de régularisation</b>		<b>1 128 598</b>	<b>139 980</b>
<b>Total passif</b>		<b>44 431 636</b>	<b>21 789 308</b>

<b>Compte de Résultat en € (Partie I)</b>	<b>Note</b>	<b>31/03/2023 (12 mois)</b>	<b>31/03/2022 (12 mois)</b>
<b>Ventes de marchandises</b>		<b>40 349 202</b>	<b>35 771 262</b>
- France (vm)		17 015 217	13 082 129
- Etranger (vm)		23 333 985	22 689 133
<b>Ventes de services</b>		<b>1 305 820</b>	<b>1 102 385</b>
- France (vs)		11 075	57 598
- Etranger (vs)		1 294 745	1 044 787
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>12</b>	<b>41 655 022</b>	<b>36 873 646</b>
Reprises amort. et prov. d'exploitation		130 080	520 900
Autres produits d'exploitation		91 993	86 545
Transfert de charges d'exploitation		17 502	23 795
<b>Total produits d'exploitation</b>		<b>41 894 598</b>	<b>37 504 886</b>
Achats matières 1ères & autres appro.		253 949	128 549
Achats non stockés, Matériel et Fournitures		44 575	38 894
Achats de marchandises		24 056 874	25 935 944
Variation stocks de marchandises		- 3 689 587	- 6 936 391
Autres charges externes		12 954 412	9 090 425
Impôts, taxes et versements assimilés		92 846	82 026
Rémunération du personnel		2 191 087	2 149 272
Charges sociales		922 922	815 728
Dotations amort. et prov. d'exploit.		58 909	553 100
Autres charges d'exploitation		3 633 709	3 300 922
<b>Total charges d'exploitation</b>		<b>40 519 696</b>	<b>35 158 469</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>1 374 901</b>	<b>2 346 417</b>

<b>Compte de Résultat en € (Partie II)</b>	<b>Note</b>	<b>31/03/2023 (12 mois)</b>	<b>31/03/2022 (12 mois)</b>
Revenus des autres créances et VMP		-	-
Gains de change		214 801	291 141
Produits nets sur cession de VMP		-	-
Autres produits financiers		6 545	1 082
Reprises sur prov. et amort. financiers		262 406	-
<b>Total produits financiers</b>		<b>483 752</b>	<b>292 223</b>
Dotations aux prov. & amort. financiers		920 377	248 136
Intérêts et charges financiers		260 111	200 272
Pertes de change		268 712	150 566
Charges nettes sur cession de VMP		-	-
Autres charges financières		86 306	32 583
<b>Total charges financières</b>		<b>1 535 505</b>	<b>631 557</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>13</b>	<b>- 1 051 754</b>	<b>- 339 333</b>
<b>Résultat courant</b>		<b>323 148</b>	<b>2 007 084</b>
Produits exceptionnels sur opérat° en capital		-	-
Autres produits exceptionnels		-	-
<b>Total produits exceptionnels</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
Charges exceptionnelles sur op. de gestion		44 729	337 468
Charges sur exercices antérieurs		-	-
VNC des immo. incorporelles cédées		-	320 946
VNC des immo. corporelles cédées		-	-
VNC des immo. financières cédées		-	-
Dotations aux prov.d'immo. Incorporelles		-	-
Dotations aux prov.d'immo. Corporelles		-	-
Autres charges exceptionnelles		-	-
<b>Total charges exceptionnelles</b>		<b>44 729</b>	<b>658 414</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>14</b>	<b>-44 729</b>	<b>-658 414</b>
Impôts sur les bénéfices		19 475	57 377
<b>Résultat net</b>		<b>258 943</b>	<b>1 291 293</b>

## Annexe aux comptes sociaux

### Environnement

L'année fiscale 2022-23 est particulièrement satisfaisante pour le Groupe Lexibook. Les choix stratégiques s'avèrent payants et ont permis de mettre en place une dynamique positive de croissance pérenne. Le Groupe a ainsi enchaîné 15 trimestres consécutifs de croissance sur les années 2020 à 2022. L'activité est restée très porteuse grâce aux nouveaux produits à fort potentiel, aux licences phares en portefeuille et à l'explosion des ventes digitales en France et à l'international. Au global sur l'exercice, le chiffre d'affaires du Groupe s'est clôturé à un niveau historique jamais atteint par Lexibook à 51.2M€ (+13,3%).

Malgré un contexte d'appréciation de l'US\$ vs € de l'ordre de 18% en 1 an, et d'une augmentation des coûts de fret très significative, le Groupe a réussi à préserver ses marges grâce à des augmentations de tarif ciblées. La marge brute sur l'exercice ressort ainsi à un niveau très élevé proche de 50.5 % vs 48.1% l'année précédente, en progression de 3,3 M€ vs N-1.

Profitant d'une dynamique positive, Lexibook a engagé une campagne publicitaire digitale internationale majeure qui a généré plus d'un milliard d'impressions digitales en 1 an sur ses produits sur la zone EMEA, doublée d'une campagne de publicité télévisée en France. Les services extérieurs sont ainsi en hausse de 3,9 M€, essentiellement du fait des dépenses publicitaires accrues et des prestations logistiques liées à la croissance du volume d'activité et du volume des stocks.

Les charges de personnel progressent de 0,1 M€ essentiellement du fait de bonus provisionnés au regard de la hausse d'activité.

Les autres charges d'exploitation sont en léger augmentation (0.3 M€) dû à l'augmentation des charges de royalties liée à la hausse d'activité ainsi qu'à l'amélioration nette des provisions clients/fournisseurs cette année.

Finalement, malgré l'investissement publicitaire conséquent de plus de 2 M€ réalisé en 2022 et à la hausse exceptionnelle des charges de logistique, le résultat d'exploitation du Groupe se maintient à 1.4 M€ vs 2.3 M€ en N-1 grâce à la progression du volume d'activité et au maintien des niveaux de marge.

Le résultat financier, en retrait de 713 K€, est principalement marqué par la variation du résultat net de change sur l'évolution des parités USD/EUR, à hauteur de 849 K€. Le coût de l'endettement est en augmentation de 60 K€ du fait de l'utilisation accrue des lignes de financement court terme, principalement en raison de l'évolution du BFR et en particulier de l'augmentation du niveau de stocks.

Pour finir, le résultat net s'établit à 0.3 M€ au 31 mars 2023, vs 1.3 M€ au 31 mars 2022.

Les années 2020 et 2021 ont été marquées par l'expansion mondiale du Coronavirus Covid-19, qui a engendré d'importantes modifications sur l'environnement économique mondial, avec notamment la fermeture de certaines zones d'activités, l'ajustement des rythmes de production mais également un changement sur les modes de consommation. L'année 2023 marque la fin de la pandémie et un retour à une situation normale en fin d'exercice. Dans un contexte d'incertitude sur la fin de pandémie, le Groupe a choisi de sécuriser ses approvisionnements, quitte à supporter sur quelques mois un niveau de stocks plus élevé que de normal.

Le Groupe est exposé aux risques de conflits internationaux sur les territoires sur lesquels il intervient, tant sur la partie relative à la conception et à la fabrication des produits que sur les ventes. Un conflit impliquant la Chine et/ou Taïwan pourrait par exemple causer une rupture dans la chaîne de fabrication des produits. Néanmoins, dans le contexte de guerre en Ukraine, le Groupe Lexibook précise qu'il n'est pas exposé ni sur le marché russe, ni sur le marché ukrainien tant sur ses approvisionnements que sur ses ventes.

Malgré une hausse du niveau de stocks de l'ordre de 3,7 M€, l'endettement net se limite néanmoins à 3,83 M€ au 31 mars 2023 contre 2,83 M€ au 31 mars 2022. Les capitaux propres du Groupe continuent à se renforcer et atteignent un point haut à 6,2 M€ vs 5,9 M€ un an plus tôt.

La société a fait une analyse de la valorisation de ses différentes classes d'actif et n'a pas identifié d'indicateur de perte de valeur. Par ailleurs, elle n'a pas identifié non plus de passifs à comptabiliser en lien avec cette crise.

Tendances à venir :

Le Groupe a présenté ses collections 2023 à la distribution internationale et l'accueil des nouveautés a été très positif. Les référencements pour la campagne de Noël 2023 sont excellents et laissent prévoir un nouvel exercice 2023-24 dans la lignée de 22-23. Le T1 fiscal 22-23 était en croissance de 36% sur le T1 fiscal 21-22, lui-même en croissance de 78% sur l'année précédente. Le référentiel est donc élevé pour le T1 fiscal 2023-24. Néanmoins, le carnet de commandes laisse entrevoir un niveau d'activité similaire à l'année dernière sur le T1 2023-24 et le Groupe entend continuer sur sa lancée de croissance rentable cette année.

Plusieurs extensions de contrats de licence sont en cours de finalisation pour étendre les contrats actuels sur de nouvelles zones, ce qui pourrait avoir un effet accélérateur pour le Groupe sur les prochaines années. Certains sont d'ores et déjà confirmés :

- Extension du contrat Paw Patrol sur les USA et le Canada sur les catégories principales (Film prévu en Juillet 2023)
- Nouveau contrat de licence sur la zone EMEA avec Mattel sur Barbie, (Film prévu en Juillet 2023), Monster High (Film prévu en 2024), et Hotwheels.
- Extension du contrat Warner sur les USA sur Harry Potter (Echiquiers) et Batman (Flippers).
- Extension du contrat Miraculous sur les USA et le Canada.
- Extension des contrats Disney et Marvel sur les USA et le Canada sur une partie des segments.

Le Groupe pourrait par ailleurs bénéficier du niveau actuel du dollar américain s'il se maintenait à ce niveau sur le reste de l'année et de l'amélioration des conditions de fret international pour améliorer ses marges. Le Groupe a actualisé ses prévisions budgétaires et n'envisage pas de difficulté de trésorerie sur les 12 prochains mois.

## Règles et Méthodes Comptables

Les comptes sociaux ont été établis, notamment, conformément aux dispositions des articles L123-13 et L123-14 et L123-17 du Code de Commerce et du règlement ANC 2014-03 du 05 Juin 2014 et suivants.

## Application du principe de continuité d'exploitation

À la suite des négociations menées avec les partenaires bancaires, les concours bancaires des banques historiques ont été confirmés. Une négociation est en cours pour la mise en place d'un RCF. Les banques hors pool bancaire historique ont également confirmé le renouvellement d'une ligne de crédit de campagne de 1.23 M€ à compter du 01/05/2023, une ligne complémentaire de crédit de campagne de 250 K€, également disponible à compter du 01/05/2023 et une ligne de SBCL de 500 K€, ainsi qu'une facilité de caisse de 750 k€.

Les concours bancaires, les nouveaux financements, les efforts de gestion et d'amélioration du BFR, et la trésorerie dégagée sur l'exercice 2022-23 permettent au Groupe d'estimer que les conditions nécessaires sont réunies pour acter de la continuité d'exploitation sur les douze prochains mois.

## Principes comptables

### *Immobilisations corporelles et incorporelles*

Les fonds de commerce acquis ne font pas l'objet d'amortissement mais peuvent, le cas échéant, être dépréciés.

Les immobilisations corporelles et incorporelles figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition.

L'amortissement est calculé selon le mode linéaire ou dégressif selon des durées d'utilisation permettant de prendre en compte la dépréciation économique des immobilisations.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou le mode dégressif sur les durées précisées ci-après :

· Logiciels	1 à 3 ans
· Matériels de transport	2 ans
· Matériels et outillages	3 à 5 ans
· Matériel informatique	3 à 5 ans
· Matériel de bureau	3 à 10 ans
· Agencements et installations	5 à 10 ans

### **Titres de participation**

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet le cas échéant d'une dépréciation en fonction de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité tient compte, dès lors que la pérennité de la détention de la participation est acquise, principalement de la situation nette corrigée, le cas échéant, des plus-values latentes et de la capacité immédiate ou à terme et de la contribution de la participation aux capitaux propres de l'ensemble consolidant (si les titres sont consolidés).

Si après examen de ces différents critères de suivi de la valeur des titres de participation exposés ci-dessus (pérennité de la détention, contribution aux capitaux propres de l'ensemble consolidé, capacité bénéficiaire immédiate ou à terme, valeur de marché de l'entreprise objet de la participation) il ressort que la valeur d'utilité est inférieure au coût d'acquisition des titres une dépréciation est constatée. Cette dépréciation correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la valeur nette comptable de la société concernée.

Les participations de Lexibook France dans Lexibook USA sont dépréciées à hauteur de 399 € en raison d'une contribution aux capitaux propres consolidés négative, montants figurant en note 3 sur la ligne « Prov / titres de participations »

Quand la valeur d'utilité redevient supérieure ou égale au coût d'acquisition, les dépréciations éventuellement constatées sont annulées.

### **Créances rattachées à des participations**

A la clôture de l'exercice, la situation nette de chacune des participations est examinée. Lorsque celle-ci est négative, les créances rattachées à des participations font l'objet d'une dépréciation à due concurrence. Si les créances rattachées à des participations sont inférieures à la situation nette négative, l'excédent de situation nette négative est déprécié, le cas échéant, sur les créances commerciales détenues sur la participation concernée.

Ainsi, sur l'exercice, les opérations suivantes relatives aux créances sur participations ont été effectuées :

- Reprise totale concernant les créances de Lexibook Iberica dans Lexibook SA pour 109 392 €, montant inclus sur la ligne « variation des provisions financières » de la note 13.
- Dotation partielle concernant les créances de Lexibook USA dans Lexibook SA pour 16 895 €, montant inclus sur la ligne « variation des provisions financières » de la note 13.

A la clôture de l'exercice, les créances rattachées à des participations détenues par Lexibook France sur Lexibook Iberica ne sont pas dépréciées.

A la clôture de l'exercice, les créances rattachées à des participations détenues par Lexibook France sur Lexibook Hong Kong ne sont pas dépréciées.

A la clôture de l'exercice, les créances rattachées à des participations détenues par Lexibook France sur Lexibook USA sont dépréciées à hauteur de 851 112 €.

### **Autres titres de participation, Valeurs mobilières de placement**

Les autres titres de participation et valeurs mobilières de placement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet le cas échéant d'une dépréciation en fonction de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité tient compte principalement de la situation nette de la société corrigée, le cas échéant, des plus-values latentes et de la capacité bénéficiaire immédiate ou à terme.

### **Stocks**

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût ou de la valeur de réalisation nette estimée ; le coût est calculé selon la méthode du prix de revient moyen pondéré. La modalité de valorisation inclut le coût de l'achat des marchandises auprès de Lexibook Hong Kong ainsi que les frais d'approche.

En termes de dépréciation, comptabilisée si la valeur de réalisation est inférieure au coût, la méthode diffère en fonction du type de stock.

a) Stocks défectueux ou à recycler : ces stocks sont regroupés en différentes catégories. Ces catégories vont permettre de déterminer le niveau de dépréciation à pratiquer. Les taux de dépréciations varient de 5% à 100%.

b) Stocks à rotation lente : les stocks de produits neufs font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si la valeur des produits identifiés à « rotation lente » doit être dépréciée et le cas échéant afin de déterminer le niveau de la dépréciation.

La société procède à des dépréciations en fonction des valeurs nettes de réalisation, basées pour l'essentiel sur des perspectives de ventes et de marge attendue.

Une provision à 100% pourra également être décidée si le produit n'est plus commercialisable, pour des raisons spécifiques.

Les nouveautés ne sont jamais dépréciées. Un produit est dit nouveau lorsque sa première date de commercialisation remonte à moins d'un an.

### **Créances d'exploitation**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les dépréciations sont constituées d'une part, sur la base des créances irrécouvrables, et également sur l'antériorité des créances, et d'autre part sur la base de l'appréciation du management du risque de recouvrabilité.

Conformément aux dispositions évoquées dans le paragraphe relatif aux créances sur participations, sur l'exercice des dépréciations et des reprises ont été constatées sur des comptes clients intra-groupe.

A la clôture de l'exercice, les créances d'exploitation détenues par Lexibook France sur ses filiales ne sont pas dépréciées.

### **Ecarts de conversion**

Les dettes et créances libellées en devises sont converties en euros sur la base du cours de change à la clôture.

### **Produits d'exploitation**

Le fait générateur des produits d'exploitation est la réalisation de la prestation.

## Charges et produits exceptionnels

Seuls les charges et produits exceptionnels de nature inhabituelle et d'une survenance exceptionnelle sont enregistrés en résultat exceptionnel.

## Engagements de retraite

Les pensions et indemnités dues aux salariés lors de leur départ en retraite sont constatées dans les comptes au moment de leur versement. Les engagements de retraite sont évalués à 303 277 €. Aucune provision n'a été constatée dans les comptes sociaux arrêtés au 31 mars 2023 au titre de cet engagement. La méthode d'évaluation des engagements sociaux retenue est la méthode des unités de crédit projetées, préconisée par la recommandation CNC n° 2003-R.01 du 1er avril 2003 relative aux règles d'évaluation et de comptabilisation des engagements de retraite et avantages similaires.

Cette approche équivaut à reconnaître, à la date de calcul, un engagement égal à la valeur actuelle probable des prestations futures estimées multipliée par le rapport entre l'ancienneté à la date de calcul et la date de départ en retraite. Implicitement, cela revient à considérer que l'engagement se constitue au prorata de l'ancienneté. En conséquence, le calcul des prestations futures est effectué en fonction de l'ancienneté et du salaire estimé au jour du versement de la prestation (fin de carrière).

Le salaire est projeté jusqu'à la date de départ en retraite de la façon suivante :

Salaire en fin de carrière = Salaire en date de calcul \* (1+ Taux de revalorisation du salaire)<sup>durée restante</sup>

Puis sont calculés les droits au terme et sont appliquées deux probabilités : une de survie et une de présence (id. non sortie par licenciement ou démission).

Enfin, un prorata (Ancienneté à la date de calcul / Ancienneté à échéance) et un facteur d'actualisation multiplient le résultat obtenu.

Les principales hypothèses retenues sont : retraite à 67 ans (départ volontaire), taux d'inflation de 1.00 %, Turn-over de 13,50 % et taux d'actualisation de 5,60 % (taux actuariel Bloomberg AA – long terme (15 ans) + Indice au 31 mars 2023).

## Résultat par action

Compte de Résultat en € (Partie II)	Note	31/03/2023 (12 mois)	31/03/2022 (12 mois)
<b>Résultat net</b>		<b>258 943</b>	<b>1 291 293</b>
Résultat net par action		0,0334	0,1663
Résultat net par action et par obligations conv.		0,0334	0,1663
Résultat net dilué par action		0,0334	0,1663
Obligations convertibles		0	0
Dividendes distribués		0	0

## Notes au bilan & au compte de résultat au 31 mars 2023

### Note 1 : Immobilisations corporelles et incorporelles

Flux d'immobilisations incorporelles et corporelles en €	31/03/2022	Augmen- tation	Dimin- ution	Autres Variations	31/03/2023
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Concessions, brevets, licences	357 494	1 185	-	-	358 679
Fonds de commerce	70 127	-	-	-	70 127
Autres Immobilisations incorporelles	100 000	-	-	-	100 000
<b>TOTAL</b>	<b>527 621</b>	<b>1 185</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>528 806</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Installations tech, mat et outillages ind.	168 905	-	-	-	168 905
Autres immobilisations corporelles	533 473	6 092	-	-	539 565
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	0
<b>TOTAL</b>	<b>702 378</b>	<b>6 092</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>708 470</b>

Les « autres immobilisations incorporelles » correspondent aux coûts du site internet engagés au 31 mars 2023 pour un montant de 100 000 €.

### Note 2 : Amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles

Flux d'amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles en €	31/03/2022	Augmen- tation	Dimin- ution	Autres Variations	31/03/2023
<b>Amort / Immobilisations incorporelles</b>					
Amort / Concessions, brevets, licences	312 487	3 586	-	-	316 073
Amort / Autres immobilisations incorporelles	100 000	-	-	-	100 000
<b>TOTAL I</b>	<b>412 487</b>	<b>3 586</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>416 073</b>
<b>Amort / Immobilisations corporelles</b>					
Amort / Inst. tech, mat et outillages ind.	168 905	-	-	-	168 905
Amort / Autres immobilisations corporelles	353 391	41 061	-	-	394 452
<b>TOTAL II</b>	<b>522 296</b>	<b>41 061</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>563 357</b>
<b>Dépréciations / Immobilisations incorporelles</b>					
Dépréciations / Concessions, brevets, licences	41 421	-	-	-	41 421
Dépréciations / Fonds de commerce	70 127	-	-	-	70 127
Dépréciations / Autres immobilisations incorporelles	0	-	-	-	0
<b>TOTAL III</b>	<b>111 548</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>111 548</b>

### Note 3 : Immobilisations financières

Flux d'immobilisations financières en €	31/03/2022	Augmen- tation	Dimin- ution	Autres Variations	31/03/2023
<b>Immobilisations financières</b>					
Titres de participations	389 753	0	0	0	389 753
Créances rattachées à des participations	3 301 805	27 549 528	10 348 907	0	20 502 426
Titres de participations Banques	50	0	0	0	50
Titres Giac et Mainbot	20 007	0	0	0	20 007
Prêts	102 895	0	2 080	0	100 815
Dépôts et cautionnements	2 746 302	21 283 766	22 128 405		1 901 663
Autres	0		0		0
<b>TOTAL</b>	<b>6 560 810</b>	<b>48 833 294</b>	<b>32 479 391</b>	<b>0</b>	<b>22 914 713</b>
<b>Provisions sur immobilisations financières en €</b>					
	<b>31/03/2022</b>	<b>Augmen- tation</b>	<b>Dimin- ution</b>	<b>Autres Variations</b>	<b>31/03/2023</b>
<b>Prov / Immobilisations financières</b>					
Prov / Titres de participation	153 412	0	153 014	0	398
Prov / Créances rattachées à des participations	943 610	16 895	109 392	0	851 113
Prov / Titres Mainbot	10 000	0	0		10 000
Prov / Fonds de Garantie	70 000	0	0		70 000
<b>TOTAL</b>	<b>1 177 023</b>	<b>16 895</b>	<b>262 406</b>	<b>0</b>	<b>931 511</b>

Immobilisations financières en €	Montant Brut	Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
<b>Immobilisations financières</b>			
Titres de participations	389 753	0	389 753
Créances rattachées à des participations	20 502 426	20 502 426	0
Titres de participations Banques	50	0	50
Titres Giac et Mainbot	20 007	0	20 007
Prêts	100 815	1 680	99 135
Dépôts et cautionnements	1 901 663	1 801 213	100 450
Autres	0		0
<b>TOTAL</b>	<b>22 914 713</b>	<b>22 305 320</b>	<b>609 394</b>

### Note 4 : Stocks

Stocks en €	Valeur brute 31/03/23	Depreciation	Valeur nette 31/03/23	Valeur nette 31/03/22
Stocks de Marchandises	15 813 058	737 397	15 075 661	11 383 290
<b>TOTAL</b>	<b>15 813 058</b>	<b>737 397</b>	<b>15 075 661</b>	<b>11 383 290</b>

## Note 5 : Créances d'exploitation

Créances d'exploitation en €	Valeur brute 31/03/23	Depreciation	Valeur nette 31/03/23	Valeur nette 31/03/22
Avances et acomptes versés	89 988	-	89 988	174 764
Clients et comptes rattachés	3 298 206	420 409	2 877 797	2 435 719
Créances sociales	60 256	-	60 256	45 930
Créances fiscales	642 346	-	642 346	239 480
<b>TOTAL</b>	<b>4 090 797</b>	<b>420 409</b>	<b>3 670 387</b>	<b>2 895 893</b>

Créances d'exploitation	Total	1 an au +	1 à 5 ans
Avances et acomptes versés	89 988	89 988	
Clients et comptes rattachés	2 877 797	2 877 797	
Créances sociales	60 256	60 256	
Créances fiscales	642 346	642 346	-
<b>Total</b>	<b>3 670 387</b>	<b>3 670 387</b>	-

## Note 6 : Comptes de régularisation actif

Ce poste est composé de charges constatées d'avance pour 330 076 € et des écarts de conversion actif pour 1 015 446 €, ainsi que des charges à répartir sur frais d'émission d'emprunts pour 27 334 €.

Charges Constatées d'Avance au 31 03 2023	Exploitation	Financier	Exceptionnel	Total
Charges Constatées d'Avance	241 135			241 135
Charges Constatées d'Avance Royalties	88 941			88 941
	<b>330 076</b>	-	-	<b>330 076</b>
<b>Ecart de Conversion Actif au 31 03 2023</b>	<b>Exploitation</b>	<b>Financier</b>	<b>Exceptionnel</b>	<b>Total</b>
Ecart de Conversion Actif	37 023	978 424	-	1 015 446
	<b>37 023</b>	<b>978 424</b>	-	<b>1 015 446</b>
<b>Charges à Répartir au 31 03 2023</b>	<b>Exploitation</b>	<b>Financier</b>	<b>Exceptionnel</b>	<b>Total</b>
Frais d'émission des Emprunts à répartir	-	27 334		27 334
	-	<b>27 334</b>	-	<b>27 334</b>

## Note 7 : Capitaux propres

Au 31 mars 2023, le capital est composé de 7.763.319 actions ordinaires totalement libérées d'une valeur nominale de 0.5€ chacune. La variation des capitaux propres s'analyse comme suit :

Capitaux propres en €	Capital	Prime d'émission	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Autres variations	Total
<b>Au 1er Avril 2022</b>	3 881 660	-	148 323	599 257	1 291 293	-	5 920 533
Affectation du résultat 2021-2022				1 291 293	- 1 291 293	-	-
Décision Imputation	-	-	-	-			-
Résultat au 31/03/2023					258 943		258 943
<b>Au 31 mars 2023</b>	<b>3 881 660</b>	<b>-</b>	<b>148 323</b>	<b>1 890 550</b>	<b>258 943</b>	<b>-</b>	<b>6 179 476</b>

## Note 8 : Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques et charges en €	31/03/2022	Augmentation	Diminutions utilisées	Diminutions non utilisées	31/03/2023
Provisions pour litiges commerciaux et sociaux	-	-	-	-	-
Provisions pour garantie	-	-	-	-	-
Provisions prime / remboursement obligations	-	-	-	-	-
Provision pour impôts	-	-	-	-	-
Autres provisions	111 964	903 483	-	-	1 015 446
Impôt différé passif	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>111 964</b>	<b>903 483</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 015 446</b>

Les autres provisions concernent les provisions pour pertes de change

Le Groupe n'a pas jugé nécessaire de constituer une provision au titre de la garantie des produits en raison des facteurs suivants :

- Le Groupe dispose de contrats de garantie auprès de l'ensemble de ses sous-traitants assembleurs et a reporté le risque d'un défaut épidémique sur eux.
- Les standards de qualité ont été durcis depuis plusieurs années, ce qui a permis de fiabiliser les produits, de diminuer les pannes au déballage et d'améliorer l'image de marque de Lexibook.
- Le Groupe procède avec une partie de ses clients à des rachats de garantie en lieu et place des retours de produits défectueux pour limiter les flux.
- Le Groupe a remplacé les tablettes (fortement génératrices de traitement SAV) par des produits moins technologiques (instruments de musique, luminaire, jouets...) moins susceptibles de pannes et de retours SAV.

Au global le ratio des produits traités par le SAV a touché un point bas sur l'exercice 2022-23 à 0.17% des volumes.

## Note 9 : Echancier des dettes financières

Dettes financières en € au 31/03/2023	Total	1 an au +	1 à 5 ans	+ de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	-
Autres Emprunts obligataires	662 107	319 834	342 273	-
Emprunts auprès des établissements de crédit	5 263 458	939 779	3 796 003	527 676
Dettes financières diverses	-	-	-	-
Concours bancaires courants	63 547	63 547	-	-
<b>Total</b>	<b>5 989 112</b>	<b>1 323 160</b>	<b>4 138 276</b>	<b>527 676</b>



à compter de cette date, est à hauteur d'une limite globale de 1,3 millions de dollars US avec les sous-limites suivantes :

- a. 500.000 \$US pour l'émission de lettres de crédit et de prêts de reçus de fiducie ; et
- b. 800.000 dollars US pour la négociation des factures d'exportation.

### **Engagements reçus**

Le procès-verbal de Conseil de Surveillance établi en date du 02/07/2018 constate l'engagement reçu de notre filiale LEXIBOOK Hong Kong concernant l'abandon de créance de 1 400 000 € en sa faveur, celui-ci étant soumis à une Clause de retour à Meilleure fortune.

## **Note 12 : Chiffre d'affaires par zone géographique et par segment**

Le chiffre d'affaires France-Export s'analyse comme suit :

<b>Chiffre d'affaires France-Export en €</b>	<b>31/03/2023 12 mois</b>	<b>31/03/2022 12 mois</b>
France	17 026 292	13 139 726
Export	24 628 730	23 733 920
<b>Total</b>	<b>41 655 022</b>	<b>36 873 646</b>
<b>Chiffre d'affaires Electronique-Jouets en €</b>		
	<b>31/03/2023 12 mois</b>	<b>31/03/2022 12 mois</b>
Electronique	13 083 369	13 481 055
Jouets	26 579 814	21 970 479
Autres	1 991 839	1 422 113
<b>Total</b>	<b>41 655 022</b>	<b>36 873 646</b>

## Note 13 : Résultat financier

Le résultat financier se décompose ainsi :

Résultat financier en €	31/03/2023 12 mois	31/03/2022 12 mois
Produits de participations		
Revenus des autres créances et VMP		
Gains de change	214 801	291 141
Produits nets sur cession de VMP		
Autres produits financiers	6 545	1 082
<b>Total des produits financiers</b>	<b>221 346</b>	<b>292 223</b>
Intérêts et charges financières	260 111	200 272
Pertes de change	268 712	150 566
Charges nettes sur cession de VMP		
Autres charges financières	86 306	32 583
<b>Total des charges financières</b>	<b>615 128</b>	<b>383 421</b>
Variation des provisions financières	-657 972	-248 136
<b>Résultat financier</b>	<b>-1 051 754</b>	<b>-339 333</b>

La variation des provisions financières comprend :

- - 903 483 € de dotation nette de provisions pour pertes de change.
- + 92 497 € de dotation nette de provisions sur créances liées à des participations.
- + 153 014 € de dotation nette de provisions sur titres de participations.

## Note 14 : Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel au 31 mars 2023 s'élève à – 44 729 €.

Résultat exceptionnel en €	31/03/2023 12 mois	31/03/2022 12 mois
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-
Produits exceptionnels sur opérations en capital	-	-
Boni sur liquidation filiales	-	-
Autres produits exceptionnels	-	-
<b>Total des produits exceptionnels</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	44 729	337 468
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	-	-
VNC des immo. incorporelles cédées	-	320 946
Autres charges exceptionnelles	-	-
<b>Total des charges exceptionnelles</b>	<b>44 729</b>	<b>658 414</b>
Variation des provisions exceptionnelles	-	-
<b>Résultat Exceptionnel</b>	<b>- 44 729</b>	<b>- 658 414</b>

Les charges exceptionnelles comprennent pour la plus grande partie :

- + 98 453 € pour une reprise sur un risque lié à un audit sur la partie licence.
- - 142 863 € pour des pénalités sur marchés.

## Note 15 : Effectifs

L'effectif de Lexibook SA se décompose comme suit :

Effectifs par CSP en France	31/03/2023	31/03/2022
Mandataires Sociaux	2	2
Cadres Dirigeants	2	2
Cadres au forfait	6	6
Cadres	3	2
Agents de Maitrise	6	5
Employés	2	4
VRP Multicarte	0	0
Stagiaires	1	1
Contrats d'apprentissage	0	0
Contrats de Professionnalisation	0	0
<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>22</b>

## Note 16 : Liste des filiales et participations

Liste des filiales et participations en €	% de détention	Capitaux propres (hors capital)	Valeur brute des titres au 31/03/2023	Valeur nette des titres au 31/03/2023	Prêts / dettes Net	Cautions et avals accordés (1)	Chiffre d'affaires 31/03/2023	Résultat net 31/03/2023	Dividendes versés (-), reçus (+)
<b>A. Filiales détenues à plus de 50%</b>									
Lexibook Hong Kong Limited	99.9%	5 934 565	236 340	236 340	19 298 976	4 549 240	30 792 557	2 378 545	-
Lexibook Iberica SL	99.9%	120 777	153 014	153 014	101 434		543 358	141 719	
Lexibook USA	100.0%	851 112	399		1 102 016		1 717 913	461	

(1) 4 947 300 USD convertis au cours de clôture de 1.0875.

NB : Les montants en devises étrangères exprimées en euros dans ce tableau ont été convertis au cours de clôture pour les éléments du bilan et au cours moyen de l'exercice pour l'élément du compte de résultat.

## Note 17 : Risques de taux et de change

Risque de taux	A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans	Total
Passifs Financiers	1 259 612	4 138 276	527 677	5 925 565
Actifs Financiers	-21 983 203			- 21 983 203
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>-20 723 591</b>	<b>4 138 276</b>	<b>527 677</b>	<b>- 16 057 638</b>
Hors Bilan				
<b>Position nette après gestion</b>	<b>-20 723 591</b>	<b>4 138 276</b>	<b>527 677</b>	<b>- 16 057 638</b>

Dans le cas d'une augmentation d'un point des taux d'intérêts, la perte potentielle serait de 160 576 €.

Risque de change	USD	GBP	HKD
Actifs	23 716 430	462 757	-
Passifs	- 27 544 192	- 7 768	
<b>Position nette avant gestion</b>	<b>- 3 827 762</b>	<b>454 989</b>	<b>-</b>
Hors Bilan	7 403 766	-	-
<b>Position nette après gestion</b>	<b>- 11 231 528</b>	<b>454 989</b>	<b>-</b>

NB : Les 7 404 M USD de position hors bilan est composé de 5.888 M USD de SBLC et de 1.016 K USD de couvertures de change. Sur la base de cette position nette et dans le cas d'une appréciation de 1% de l'euro face à ces devises, le manque à gagner pour la société serait de 112 315 USD et de 4 550 GBP.

## Note 18 : Inventaire des valeurs mobilières

Nature	Nom	Nombre de titres	Valeur brute Comptable	Dépréciations	Valeur Nette Comptable
Titres de participations (1)	Lexibook HK	49 999	236 340	-	236 340
Titres de participations (1)	Lexibook Iberica	24 694	153 014	-	153 014
Titres de participations (1)	Lexibook Usa	500	399	- 399	-
Actions Propres (2)	Lexibook SA	-	22 412	-	22 412

(1) Les titres détenus sont dépréciés sur la base des situations nettes négatives des filiales

(2) Les titres Lexibook SA sont dépréciés sur la base du cours de bourse du 31 mars 2023.

## Note 19 : Entreprises liées ou avec un lien de participation

Nature	Montants totaux	Entreprises liées	Entreprises avec un lien de participation
Immobilisations Financières	21 983 202	20 040 668	
Dettes financières	5 989 112	-	
Créances d'exploitation	3 670 387	1 563 292	
Dettes d'exploitation	28 869 153	25 055 548	
Charges d'exploitation	40 519 696	21 025 795	
Produits d'exploitation	41 894 598	1 719 630	
Charges financières	1 535 505	16 895	
Produits financiers	483 752	262 406	
Charges exceptionnelles	44 729	-	
Produits exceptionnels	-	-	

## Note 20 : Ventilation des créances et des dettes d'exploitation

Créances d'exploitation et Créances diverses	Total	1 an au +	1 à 5 ans
Avances et acomptes versés	89 988	89 988	-
Clients et comptes rattachés	3 298 206	3 298 206	-
Créances sociales	60 256	60 256	-
Créances fiscales	642 346	642 346	-
Autres créances	25 505	25 505	-
<b>Total</b>	<b>4 116 302</b>	<b>4 116 302</b>	<b>-</b>

Dettes d'exploitation et Dettes diverses	Total	1 an au +	1 à 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	27 372 767	27 372 767	-
Avances et acomptes reçus / com.	-	-	-
Dettes sociales	1 398 661	1 398 661	-
Dettes fiscales	97 725	97 725	-
Autres Dettes	1 249 850	1 249 850	-
<b>Total</b>	<b>30 119 003</b>	<b>30 119 003</b>	<b>-</b>

NB : Les autres créances sont constituées des Fournisseurs débiteurs pour un montant de 25 505 €

NB : Les autres Dettes sont constituées des Clients créditeurs pour un montant de 661 427 €, ainsi que des Clients - Avoirs à établir pour un montant de 588 423 €.

## Note 21 : Montant global des rémunérations des organes de direction

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023, les rémunérations des dirigeants se sont élevées à 1 020 800,62 €.

## Note 22 : Accroissements et allègements de la dette future d'impôt

### 22-1 Charge d'Impôt

L'impôt sur les sociétés du par LEXIBOOK au titre de l'exercice clos le 31 mars 2023 s'élève, contribution comprise à 19 475 €.

Le résultat fiscal s'est établi au titre de l'exercice clos au 31 mars 2023 à 1 155 798 €. Un montant de 1 077 899 € a été affecté sur les déficits fiscaux antérieurs. Le solde restant de 77 899 € a donc engendré une charge nette d'impôt de 19 475 €.

### 22-2 Ventilation de l'Impôt

La ventilation de l'impôt sur les sociétés entre le résultat courant et le résultat exceptionnel s'établit comme suit :

	Résultat Courant		Résultat Exceptionnel	CICE	TOTAL
Résultat avant impôt	323 148	-	44 729	-	278 418
Impôt	-	19 475	-	-	19 475
<b>Résultat net</b>	<b>303 673</b>	<b>-</b>	<b>44 729</b>	<b>-</b>	<b>258 943</b>

## 22-3 Variation de la dette future d'impôt

Variation de la dette future d'impôts en €	Ouverture 31/03/2022	Augmentations	Diminutions	Cloture 31/03/2023
<b>Base Impôts différés actif</b>				
Organic	-	-	-	-
Effort de construction	-	-	-	-
Déficits reportables	12 322 102	-	1 077 899	11 244 203
Moins values Nettes à long terme	939 621	-	153 014	786 607
<b>Total des Bases d Impôts différés Actifs</b>	<b>13 261 723</b>	<b>-</b>	<b>1 230 913</b>	<b>12 030 810</b>

Les moins-values nettes à long terme représentent les pertes prévisionnelles ou réelles sur les titres de participation.

## Note 23 : Charges à payer et produits à recevoir

Dettes	Montant
<b>Total des charges à payer</b>	<b>3 455 304</b>
<b>Dettes financières diverses</b>	<b>31 348</b>
Intérêts courus non échus sur emprunts	24 834
Intérêts courus non échus	6 514
<b>Concours bancaires</b>	<b>-</b>
concours bancaires	-
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>1 512 168</b>
Factures non parvenues	1 512 168
<b>Avances et acomptes reçus sur commandes</b>	<b>588 423</b>
Avoirs à établir	588 423
<b>Dettes sociales</b>	<b>1 299 673</b>
Congés payés	135 163
Autres dettes sociales	1 164 510
<b>Dettes fiscales</b>	<b>23 693</b>
Autres dettes fiscales	23 693
<b>Autres dettes</b>	<b>-</b>
Dettes diverses	-

Créances	Montant
<b>Total des produits à recevoir</b>	<b>522 689</b>
<b>Créances financières</b>	<b>-</b>
Intérêts courus à recevoir	-
<b>Avances et acomptes versés</b>	<b>89 988</b>
Acomptes versés	89 988
Avoirs à recevoir	-
<b>Créances fiscales</b>	<b>432 701</b>
Autres créances fiscales	432 701
<b>Créances sociales</b>	<b>-</b>
Produits à recevoir	-
<b>Créances diverses</b>	<b>-</b>
Divers	-

## Note 24 : Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Le Conseil de Surveillance du 2 juillet 2018 avait autorisé l'abandon, au profit de la filiale chinoise, la société Lexibook Hong Kong Limited, de la créance qu'elle détenait sur celle-ci à hauteur de 1 400 000 € au 31 mars 2018 afin de restaurer sa situation nette comptable. Cet abandon de créance était assorti d'une clause de retour à meilleure fortune d'une validité de dix ans à compter du 2 juillet 2018.

Lexibook a entériné, en mai 2023, l'abandon définitif de la clause de retour à meilleure fortune concernant l'abandon de créance de 1 400 000 € en sa faveur.

### XVIII4. Vérification des informations historiques annuelles

Non Applicable

### XVIII5. Dates des dernières informations financières

Non Applicable

### XVIII6. Informations financières intermédiaires et autres

Non Applicable

### XVIII7. Dividendes

Années	Nombre de titres rémunérés	Dividende versé au titre de l'exercice					
		Net		Avoir fiscal		Total	
		FF	€	FF	€	FF	€
1994	2 300	100,00	15,24	50,00	7,62	150,00	22,86
1995	2 300	500,00	76,22	250,00	38,11	750,00	114,33
1996	800 000	6,25	0,95	3,125	0,48	9,375	1,43
1997	940 000	3,20	0,49	1,60	0,24	4,80	0,73

Aucun dividende n'a été distribué au cours des exercices de 1998 à celui clos le 31 mars 2023.

Depuis 1998 et jusqu'à ce jour la société a estimé qu'aucun dividende ne pouvait être distribué. Le critère principal était jusqu'à présent le maintien du « net gearing (retraité de l'affacturage) » au-dessous de 80%. Il ne s'agissait pas en l'état et à proprement parler d'une « politique » dans la mesure où cette question est débattue chaque année par la Direction et où le critère principal est susceptible de changer, notamment sous l'influence d'une évolution favorable de « l'effet de levier financier » qui permettrait de distribuer avec des contraintes différentes de gearing, en prenant en compte d'autres critères comme la croissance du Groupe et les besoins de financements associés

Au mieux de la connaissance de la société tous les dividendes distribués à ce jour ont été versés aux intéressés.

### XVIII8. Procédures judiciaires et arbitrage

Il n'existe pas de procédure importante de nature gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et ou du Groupe.

### XVIII9. Changements significatifs de la situation financière ou commerciale

A la date du présent document d'enregistrement universel, il est précisé que LEXIBOOK n'a connu aucun changement significatif de sa situation financière ou commerciale depuis le 31 mars 2023.

### XVIII10. Honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos au 31 mars 2023

		Cabinet GRANT THORNTON			
		Montant HT		%	
		2022-2023	2021-2022	2022-2023	2021-2022
Audit					
	Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	77 502	78 774	98%	100%
	Autres Diligences liées à la mission du commissaire aux comptes	1 508		2%	0%
<b>Sous-total</b>		<b>79 010</b>	<b>78 774</b>		
Autres prestations					
	Juridique, fiscal et social				
	Technologies de l'information				
	Autres				
<b>Sous-total</b>		-	-		
<b>TOTAL</b>		<b>79 010</b>	<b>78 774</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## XIX. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

### XIX1. Capital social

#### XIX11. Montant du Capital émis

Au 31 mars 2023, le capital social est de 3 881 659,50 euros, divisé en 7 763 319 actions, chacune entièrement libérée. Les actions nominatives inscrites au nom du même titulaire depuis au moins deux ans (2 321 202 à la date du présent document d'enregistrement universel et au mieux de notre connaissance) bénéficient d'un droit de vote double.

Au 31 mars 2022, le capital social est de 3 881 659,50 euros, divisé en 7 763 319 actions, chacune entièrement libérée.

La valeur nominale d'une action est de 0.5 euros.

Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions.

#### XIX12. Nombre et principales caractéristiques des actions non représentatives du capital

Non Applicable

#### XIX13. Actions détenues par la société ou ses filiales

Au 31 mars 2023, la société détient 10 050 actions propres.

## XIX14. Résultat sur les 5 derniers exercices et tableau des délais de paiement clients et fournisseurs

	2022-2023	2021-2022	2020-2021	2019-2020	2018-2019
<b>I- Capital en fin d'exercice</b>					
a) Capital Social	3 881 660	3 881 660	3 881 660	3 881 660	3 412 910
b) Nombre des actions émises	7 763 319	7 763 319	7 763 319	7 763 319	6 825 819
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	0	0	0	0	0
<b>II - Opérations &amp; Résultats de l'exercice</b>					
a) Chiffres d' Affaires	41 655 022	36 873 646	22 367 240	18 988 785	18 535 824
b) Résultat avant impôts, avant amortissements & provisions	845 744	1 571 629	1 410 723	-147 365	-2 574 272
c) Impôts sur les bénéfices	19 475	57 377	29 181	0	0
d) Résultat après impôts, amortissements & provisions	258 943	1 291 293	1 453 202	-176 936	-889 053
e) Bénéfices distribués					
<b>III - Résultat par action</b>					
a) Résultat Avant impôts et avant amortissements & provisions	0,11	0,20	0,18	-0,02	-0,38
b) Résultat après impôts, amortissements & provisions	0,03	0,17	0,19	-0,02	-0,13
c) Dividendes attribué à chaque action dont avoir fiscal	0	0	0	0	0
<b>IV - Personnel</b>					
a) Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	22	22	23	23	25
b) Montant de la masse salariale globale & des avantages sociaux	3 114 009	2 964 999	1 904 707	1 964 369	1 988 202

Achats TTC de la période 42 736 584  
Ventes TTC de la période 43 237 964

	Article D.441 I. -1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 I. -2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)

**(A) Tranches de retard de paiement**

Nombre de factures concernées	175	110	56	56	1 324	1 546	392	966	308	1 630	1 038	3 942
Montant total des factures concernées TTC	1 190 943	- 199 074	488 509	- 128 222	24 518 722	24 679 936	1 282 493	386 749	- 7 098	63 010	1 573 854	2 016 515
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice	2,79%	-0,47%	1,14%	-0,30%	57,37%	57,75%						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice							2,97%	0,89%	-0,02%	0,15%	3,64%	4,66%

**(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées**

Nombre des factures TTC exclues												
Montant total des factures TTC exclues												

**(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L.441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)**

Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	- Délais contractuels : 60 jours	- Délais contractuels : 60 jours
	- Délais légaux : 60 jours	- Délais légaux : 60 jours

## XIX15. Valeurs mobilières convertibles, échangeables ou assorties de bons de souscription

Date AG	Nature de la délégation	Nominal maximum de l'AK	Durée de la délégation	Utilisation	Date de réunion décidant l'émission ou la réduction
14/09/2022 16ème résolution	Autorisation à donner au Directoire pour opérer sur les actions de la Société	Max 10% des titres	18 mois		
14/09/2022 17ème résolution	Délégation de compétence au Directoire pour décider l'émission avec maintien du droit préférentiel de souscription d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou de ses filiales et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution	20 000 000 d'euros	26 mois		
14/09/2022 18ème résolution	Délégation de compétence au Directoire pour décider l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ou de ses filiales et/ou de valeurs mobilières donnant droit à	20 000 000 d'euros	26 mois		
14/09/2022 19ème résolution	Délégation de compétence au Directoire pour décider l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société et/ou de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, par placement privé visé à	20 000 000 d'euros	26 mois		
14/09/2022 21ème résolution	Délégation de compétence au Directoire à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, de toute filiale et/ou de toute autre société avec maintien ou suppression du	dans la limite de 15% de l'émission initiale	26 mois		
14/09/2022 22ème résolution	Délégation de compétence au Directoire à l'effet de décider l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital et revêtant les caractéristiques de bons de souscription d'actions donnant droit par exercice à l'attribution de titres qui seront émis en représentation d'une quotité du capital de la société réservée	3 000 000 d'euros	18 mois		
14/09/2022 24ème résolution	Autorisation à donner au Directoire à l'effet de consentir aux salariés et mandataires sociaux de la société des options donnant droit à la souscription d'actions de la société à émettre ou à l'achat d'actions existantes de la société		38 mois		
14/09/2022 25ème résolution	Autorisation à donner au Directoire pour réduire le capital social par annulation d'actions propres détenues par la société	dans la limite de 10% du nombre total d'actions	26 mois		
14/09/2022 26ème résolution	Délégation de compétence à donner au Directoire à l'effet de décider l'augmentation du capital social par incorporation de prime, réserves,	10 000 000 d'euros	26 mois		

## XIX16. Informations sur les droits d'acquisition et/ou obligation attachés au capital souscrit non libéré

Non-Applicable

## XIX17. Informations sur le capital de tout membre du Groupe faisant l'objet d'une option ou d'un accord conditionnel ou inconditionnel prévoyant de la placer sous option et détail de ces options, y compris l'identité des personnes auxquelles elles se rapportent

Non Applicable

## XIX18. Historique du capital

AGE	Nature de l'Opération	Augmentation de Capital		Nominal	Nombre de Titres Emis		Montant Cumulé du Capital Social	
		en FF	en €		Nbr	Val	en €	en titres
01/10/1981	Création de la SARL ELVECO	100 000,00	15 244,90		1 000	152,45	15 244,90	1 000
28/09/1984	Augmentation de capital par élévation du nominal à 290 FF	190 000,00	28 965,31				44 210,21	1 000
31/03/1987	Augmentation du capital par incorporations de réserves, portant le nominal à 500FF	210 000,00	32 014,29				76 224,50	1 000
31/03/1988	Augmentation du capital suite à la fusion avec la SARL GEPRIM	500 000,00	76 224,50		1 000	500,00	152 449,00	2 000
31/03/1988	Augmentation du capital par incorporation de réserves, faisant passer le nominal à 950 FF	900 000,00	137 204,11				289 653,11	2 000
31/03/1988	Augmentation du capital par incorporations des réserves, faisant passer le nominal à 1.150 F	400 000,00	60 979,61				350 632,72	2 000
30/11/1991	Transformation de la SARL ELVECO en SA Linguistic Electronic System (LES)						350 632,72	2 000
30/12/1996	Augmentation de capital par incorporation de réserves	5 980 000,00	911 645,12			8 280 000	1 262 277,86	2 000
	Division du nominal par 400					8 280 000	1 262 277,86	800 000
	Augmentation de capital par émission d'actions nouvelles à l'occasion de l'introduction en Bourse	1 449 000,00	220 898,63		140 000	9 729 000	1 483 176,49	940 000
31/12/2003	Augmentation de Capital suite conversion 57 obligations	590,36	90,00		57	90,00	1 483 266,00	940 057
12/12/2005	Augmentation de Capital avec appel public à l'épargne	15 742 968,00	2 400 000,00	3,44	188 011	646 757,84	3 883 266,00	1 128 068
20/09/2010	Réduction du Capital par réduction de la valeur nominale			0,50			564 034,00	1 128 068
20/09/2010	Augmentation de Capital réservée			0,50	36 201	18 100,50	582 134,50	1 164 269
24/02/2011	Augmentation de Capital avec maintien DPS		1 338 909,00	0,50	2 677 818	1 338 909,00	1 921 043,50	3 842 087
16/01/2012	Annulation titres auto detenus		-21 020,00	0,50	42 040	-21 020,00	1 900 023,50	3 800 047
22/02/2012	Conversion 1ère tranche emprunt obligataire Turenne Capital (1M€)		120 482,50	0,50	240 965	120 482,50	2 020 506,00	4 041 012
12/05/2014	Conversion 2ème tranche emprunt obligataire Turenne Capital (0,5M€)		46 186,50	0,50	92 373	46 186,50	2 066 692,50	4 133 385
03/08/2015	Augmentation de Capital réservée, par émission d'actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription		413 338,50	0,50	826 677	413 338,50	2 480 031,00	4 960 062
26/05/2016	Augmentation de Capital par émission d'actions nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription		644 893,50	0,50	1 289 787	644 893,50	3 124 924,50	6 249 849
30/11/2017	Augmentation de Capital par BSAR		287 985,00	0,50	575 970	287 985,00	3 412 909,50	6 825 819
11/12/2019	Augmentation de Capital réservée, par émission d'actions nouvelles, avec suppression du droit préférentiel de souscription		468 750,00	0,50	937 500	468 750,00	3 881 659,50	7 763 319

## **XIX2. Acte constitutif et statuts**

Les statuts ont fait l'objet d'une refonte lors de l'Assemblée générale le 2 septembre 2011 et d'une mise à jour après celles du 20 décembre 2011, 12 mai 2014, 24 juillet 2015, 26 mai 2016, 7 décembre 2017, 17 décembre 2019, 14 septembre 2020 et du 14 septembre 2021.

Les assemblées générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et délais fixés par les dispositions légales et réglementaires.

### **XIX21. Objet social (article 2)**

La société a pour objet social directement ou indirectement, en France ou à l'Etranger :

- l'importation en provenance de tous pays et la distribution sous toutes ses formes de toutes matières premières, produits semi-finis ou finis pouvant être revendus en l'état ou transformés,
- le commerce sous toutes ses formes, en ce compris l'achat, la vente, l'exportation, la représentation, la réparation, l'entretien et l'installation de tous produits industriels ou de grande consommation,
- la prise d'intérêt, la participation sous quelque forme que ce soit dans toute entreprise similaire, notamment par voie d'apport, souscription aux achats d'obligations, d'actions ou d'autres titres, commandite, création de société nouvelle, fusion ou autrement.

Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature quelles qu'elles soient, économiques ou juridiques, financières, civiles ou commerciales, pouvant se rattacher, directement ou indirectement, à cet objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires. La participation directe ou indirecte de la société à toutes activités ou opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, en France ou à l'Etranger, sous quelque forme que ce soit, dès lors que ces activités ou opérations peuvent le rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires, connexes ou complémentaires.

### **XIX22. Dispositions concernant les membres des organes d'administration, de direction et de surveillance de la société**

La société est dirigée par un Directoire placé sous le contrôle du Conseil de Surveillance.

Les membres du Directoire sont nommés par le Conseil de Surveillance pour une durée de six années, et sont toujours rééligibles, dès lors qu'ils ne dépassent pas l'âge de 80 ans.

Leur révocation est prononcée par l'Assemblée Générale Ordinaire.

Le Président du Directoire est nommé par le Conseil de Surveillance. Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le Directoire est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la Loi au Conseil de Surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Le Conseil de Surveillance est composé de 3 à 18 membres, qui sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire qui peut le révoquer à tout moment.

Les membres sont nommés pour une durée de six années, sont rééligibles, dès lors qu'ils ne dépassent pas l'âge de 85 ans.

Le Conseil élit parmi ses membres un Président et un Vice-Président. Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Directoire.

### **XIX23. Droits, privilèges, restrictions attachés à chaque catégorie d'actions existantes**

Il existe des droits de vote double pour les personnes ayant déclaré leurs titres depuis plus de 2 ans. Voir § XVII1 (répartition actuelle du capital social et des droits de vote)

## **XIX24. Actions nécessaires pour modifier le droit des actionnaires**

Article 37 des statuts, l'A.G.E. est seule habilitée à modifier les statuts.

## **XIX25. Assemblées Générales**

Le fonctionnement des Assemblées Générales est décrit dans les articles 33 à 39 des statuts. L'Assemblée Générale statuant sur l'exercice clos le 31 mars 2023 aura lieu le 13 septembre 2023.

Un avis de réunion valant avis de convocation sera publié au BALO.

Nous vous indiquons ci-après le projet de résolutions :

### **PROJET DE TEXTE DES RESOLUTIONS PRESENTEES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 13 SEPTEMBRE 2023**

#### **A TITRE ORDINAIRE**

##### **PREMIERE RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2023**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de surveillance et des Commissaires aux comptes sur les comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 mars 2023, approuve les comptes sociaux, à savoir le bilan, le compte de résultats et les annexes, de l'exercice clos le 31 mars 2023 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

##### **DEUXIEME RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2023**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de surveillance et des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023, approuve les comptes consolidés, à savoir le bilan, le compte de résultats et les annexes, de l'exercice clos le 31 mars 2023 tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

##### **TROISIEME RESOLUTION : AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2023**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 258 943 Euros, ainsi qu'il suit :

- Réserve légale : 19 421 Euros ;
- Compte report à nouveau : 239 522 Euros, lequel poste se trouvera dès lors porté à la somme de 2 130 072 Euros créditeur.

L'Assemblée Générale, conformément aux dispositions de l'article 243 bis du CGI, prend également acte qu'il n'a été versé aucun dividende au titre des trois exercices précédents.

##### **QUATRIEME RESOLUTION : APPROBATION DES CHARGES ET DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT**

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du C.G.I., l'Assemblée Générale approuve les dépenses et les charges non déductibles s'élevant à 33 173 Euros correspondant à des amortissements excédentaires, l'impôt potentiel correspondant s'élevant à la somme de 8 293 Euros.

**CINQUIEME RESOLUTION : APPROBATION DU RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L.225-86 et suivants du Code de Commerce, approuve les conclusions dudit rapport et chacune des conventions et chacun des engagements qui y sont mentionnés.

**SIXIEME RESOLUTION : APPROBATION DE LA POLITIQUE DE REMUNERATION DU PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.22-10-26 DU CODE DE COMMERCE**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-68 du Code de Commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux, approuve, en application de l'article L.22-10-26 du Code de Commerce, la politique de rémunération du Président du Conseil de Surveillance et des membres du Conseil de Surveillance telle que présentée Document d'Enregistrement Universel 2022/2023, Section XIII 1 intitulée «*Rémunération des mandataires sociaux* ».

**SEPTIEME RESOLUTION : APPROBATION DE LA POLITIQUE DE REMUNERATION DU PRESIDENT DU DIRECTOIRE, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.22-10-26 DU CODE DE COMMERCE**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-68 du Code de Commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux approuve, en application de l'article L.22-10-26 du Code de Commerce, la politique de rémunération du Président du Directoire, telle qu'elle figure dans le Document d'Enregistrement Universel 2022/2023, Section XIII 1 intitulée «*Rémunération des mandataires sociaux* ».

**HUITIEME RESOLUTION : APPROBATION DE LA POLITIQUE DE REMUNERATION DES MEMBRES DU DIRECTOIRE, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.22-10-26 DU CODE DE COMMERCE**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise visé à l'article L.225-68 du Code de Commerce décrivant les éléments de la politique de rémunération des mandataires sociaux approuve, en application de l'article L.22-10-26 du Code de Commerce, la politique de rémunération des membres du Directoire, telle qu'elle figure dans le Document d'Enregistrement Universel 2022/2023, Section XIII 1 intitulée «*Rémunération des mandataires sociaux* ».

**NEUVIEME RESOLUTION : APPROBATION DES INFORMATIONS RELATIVES A LA REMUNERATION DE CHACUN DES MANDATAIRES SOCIAUX REQUISES PAR L'ARTICLE L.22-10-9 I DU CODE DE COMMERCE**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, approuve les informations mentionnées en application de l'article L.22-10-34 I du Code de Commerce, les informations mentionnées au I de l'article L.22-10-9 du même Code, telles que présentées dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise de la société visé à l'article L.225-68 du même code et qui figurent dans le Document d'Enregistrement Universel 2022/2023, Section XIII 1 intitulée «*Rémunération des mandataires sociaux* ».

**DIXIEME RESOLUTION : APPROBATION DES ELEMENTS COMPOSANT LA REMUNERATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE VERSES AU COURS DE L'EXERCICE 2022/2023 OU ATTRIBUES AU TITRE DU MEME EXERCICE A M. LUC LE COTTIER, PRESIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.22-10-34 II DU CODE DE COMMERCE**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise rapport sur le gouvernement d'entreprise, en application de l'article L.22-10-34 II du Code de Commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 ou attribués au titre du même exercice au Président du Conseil de Surveillance tels que présentés dans le Document d'Enregistrement Universel 2022/2023 Section XIII 1 intitulée « *Rémunération des mandataires sociaux* ».

**ONZIEME RESOLUTION : APPROBATION DES ELEMENTS COMPOSANT LA REMUNERATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE VERSES AU COURS DE L'EXERCICE 2022/2023 OU ATTRIBUES AU TITRE DU MEME EXERCICE A M. AYMERIC LE COTTIER, PRESIDENT DU DIRECTOIRE, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.22-10-34 II DU CODE DE COMMERCE**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport sur le gouvernement d'entreprise, en application de l'article L.22-10-34 II du Code de Commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice clos le 31 mars 2023 ou attribués au titre du même exercice au Président du Directoire tels que présentés dans le Document d'Enregistrement Universel 2022/2023 Section XIII 1 intitulée « *Rémunération des mandataires sociaux* ».

**DOUZIEME RESOLUTION : APPROBATION DES ELEMENTS COMPOSANT LA REMUNERATION TOTALE ET LES AVANTAGES DE TOUTE NATURE VERSES AU COURS DE L'EXERCICE 2022/2023 OU ATTRIBUES AU TITRE DU MEME EXERCICE M. EMMANUEL LE COTTIER, MEMBRE DU DIRECTOIRE, EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.22-10-34 II DU CODE DE COMMERCE**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du gouvernement d'entreprise, en application de l'article L.22-10-34 II du Code de Commerce, approuve les éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés au cours de l'exercice antérieur ou attribués au titre du même exercice au Directeur Général, membre du Directoire tels que présentés dans le Document d'Enregistrement Universel 2022/2023 Section XIII 1 intitulée « *Rémunération des mandataires sociaux* ».

**TREIZIEME RESOLUTION : REMUNERATION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, en application de l'article L.225-83 du Code de Commerce décide d'allouer aux membres du Conseil de Surveillance, en rémunération de leur activité (le terme « *jetons de présence* » n'existant plus et étant remplacé par « *rémunération* »), une somme fixe annuelle de 20.000 (vingt mille) €uros pour l'exercice en cours et les exercices ultérieurs.

Sa répartition entre les membres du Conseil de Surveillance est déterminée par ce dernier, conformément à l'article L.225-83 du Code de Commerce et à l'article L.22-10-26 du même Code.

**QUATORZIEME RESOLUTION : NOMINATION DE MADAME VALERIE GUIARD-SCHMID EN QUALITE DE MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, nomme

Madame Valérie GUIARD-SCHMID  
Née le 31 janvier 1973 à PARIS 16<sup>ème</sup> (75)  
De nationalité française  
Demeurant 31 avenue Pierre Grenier à 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT,

en qualité de membre du Conseil de Surveillance, pour une durée de six exercices qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2029.

**QUINZIEME RESOLUTION : QUITUS AUX MEMBRES DU DIRECTOIRE, AUX MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ET AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir approuvé les comptes sociaux et les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2023 consent aux membres du Directoire quitus de leur gestion pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023.

Elle donne également, pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023, décharge aux membres du Conseil de Surveillance de l'accomplissement de leur mission.

Elle donne enfin, pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2022 au 31 mars 2023, décharge aux Commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

**SEIZIEME RESOLUTION : AUTORISATION A DONNER AU DIRECTOIRE POUR OPERER SUR LES ACTIONS DE LA SOCIETE**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide d'autoriser le Directoire, avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions de l'article L.22-10-62 et suivants et L.225-210 et suivants du Code de commerce, du règlement européen n° 596/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014, du règlement délégué (UE) 2016/1052 de la Commission du 8 mars 2016 ainsi qu'à toutes autres dispositions légales et réglementaires qui viendraient à être applicables, à acquérir ou faire acquérir des actions de la Société en vue :

- d'assurer la liquidité et d'animer le marché des actions de la Société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant en toute indépendance, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la décision de l'Autorité des marchés financiers n° 2021-01 du 22 juin 2021 ou à la pratique de marché admise par l'Autorité des Marchés Financiers ;
- de l'attribution gratuite d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants et L.22-10-59 et suivants du Code de commerce ou de tout plan similaire ; ou
- toute attribution gratuite d'actions dans le cadre de tout plan d'épargne entreprise ou groupe conformément aux dispositions des articles L.3332-1 et suivants du Code du travail, toute attribution d'actions dans le cadre de la participation aux résultats de l'entreprise et réaliser toute opération de couverture afférente à ces opérations, dans les conditions prévues par les autorités de marché et aux époques où le Directoire ou la personne agissant sur délégation du Directoire agira ;
- de la conservation et de la remise ultérieure d'actions de la société à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, conformément aux pratiques de marché reconnues et à la réglementation applicable ;
- de la mise en œuvre de tout plan d'options d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants et L.22-10-56 et suivants du Code de commerce ou de tout plan similaire ; ou
- de manière générale, d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée ; ou
- de la remise d'actions de la Société à l'occasion d'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès par tout moyen, immédiatement ou à terme, à des actions de la Société ;
- de l'annulation de tout ou partie des actions ainsi rachetées, sous réserve que le Directoire dispose d'une autorisation de l'Assemblée Générale, statuant à titre extraordinaire, en cours de validité lui permettant de réduire le capital par annulation des actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat d'actions ;

L'Assemblée Générale décide que ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise ou reconnue par la loi ou par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute opération conforme à la législation et la réglementation en vigueur ou qui viendraient à être applicables. Dans une telle hypothèse, la Société informera ses actionnaires par voie de communiqué.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourra être effectué ou payé par tous moyens, sur le marché de gré à gré, y compris par voie d'opérations sur blocs de titres ou d'offre public, de mécanismes optionnels, d'instruments dérivés, d'achat d'options ou de valeurs mobilières dans le respect des conditions réglementaires applicables. La part du programme réalisée sous forme de bloc pourra atteindre l'intégralité du programme de rachat d'actions.

Cette autorisation pourra être mise en œuvre dans les conditions suivantes :

- le nombre total d'actions achetées par la Société depuis le début du programme de rachat (y compris celles faisant l'objet du dit rachat) n'excède pas 10 % des actions composant le capital de la Société, à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale, étant précisé (i) que le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5 % du capital social et (ii) que conformément aux dispositions de l'article L. 22-10-62 du Code de commerce, lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de la limite de 10 % prévue ci-dessus correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation ;
- le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas 10 % des actions composant le capital de la Société à la date considérée.
- le prix maximum d'achat par action de la Société est fixé à 50 Euros, étant précisé qu'en cas d'opération sur le capital, notamment par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, division ou regroupement des actions, ce prix maximum d'achat sera ajusté en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre d'actions composant le capital avant l'opération concernée et le nombre d'actions après ladite opération.

Les actions rachetées et conservées par la Société seront privées de droit de vote et ne donneront pas droit au paiement du dividende.

En cas d'offre public sur les titres de la Société réglée intégralement en numéraire, la Société pourra poursuivre l'exécution de son programme de rachat d'actions, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables.

L'Assemblée Générale délègue au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, en cas de modification du nominal de l'action, d'augmentation de capital par incorporation de réserves, d'attribution gratuite de titres, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres, le pouvoir d'ajuster le prix d'achat maximum susvisé afin de tenir compte de l'incidence de ces opérations sur la valeur de l'action

Tous pouvoirs sont conférés au Directoire, avec faculté de délégation à toute personne conformément aux dispositions légales, en vue d'assurer l'exécution de ce programme de rachat d'actions propres, et notamment pour passer tous ordres de bourse, conclure tous accords pour la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toutes déclarations auprès de l'AMF et tous organismes, établir tous documents, notamment d'information, procéder à l'affectation et, le cas échéant, réaffectation, dans les conditions prévues

par la loi, des actions acquises aux différentes finalités poursuivies, remplir toutes formalités et d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

La présente autorisation est donnée pour une période de 18 mois à compter de la présente Assemblée générale, privant ainsi d'effet à compter de ce jour toute délégation antérieure ayant le même objet.

Le Directoire informera chaque année l'Assemblée générale des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution, conformément à l'article L.225-211 du Code de Commerce.

#### **DIX-SEPTIEME RESOLUTION : POUVOIRS POUR LES DEPOTS ET FORMALITES**

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour accomplir ou faire accomplir toutes formalités, publications ou publicités nécessaires.

#### **XIX26. Dispositions ayant pour effet de retarder, différer ou d'empêcher un changement de son contrôle**

Non Applicable.

#### **XIX27. Dispositions fixant les seuils au-dessus duquel toute participation doit être divulguée**

Article 14 des statuts : dispositions légales et réglementaires.

#### **XIX28. Conditions régissant les modifications du capital**

Article 37 des statuts, l'A.G.E. est seule habilitée à modifier le capital.

## **XX. CONTRATS IMPORTANTS (AUQUEL TOUT MEMBRE DU GROUPE EST PARTIE)**

Non Applicable.

## **XXI. DOCUMENTS DISPONIBLES**

Des exemplaires du document d'enregistrement universel sont disponibles sans frais au siège social de LEXIBOOK, 6 Avenue des Andes Bâtiment 11 – 91940 LES ULIS, sur le site internet de la société ([www.LEXIBOOK.com](http://www.LEXIBOOK.com)), ainsi que sur le site internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)). De même, les différents communiqués de la société sont disponibles sur le site de la société.

Ci-après la liste des communiqués publiés sur notre site depuis notre dernier Document de référence :

- |  |            |
|--|------------|
| • Communiqué Extensions de contrat de Licences aux USA | 07/06/2023 |
| • Communiqué CA T4 2022-2023                           | 11/05/2023 |
| • Communiqué Organisation d'un Webinaire               | 03/05/2023 |
| • Communiqué Contrat de liquidité CIC Market           | 14/03/2023 |
| • Communiqué CA T3 2022-2023                           | 31/01/2023 |
| • Communiqué JG610GG                                   | 13/12/2022 |
| • Communiqué Crosslander                               | 12/12/2022 |
| • Communiqué RL800FO                                   | 09/12/2022 |
| • Communiqué SPIDER01                                  | 08/12/2022 |
| • Communiqué JC798i1                                   | 06/12/2022 |
| • Communiqué BTD80series                               | 02/12/2022 |
| • Communiqué JCMAT10DP JCMAT10PA                       | 05/12/2022 |
| • Communiqué K704FZ                                    | 01/12/2022 |
| • Communiqué TL70FR                                    | 01/12/2022 |
| • Communiqué Résultats S1 2022-2023                    | 30/11/2022 |

• Communiqué Crosslander	29/11/2022
• Communiqué ROB16	28/11/2022
• Communiqué CG3000HP	25/11/2022
• Communiqué EDU250i1	24/11/2022
• Communiqué DINO01	24/11/2022
• Communiqué JGW150	22/11/2022
• Communiqué UNI01	22/11/2022
• Communiqué SHUNI	18/11/2022
• Communiqué ROB28	17/11/2022
• Communiqué LTC100PA	16/11/2022
• Communiqué CA T2 2022-2023	15/11/2022
• Communiqué BTS500Z	15/11/2022
• Communiqué RL800BAT NLJ01BAT	10/11/2022
• Communiqué ROBD10	21/09/2022
• Communiqué CA T1 2022-2023	29/07/2022

## XXII. TABLES DE RECONCILIATION

### XXII.1. Table de réconciliation du rapport financier annuel (article 222-3 du règlement général de l'AMF)

Comptes annuels de la société LEXIBOOK SA	108
Comptes consolidés du Groupe LEXIBOOK	69
Rapport de gestion	se référer à la Table de réconciliation du rapport de gestion
Attestation du responsable du rapport financier annuel	06
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	105
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	66
Honoraires des Commissaires aux comptes	129
Rapport du Président du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise	se référer à la Table de
réconciliation du rapport sur le gouvernement d'entreprise	

## XXII2. Table de réconciliation du rapport de gestion

Exposé de la situation de la société durant l'exercice écoulé (article L. 232-1 II)	30 à 37
Évolution prévisible de la situation de la société (article L. 232-1 II)	N/A
Événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date d'établissement du rapport de gestion (article L. 232-1 II)	38
Activités en matière de recherche et de développement (article L. 232-1 II)	26
Activité et résultats des filiales et des sociétés contrôlées par branche d'activité (article L. 233-6 al. 2)	110, 111, 122, 123
Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires – Indicateurs clés de performance de nature financière et le cas échéant non financière – Description des principaux risques et incertitudes – Indication sur l'utilisation des instruments financiers (article L. 225-100-1 1° à 3° et 6°)	8 à 14, 30, 99
<b>Principales caractéristiques des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière (article L.225-100-1 5°)</b>	52 à 55
Mention des succursales existantes (article L. 232-1 II)	N/A
Ajustements en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital (article L. 228-99)	N/A
Aliénations d'actions (participations réciproques) (article R.233-19 al. 2)	N/A
Attributions d'actions gratuites (article L. 225-197-1 II al. 4)	N/A
Attributions de stock-options (article L. 225-185 al. 4)	58
Autocontrôle (article L. 233-13)	N/A
Avis du comité d'entreprise sur les modifications de l'organisation économique ou juridique (article L. 225-105 al.5)	N/A
Charges fiscalement non déductibles et charges réintégréées suite à un redressement fiscal (articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts)	N/A
Détenteurs du capital ou des droits de vote (article L. 233-13)	58, 59
Dividendes (article 243 bis du code général des impôts)	128
Opérations de rachat d'actions (article L. 225-211 al.2)	58
Opérations sur titres réalisées par les dirigeants (article 223-26 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers)	58
Participation des salariés au capital de la société (article L.225-102)	N/A
Pratiques anticoncurrentielles (article L. 464-2 al.5)	N/A
Prises de participation ou de contrôle (article L. 233-6 al. 1)	N/A
Tableau des résultats financiers de la société au cours de chacun des cinq derniers exercices (article R. 225-102 al. 2)	130
Informations sur la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité (article L. 225-102-1 al. 5)	38, 56
Informations liées à l'exercice d'une activité dangereuse (article L. 225-102-2)	N/A
Indications sur les risques financiers liés aux effets du changement climatique et présentation des mesures prises pour les réduire en mettant en oeuvre une stratégie bascarbone (article L.225-100-1 4°)	N/A
Délais de paiement clients et fournisseurs (article L. 441-6-1 al1)	131
Montant des prêts inter-entreprises consentis dans le cadre de l'article L. 511-6 3 bis du code monétaire et financier	N/A

## XXI3. Table de réconciliation du rapport sur le gouvernement d'entreprise

Liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice	40 à 49
Conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % d'une société et, d'autre part, une autre société dont la première possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.	60 à 65
Tableau récapitulatif des délégations en cours de validité accordées par l'Assemblée Générale des actionnaires dans le domaine des augmentations de capital, par application des articles L. 225-129-1 et L. 225-129-2, et faisant apparaître l'utilisation faite de ces délégations au cours de l'exercice	132
A l'occasion du premier rapport ou en cas de modification, le choix fait de l'une des deux modalités d'exercice de la direction générale prévues à l'article L.225-51-1.	N/A
Composition, ainsi que les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil	40 à 43, 50
Application du principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein du conseil	50
Limitations que le conseil de surveillance apporte aux pouvoirs du Directoire	55
Lorsqu'une société se réfère volontairement à un code de gouvernement d'entreprise élaboré par les organisations représentatives des entreprises, les dispositions qui ont été écartées et les raisons pour lesquelles elles l'ont été, ainsi que le lieu où ce code peut être consulté, ou, à défaut d'une telle référence à un code, les raisons pour lesquelles la société a décidé de ne pas s'y référer ainsi que, le cas échéant, les règles retenues en complément des exigences requises par la loi	52
Les modalités particulières de la participation des actionnaires à l'assemblée générale ou les dispositions des statuts qui prévoient ces modalités	137
<b>Pour Chaque mandataire social</b>	
a) la rémunération totale et les avantages de toute nature versés par la société durant l'exercice, y compris sous forme d'attribution de titres de capital, de titres de créance ou de titres donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance de la société ou des sociétés mentionnées aux articles L. 228-13 et L. 228-93. Les rémunérations et avantages en question comprennent le cas échéant ceux reçus des sociétés contrôlées, au sens de l'article L. 233-16, par la société dans laquelle le mandat est exercé ainsi que de la société qui contrôle la société dans laquelle le mandat est exercé ;	43 à 48
b) description en les distinguant des éléments fixes, variables et exceptionnels composant ces rémunérations et avantages ainsi que les critères en application desquels ils ont été calculés ou les circonstances à la suite desquelles ils ont été attribués, en faisant référence, le cas échéant, aux résolutions votées dans les conditions prévues à l'article L. 225-82-2. Il fait mention, s'il y a lieu, de l'application des dispositions du second alinéa de l'article L. 225-83 ;	47
c) les engagements de toute nature pris par la société au bénéfice de ses mandataires sociaux, correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de leurs fonctions ou postérieurement à l'exercice de celles-ci, notamment les engagements de retraite et autres avantages viagers. L'information donnée mentionne, dans des conditions et selon des modalités fixées par décret, les modalités précises de détermination de ces engagements et l'estimation du montant des sommes susceptibles d'être versées à ce titre.	47
Exposé et, le cas échéant, explication des éléments suivants lorsqu'ils sont susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'achat ou d'échange (article L. 225-37-5) :	58
a) la structure du capital de la société ;	58
b) les restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L. 233-11 ;	58
c) les participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L. 233-7 et L. 233-12 ;	58
d) la liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et la description de ceux-ci ;	59
e) les mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier ;	N/A
f) les accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote ;	N/A
g) les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil de surveillance ainsi qu'à la modification des statuts de la société ;	134
h) les pouvoirs du conseil de Surveillance, en particulier en ce qui concerne l'émission ou le rachat d'actions ;	132
i) les accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts ;	N/A
j) les accords prévoyant des indemnités pour les membres du conseil d'administration ou les salariés, s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique d'achat ou d'échange.	N/A
La présentation des projets de résolution relatifs aux principes et aux critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, attribuables aux président, directeurs généraux ou directeurs généraux délégués, en raison de leur mandat.	N/A
Pour chacun des mandataires sociaux de la SA/SCA qui détiennent au moins un mandat dans une société dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé, les informations prévues à l'article L. 225-37-3 du code de commerce (cf. ci-avant) sur les rémunérations et les avantages de toute nature sont communiquées.	N/A